

CinéBulletin

Mitteilungsblatt schweizerischer Filmfachverbände und filmkultureller Organisationen
Feuille d'avis d'associations professionnelles et d'organisations culturelles suisses du cinéma
Doppelnummer 50/51 November/Dezember 1979



Die Equipe eines Schweizer Spielfilms — «Alzire oder der neue Kontinent» von Thomas Koerfer (1978)

Cinéma - fenêtre et miroir

Le cinéma, on le dit souvent, est une fenêtre sur le monde, sur la vie et les coutumes des peuples lointains. Le spectateur réalise que le monde continue derrière le Jura et que le Rhône rejoint la mer infinie. Le cinéma nous apporte le monde. Souvent «le beau, le grand, le vaste monde». Car tous les films ne nous parviennent pas. Afin de faire le tour du monde, un film doit se plier à quelques conditions; il y a des standards internationaux. Et, où existent des standards existent aussi des castrations et un opportunisme lâche.

Le consommateur de cinéma est un globe-trotter, il est international. Mais il est un sans-patrie, un déraciné. Rien ne le concerne réelle-

ment. Ce sont toujours les autres qui ont un destin et une histoire. On les observe et on rentre chez soi. Si 95% des histoires de cinéma sont des fables lointaines que le spectateur n'intériorise qu'avec peine ou pas du tout, la salle de cinéma risque de devenir un «temple de la distraction».

Aux Etats Unis, en Italie et en France, ce danger est moins grand. Au cinéma, les Américains, les Français et les Italiens rencontrent continuellement leurs paysages, leurs villes, leurs compatriotes. Et nous? New York, Paris et Rome nous sont bientôt plus familiers que Zurich, Berne et Lausanne. Nous commençons à croire que les vraies histoires se déroulent là: à New

Kino - Fenster und Spiegel

Das Kino, hat man immer wieder gesagt, ist ein Fenster auf die Welt: Fremde Völker, fremde Sitten. Der Kinogänger merkt, dass die Welt hinter dem Üetliberg oder dem Gurten oder jenseits des Rheins weitergeht. Das Kino bringt Welt in die Schweiz. Die «grosse weite Welt» oft. Denn nicht alle Filme kommen zu uns. Damit ein Film die Reise um die Welt antreten darf, muss er schon einige Bedingungen erfüllen; es gibt «internationale Standards». Und wo es Standards gibt, liegen die kleinmütigen Anpassungen und der feige Opportunismus nicht fern.

Die Kinogänger sind weltoffen, international. Aber sie sind auch heimatlos. Nichts geht sie eigentlich etwas an. Es sind immer die ande-

ren, die ein Schicksal oder eine Geschichte haben. Man schaut ihnen zu und geht nachhause. Wenn 95 Prozent aller Kinogeschichten ferne Fabeln sind, die der Zuschauer entweder nicht oder nur mit Mühe auf sich bezieht — und das ist eben hierzulande der Fall —, droht das Kino zur «Kulturstätte der Zerstreuung» zu werden.

In den USA, in Italien, in Frankreich ist diese Gefahr weniger gross; Amerikaner, Franzosen und Italiener begegnen ihren Landschaften, ihren Städten, ihren Mitmenschen im Kino noch und noch. Aber wir: New York und Paris und Rom sind uns vom Kino her vertrauter als Zürich, Bern und Lausanne, und wir beginnen zu glauben, die wah-

York, à Paris, à Rome. Et pourtant elles se passent aussi devant nos portes, dans nos rues. Au cinéma, nous apprenons l'américain. Nous, nous avons aussi un accent, un accent qui «en vaut probablement bien d'autres» comme disait Tanner il y a dix ans.

Ce que je veux dire: le cinéma peut être autre chose qu'une fenêtre qui donne sur le monde de Peter Stuyvesant. Il peut être un miroir, un lieu de rencontre avec soi-même et avec son plus proche voisin. En Suisse on compte environ 20 millions d'entrées par an; dans 19 300 000 des cas, le cinéma est une fenêtre; dans 700 000 des cas, il est un miroir.

Les films suisses sont des «faiseurs de Suisse». Regardant un film suisse, pas besoin de devenir un chauffeur de taxi New Yorkais, pas besoin de devenir un employé parisien. On peut rester ou on peut devenir celui qu'on est, on peut s'interroger, rire de soi ou de ses semblables, ou pleurer. On ne doit pas s'aban-

donner, on peut se défendre contre les sons et les images cinématographiques.

Les petits pays n'ont qu'une seule possibilité pour gagner et défendre un petit bout de patrie dans l'univers du cinéma: ils doivent protéger et encourager leur cinéma. Les spectateurs seuls n'y parviennent pas, ils ne sont pas assez nombreux. Seul le cinéma américain peut s'amortir car les Etats Unis sont immenses et les spectateurs du monde entier, y compris ceux du monde socialiste, le supportent. Il n'y a pas de place pour un autre cinéma qui fonctionne selon les règles de l'offre et de la demande.

Plus un pays est petit, plus il devrait investir dans son propre cinéma.

Qu'on le comprenne une fois pour toutes, il ne s'agit pas de quelques «fous» qui veulent à tout prix faire du cinéma. Il s'agit de nous, de nous spectateurs suisses qui ne devons et ne voulons pas sans cesse nous perdre. Martin Schaub

Une scène cinématographique active.

Ce numéro de Ciné-Bulletin est le cinquantième de la feuille d'information des associations suisses des professions du cinéma. Tout comme les films qui, presque quotidiennement, sont projetés, ici ou là, en Suisse, que ce soit dans un cinéma, dans la salle d'une association ou à la télévision, Ciné-Bulletin est la preuve d'une scène cinématographique active. Les activités de cette scène, cependant, donnent souvent à ceux qui l'observent du dehors, une image trompeuse: c'est qu'entre temps, on a tout simplement tenu pour évident qu'en Suisse des films importants soient tournés, on s'est habitué à ce que les films suisses soient, actuellement, le plus important produit culturel exporté par notre pays. Mais que depuis des années tous les réalisateurs et les tech-

niciens du cinéma, les producteurs et les directeurs de salles fassent beaucoup avec peu ou même avec rien, et que cela ne puisse fonctionner que parce que, jusqu'à présent, l'engagement et le désir étaient encore plus forts que la résignation et l'amertume, de cela, une grande partie des spectateurs qui vont, plus ou moins régulièrement voir des films suisses, sans parler de ceux qui ne les connaissent que par oui-dire, n'en sont guère conscients. Trop de raisons de mourir et trop peu pour réellement pouvoir survivre — à la longue, cette situation est intolérable. Comment il serait possible de la modifier et comment, vous, chers lecteurs, pourriez contribuer à son amélioration, c'est de cela qu'il est question dans ce numéro.

Editeurs et Rédaction

Des hauts et des bas

L'évolution du cinéma suisse

Le cinéma suisse, qui avait commencé à s'imposer après des débuts difficiles dans les années vingt et trente, connut un premier essor, même s'il fut de courte durée, pendant la deuxième guerre mondiale. De 1938 à 1945, 44 longs-métrages furent tournés en Suisse; notons qu'un quart de la production revint à la Praesens Film de Zurich. Avec «Marie-Louise» et «Die letzte Chance» de Leopold Lindtberg, elle connut des succès internationaux et elle engagea même en 1948 le metteur en scène américain Fred Zinnemann pour le film «Die Gezeichneten». Là s'ouvrait sans doute une voie qui permettait de sortir de l'impasse du film en dialecte, mais ce fut seulement une issue momentanée et cela au prix du sacrifice de soi. La tentative de s'élever au rang du marché international aboutit à une impasse après la deuxième guerre mondiale, le jour où les frontières s'ouvrirent et que la Suisse ne fut plus un thème, mais seulement un site touristique.

Ainsi on resta dans la ligne du film patriotique et dialectal; cela signifiait un retour en arrière sur le marché intérieur et le retour d'une tradition selon laquelle des films comme «Wachtmeister Studer» et «Gilberte de Courgenay» avaient été faits. Dans les années cinquante, Kurt Früh tournait «Oberstadt-gass» et «Bäckerei Zürcher», Franz Schnyder transposait au cinéma les romans de Gotthelf avec «Ueli der Knecht» et «Ueli der Pächter». Encore une fois, c'était une situation dans laquelle le cinéma suisse pouvait se développer de façon plus ou moins cortine. A vrai dire, il n'y

eut pas de renouveau et la situation du cinéma empira considérablement: bientôt, la crise devint inévitable.

Il ne restait pratiquement plus rien du vieux cinéma suisse lorsque, au milieu des années soixante, de jeunes cinéastes commencèrent à se manifester. Ce renouveau ne se produisit pas non plus par l'intermédiaire des salles de cinéma mais grâce au film documentaire en Suisse alémanique et par l'intermédiaire de la télévision en Suisse romande; c'est de là que venait tout un groupe d'auteurs qui se tournèrent vers le long-métrage. Michel Soutter, Claude Goretta et Alain Tanner contribuèrent à une nouvelle image du cinéma suisse dans les années soixante-dix et ceci également au niveau international. Ils représentaient la nouvelle vague avec des films comme «Les arpenteurs», «L'invitation» et «La salamandre». En Suisse alémanique, le long-métrage eut de la difficulté à s'imposer, il réussit cependant à percer, et cela non seulement d'un point de vue artistique, ces dernières années. «Die plötzliche Einsamkeit des Konrad Steiner» de Kurt Gloor, ou bien «Die Schweizermacher» de Rolf Lyssy eurent un énorme succès auprès du public.

Aide au cinéma: après 16 ans, où va-t-on?

L'encouragement du cinéma suisse, mis en oeuvre par la Confédération en 1963, a considérablement évolué depuis les débuts. Tout d'abord, soutenu de façon extrêmement modeste, c'était l'instrument d'une animation culturelle improvisée, conséquence d'une stratégie ne re-



«Die Früchte der Arbeit» von Alexander J. Seiler (1978)

ren Geschichten spielten sich vor allem in New York, Rom und Paris ab. Dabei liegen sie vor der Tür. Wir verbessern unser Französisch im Kino und lernen amerikanisch. Dabei haben wir eine eigene Mundart. Und die ist, wie Alain Tanner einmal sagte, bestimmt nicht schlechter als andere.

Was ich sagen möchte: Das Kino kann auch etwas anderes sein als ein Fenster auf die Peter-Stuyvesant-Welt. Es kann ein Spiegel sein, ein Ort der Begegnung mit sich selber und mit seinem nächsten Nachbarn. Rund 20 Millionen Kinobesucher verzeichnen die Schweiz jährlich; in etwa 19 300 000 Fällen ist das Kino ein Fenster, in 700 000 Fällen ist es ein Spiegel.

Schweizer Filme sind «Schweizer-Macher». Vor einem Schweizer Film muss man nicht zum New Yorker Taxichauffeur werden und nicht zum Pariser Angestellten. Man kann der bleiben oder werden, der man ist, kann sich selbst befragen, kann lachen über

sich und seinesgleichen oder weinen. Man muss sich nie aufgeben, kann sich zur Wehr setzen gegen das Kinobild.

Kleine Länder haben nur eine einzige Möglichkeit, ein Stücklein Heimat in der Kinowelt zu erobern und zu verteidigen: sie müssen das einheimische Filmschaffen schützen und fördern. Die Zuschauer allein schaffen das nicht; sie sind nicht zahlreich genug. Nur das amerikanische Kino ist selbsttragend, denn die USA sind gross, und Kinogänger auf der ganzen Welt tragen mit. Es gibt neben den Amerikanern keinen Platz für andere rein marktwirtschaftlich funktionierende Kinomatographen.

Je kleiner ein Land, desto mehr müsste es für ein einheimisches Filmschaffen investieren.

Es geht ja nicht um die paar «Verrückten», die unbedingt Filme machen wollen. Es geht um uns Zuschauer, die wir uns im Kino nicht dauernd selbst verlieren dürfen und wollen. *Martin Schaub*

Hoch und Tief

Die Entwicklung des Schweizer Films

Der Schweizer Film, der sich nach mühsamen Anfängen in den zwanziger und dreissiger Jahren zu etablieren begonnen hatte, erlebte während des Zweiten Weltkriegs einen ersten, wenn auch kurzen Aufschwung. Zwischen 1938 und 1945 wurden in der Schweiz 44 Spielfilme gedreht, wobei ein Viertel der Produktion auf die Praesens Film in Zürich entfiel. Mit «Marie-Louise» und «Die letzte Chance» von Leopold Lindtberg brachte sie es zu internationalen Erfolgen und verpflichtete 1948 für «Die Gezeichneten» gar den amerikanischen Regisseur Fred Zinnemann. Hier führte zwar ein Weg aus der Enge des Dialektfilms heraus, aber nur vorübergehend und um den Preis der Selbstaufgabe. Der Versuch, sich auf den internationalen Markt auszurichten, erwies sich nach dem Zweiten Weltkrieg, als die Grenzen sich öffneten und die Schweiz nicht mehr Thema, nur noch touristischer Schauplatz war, für den Schweizer Film als Sackgasse.

So bleibt die Linie des Heimat- und Dialektfilms, was gleichbedeutend war mit einer Rückbesinnung auf den Binnenmarkt und eine Tradition, in der Filme wie «Wachtmeister Studer» und «Gilberte de Courgenay» entstanden waren. In den fünfziger Jahren drehte Kurt Früh «Oberstadtgass» und «Bäckerei Zürrier», Franz Schnyder verfilmte

mit «Ueli der Knecht» und «Ueli der Pächter» Gotthelfromane. Noch einmal kam eine Situation zustande, in welcher der Schweizer Film sich einigermaßen kontinuierlich entwickeln konnte. Eine Erneuerung allerdings fand nicht statt, die Kinosituation verschlechterte sich zusehends: bald war die Krise unaufhaltsam.

Als Mitte der sechziger Jahre junge Filmemacher sich zu manifestieren begannen, war vom alten Schweizer Film praktisch nichts mehr geblieben. Der Neubeginn vollzog sich denn auch nicht über die Kinos, sondern in der deutschen Schweiz über den Dokumentarfilm, in der französischen Schweiz über das Fernsehen, aus dem eine Reihe Autoren hervorgingen und sich dem Spielfilm zuwandten. Michel Soutter, Claude Goretta und Alain Tanner sorgten in den siebziger Jahren auch international für ein neues Image des Schweizer Films — für eine Nouvelle Vague mit «Les arpenteurs», «L'invitation» und «La salamandre». In der deutschen Schweiz hatte der Spielfilm mehr Mühe sich wieder durchzusetzen, fand aber in den letzten Jahren nicht nur künstlerisch seinen Durchbruch. Kurt Gloor's «Die plötzliche Einsamkeit des Konrad Steiner» oder Rolf Lyssy's «Die Schweizermacher» waren enorme Publikumserfolge.

Filmförderung nach 16 Jahren wohin?

Die Förderung des Schweizer Films, die der Bund seit 1963 praktiziert, hat sich seit ihren Anfängen beträchtlich gewandelt. Handelte es sich zunächst um das äusserst bescheiden dotierte Instrument zu einer im Grunde ungeplanten kulturellen Animation, die filmpolitisch ohne Entwicklungskonzept erfolgte und einen künstlerischen Klein- und Dokumentarfilm pflegte, so ist im Laufe der Jahre daraus eine Instanz geworden, die Management, Selektion und Subventionierung dessen betreibt, was Jahr für Jahr den Film in der Schweiz ausmacht. Initiativ war die Filmförderung des Bundes in dieser Entwicklung nicht, sie hat lediglich den veränderten Verhältnissen Rechnung getragen.

Das Filmgesetz hatte Herstellungsbeiträge ursprünglich nur für Dokumentar-, Kultur- und Erziehungsfilme vorgesehen — der Spielfilm war von der Produktionsförderung durch den Bund ausgeschlossen. 1969, als das Filmgesetz revidiert wurde, musste es deshalb Gegebenheiten angepasst werden, die sich ohne seinen Anstoss verändert hatten. In der Westschweiz hatten die rührenden Filmemacher begonnen Spielfilme zu produzieren,

Autorenfilme, mit denen sie ins Kino drängten. Das Filmgesetz stellte sich darauf ein: künftig wurde in die Produktionsförderung auch der Spielfilm einbezogen. Gleichzeitig kam es 1969 zu einer Erhöhung der Kreditmittel von 860 000 auf 1,5, inzwischen auf 2,85 Millionen Franken. Davon freilich waren letztes Jahr lediglich 1,9 Millionen für die Produktion bestimmt, der Rest ging an die Cinématèque Suisse in Lausanne, an die Festivals von Nyon und Locarno und an das Schweizerische Filmzentrum in Zürich. 1,9 Millionen für die Filmproduktion in der Schweiz — das entspricht den Kosten eines einzigen mittleren europäischen Films.

Ihre Gelder sucht die Sektion Film des EDI, die für die meisten Filmprojekte ökonomisch zur entscheidenden Schaltstelle geworden ist, so wirksam wie möglich zu verteilen. So wird mehr und mehr die gesetzlich festgelegte Maximalsumme von 300 000 Franken für einzelne Projekte bereitgestellt, wobei die mit staatlichen Geldern hergestellten Filme meist auch mit Qualitätsprämien zwischen 25 000 und 100 000 Franken rechnen können. Da sich die Kreditmittel trotz ge-



Das Wunder Schweizerfilm.

Eine aktive Filmszene

Das vorliegende «Ciné-Bulletin» ist die fünfzigste Ausgabe des Mitteilungsblattes der schweizerischen Filmfachverbände. Wie die Filme, die fast täglich irgendwo in der Schweiz in einem Kino, einem Vereinslokal oder im Fernsehen vorgeführt werden, so ist auch das «Ciné-Bulletin» ein Beweis für eine aktive Filmszene. Die Aktivitäten jedoch dieser Szene vermitteln dem Aussenstehenden oft ein falsches Bild: es ist unterdessen geradezu eine Selbstverständlichkeit geworden, dass in der Schweiz wichtige Filme entstehen, man hat sich daran gewöhnt, dass der Schweizer Film gegenwärtig das kulturelle Exportprodukt unseres Landes ist. Dass hingegen all die Filmemacher

und Filmtechniker, die Produzenten und Spielstellenleiter, seit Jahren aus wenig oder gar nichts viel machen, und dass dies nur funktionieren kann, weil bisher das Engagement und die Lust noch stärker waren als die Resignation und die Verbitterung, ist einem grossen Teil jener Kinobesucher, die sich Schweizer Filme mehr oder weniger regelmässig anschauen, und erst recht jenen, die diese nur vom Hörensagen kennen, kaum bewusst. Zuviel zum Sterben und zu wenig, um wirklich überleben zu können — dieser Zustand ist auf die Dauer unerträglich. Wie dieser Zustand zu ändern wäre und wie Sie, lieber Leser, mithelfen könnten, ihn zu verbessern — davon ist in diesem Heft die Rede.

Herausgeber und Redaktion

posant sur aucun concept de développement et qui favorisait le court-métrage artistique et le film documentaire. Petit à petit, c'est devenu une instance qui dirige, sélectionne et subventionne ce qui constitue le film suisse chaque année. L'aide fédérale au cinéma n'était pas une initiative dans cette évolution, elle a uniquement tenu compte des nouvelles circonstances.

A l'origine, la loi sur le cinéma avait seulement prévu un soutien financier à la production pour les films documentaires, culturels et éducatifs — le long-métrage était exclu de l'aide à la production accordée par la Confédération. En 1969, quand on révisa la loi sur le cinéma, il fallut adapter les données qui s'étaient modifiées sans son impulsion. Les principaux cinéastes de Suisse romande avaient commencé à produire des longs-métrages et des films d'auteur qui leur avaient permis de se lancer dans les salles de cinéma. La loi sur le cinéma s'orienta là-dessus: désormais, le long-métrage fut compris dans l'aide à la production. En même temps, en 1969, le crédit de 860 000 francs fut d'abord élevé à 1,5 million, puis bientôt à 2,85 millions. De cette somme, seulement 1,9 million fut destiné à la production l'année dernière, le reste fut réparti entre la Cinémathèque de Lausanne, les festivals de Nyon et de Locarno et le Centre Suisse du Cinéma de Zürich. 1,9 million à la production du film en Suisse — cela correspond aux frais d'un seul film moyen en Europe.

La Section Cinéma du DFI qui, économiquement, représente l'organe décisif pour la plupart des projets de films cherche à répartir ses fonds de la manière la plus efficace. Ainsi, la somme maximum de 300 000 francs, déterminée légalement, est de plus en plus mise à la disposition de projets particuliers; et pourtant, les films réalisés grâce à des fonds officiels peuvent compter sur une prime de qualité qui va de 25 000 à 100 000 francs. Les moyens de crédit se révèlent insuffisants malgré un emploi approprié, cela a pour conséquence une mise en pratique de plus en plus sélective de l'encouragement qui empêche justement aujourd'hui un renouvellement nécessaire du cinéma suisse.

Le film documentaire n'est pas un film de second ordre

Les premières oeuvres de valeur du Nouveau Cinéma Suisse — «Les Apprentis» de Alain Tanner, «Siamo Italiani» de Alexander J. Seiler, Rob. Gnant et June Kovach (tous deux datant de 1964) et «Urula oder das unwerte Leben» de Reni Mertens et Walter Marti (1966) — étaient des documentaires. La raison en était certainement que l'Encouragement au Cinéma, à ses origines, était uniquement réservée à la production de films documen-

taires. Peu à peu, cependant, il apparut que le documentaire convenait particulièrement bien au travail des cinéastes suisses. Les recherches approfondies qu'un documentaire demande, l'approche scrupuleuse d'un thème, correspondaient aux intentions de ces réalisateurs qui voulaient — par le moyen du film — exprimer leur malaise en face de notre réalité intérieure.

Alors que dans les années 60 c'était surtout des films durs, violents et accusateurs qui étaient réalisés, dans les années 70, le film se tourna vers des études presque ethnographiques de groupes marginaux, de minorités. Les documentaristes suisses ont donné le son et l'image à ceux qui «n'ont pas la parole», à ceux «qu'on n'entend pas». En laissant les travailleurs à domicile («Die letzten Heimposamentier» de Yves Yersin), les pay-

sans des montagnes («Wir Bergler in den Bergen sind eigentlich nicht schuld, dass wir da sind» de Fredi M. Murer), les prisonniers, les handicapés et les exclus («Freut euch des Lebens» de Roman Hollenstein et «Wer einmal lügt oder Viktor und die Erziehung» de June Kovach) parler devant la caméra d'eux et de leur monde, les documentaristes ont corrigé l'image idéalisée de la Suisse partout répandue. Cela ne les a pas rendu partout populaires et c'est également des documentaristes — «Die Erschiessung des Landesverrätters Ernst S.» de Richard Dindo, par exemple — qui ont provoqué dans le public de violentes discussions et qui ont été un motif suffisant pour que certains groupes politiques, de droite surtout, réclament un contrôle plus sévère voire même la suppression de l'aide publique au cinéma.

Les documentaristes suisses ont prouvé que le documentaire n'est pas simplement un «film de second ordre», par rapport au film de fiction. Ils ont eux-mêmes cherché leur public, pas dans les cinémas, parce que, là, on ne voulait pas leur donner leur chance, mais dans les salles des associations (ce n'est que depuis quelques années que quelques cinémas programment à nouveau des documentaires, non sans succès parfois, comme pour «Kleine Freiheit» de Hans-Ulrich Schlumpf et «Behinderte Liebe» de Marlies Graf). Aujourd'hui, le documentaire a un public, bien plus restreint, il est vrai, que le public des films de fiction, mais un public actif et qui voit dans le film une occasion de se faire par soi-même des idées sur la vie en Suisse.

Bernhard Giger

Pourquoi le cinéma suisse doit-il être subventionné?

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur le cinéma en 1960, la production de films en Suisse a reçu une impulsion considérable. Elle a profité aussi du soutien financier, même s'il s'est révélé modeste depuis lors. L'aide accordée au cinéma par la Confédération est devenue efficace à une période où le cinéma suisse stagnait du point de vue créatif, cela parce que les manières de concevoir le cinéma suisse, tel qu'il doit être, ne consistaient plus qu'en recettes. Il ne restait presque plus rien de l'originalité des thèmes et de la richesse de la création du cinéma des années quarante et cinquante. Excepté quelques essais que l'on peut considérer comme des travaux de transition par rapport au nouveau cinéma suisse, les réalisateurs et les producteurs se contentaient d'une répétition de succès, prétendus ou réels.

Si le cinéma suisse occupait un marché international si grand et étendu que, dans tout les cas, les frais d'un film seraient couverts, il n'aurait certainement pas besoin d'une subvention de la Confédération. Et s'il était garanti qu'un film — comme récemment «Die Schweizermacher» — soit en tout cas capable de se suffire financièrement dans son propre pays (et dans celui-ci, au-delà des frontières linguistiques), un soutien fédéral ne serait pas nécessaire. Il arrive que des films se suffisent, grâce à un succès très étendu à l'étranger, mais c'est extrêmement rares. En règle générale, le créateur d'un film ne peut pas faire face économiquement si l'aide que la loi du cinéma tient prête pour lui — pour autant que la qualité soit conforme — lui manque. Il ne peut pas faire face, avant tout parce qu'il n'existe pas d'infra-

structure permanente et économiquement solide pour la production cinématographique. Même les sociétés de production commerciale existantes, qui sont très petites, ne sont pas libérées des soucis de financement de toutes sortes. A plus forte raison les créateurs libres qui sont leur propre producteur ou qui se rassemblent en équipes de collaborateurs différentes à chacune de leurs productions.

Le soutien de la Confédération, accordé strictement suivant des critères de qualité, joue incontestablement un rôle de premier ordre depuis plus de dix ans. L'aide de la Confédération ne doit certes pas venir en premier lieu, elle est toujours une mesure subsidiaire; cependant, elle doit libérer l'aide du secteur privé et des institutions, de l'économie et des banques. Si le financement privé doit être développé — ce qui est inéluctable en raison de cet exemple —, alors la Confédération devra donner l'exemple par son soutien — et cela, bien entendu, à condition de garantir la liberté thématique, artistique et politique. Autrement, une continuité, telle

qu'elle s'est développée à partir de cela dans une modeste mesure, ne pourra plus être atteinte et assurée à la longue.

En Europe, il n'y a pas un pays qui ne soutienne sa production cinématographique. Des pays comme l'Italie, la France, l'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne ne peuvent être comparés à la Suisse en raison de leur taille et de leur population. La comparaison avec ce qui se passe dans de plus petits pays est d'autant plus significative. En Suède, dans le budget 1978/79, l'Etat, pour 8,2 millions d'habitants, verse 15 millions de couronnes. Dans cette somme sont compris les fonds pour la restauration de vieux films, les primes de qualité et les subventions aux ciné-clubs. Les 15 millions de couronnes sont réunis grâce à un impôt-cinéma (10% du prix des billets); ils vont à l'Institut cinématographique suédois pour être répartis. Avec ces 15 millions de couronnes (6 millions de francs suisses), le soutien financier de l'Etat représente actuellement 2 fois celui de la Suisse. Aux Pays-Bas et en Norvège, les subventions de l'E-



«Die Erschiessung des Landesverrätters Ernst S.» von Richard Dindo

zieltem Einsatz insgesamt als ungenügend erweisen, ergibt sich eine zunehmend selektive Filmförderungspraxis, die einer notwendigen Erneuerung des Schweizer Films bereits heute im Wege steht.

Der Dokumentarfilm ist kein Film zweiter Klasse

Die ersten bedeutenden Werke des neuen Schweizer Films – «Les Apprentis» von Alain Tanner, «Siamo Italiani» von Alexander J. Seiler, Rob Gnant und June Kovach (beide 1964) und «Ursula oder das unwerte Leben» von Reni Mertens und Walter Marti (1966) – waren Dokumentarfilme. Dies war sicher auch eine Folge der Filmförderung, die vorerst nur Dokumentar-Produktionen unterstützte, nach und nach zeigt sich aber, dass der Dokumentarfilm der Arbeit schweizerischer Filmemacher besonders gut entsprach. Die intensiven Recherchen, die ein Dokumentarfilm verlangt, die sorgfältige Annäherung an ein Thema kam den Absichten jener Filmemacher entgegen, die mit dem Film ihrem Unbehagen in unserem Land Ausdruck verschaffen wollten.



Dreharbeiten zu «Behinderte Liebe» von Marlies Graf (1979)

Nachdem in den späten sechziger Jahren vor allem laute, böse und anklagende Filme realisiert wurden – «Rondo» von Markus Imhoof, «Krawall» von Jürg Hassler und «Die grünen Kinder» von Kurt Gloor –, entwickelte sich der Dokumentarfilm in den siebziger Jahren zur fast ethnologischen Studie von Randgruppen, von Minterheiten. Die Schweizer Dokumentaristen haben Ton und Bild freigegeben für jene, die «keine Stimme» haben, für die «Sprachlosen». Indem die Dokumentaristen Heimarbeiter («Die

letzten Heimposamentier» von Yves Yersin), Bergler («Wir Bergler in den Bergen sind eigentlich nicht schuld, dass wir da sind» von Fredi M. Murer), Eingesperrte, Behinderte und Ausgestossene («Freut euch des Lebens» von Roman Hollenstein und «Wer einmal lügt oder Viktor und die Erziehung» von June Kovach) vor der Kamera von sich und ihrer Welt erzählen liessen, haben sie das weitherum verbreitete Wunschbild der Schweiz korrigiert. Damit haben sie sich nicht nur beliebt gemacht, und es waren denn

auch Dokumentarfilme – «Die Erschiessung des Landesverrätters Ernst S.» von Richard Dindo etwa –, die in der Öffentlichkeit heftige Diskussionen auslösten und für gewisse, eher rechtsstehende politische Kreise Grund genug waren, eine härtere Kontrolle oder gar die Abschaffung der staatlichen Filmförderung zu fordern.

Die Schweizer Dokumentaristen haben bewiesen, dass der Dokumentarfilm nicht bloss ein «Film zweiter Klasse» neben dem Spielfilm ist. Sie haben sich ihr Publikum selber gesucht, nicht im Kino, weil man ihnen dort keine Chance geben wollte, sondern in Vereinslokalen. (Seit ein paar Jahren erst zeigen auch einzelne Kinos wieder Dokumentarfilme, teilweise – wie bei «Kleine Freiheit» von Hans-Ulrich Schlumpf und «Behinderte Liebe» von Marlies Graf – nicht ohne Erfolg.) Heute hat der Dokumentarfilm ein Publikum, das zwar weit aus kleiner ist als jenes der Spielfilme im Kino, ein Publikum aber, das aktiv ist und die Filme als eine Herausforderung ansieht, sich selber Gedanken zu machen über das Leben in der Schweiz.

Bernhard Giger

Warum muss der Schweizer Film subventioniert werden?

Seit dem Inkrafttreten des Filmgesetzes im Jahre 1963 hat die Herstellung von Filmen in der Schweiz kräftige Impulse empfangen und von der finanziellen Förderung, so bescheiden diese bisher auch ausgefallen ist, profitiert. Wirksam ist die Filmförderung des Bundes geworden in einer Periode, in der der Schweizer Film schöpferisch stillstand, weil sich Vorstellungen von dem, was ein schweizerischer Film sein soll, in Rezepten festgefahren hatten. Von der thematischen Originalität und der gestalterischen Fülle des Films der vierziger und der fünfziger Jahre war kaum mehr etwas zu spüren. Von einzelnen Versuchen abgesehen, die von heute aus als Arbeiten des Übergangs zum neuen Schweizer Film zu beurteilen sind, bequemen sich die Filmschaffenden und ihre Produzenten in der Wiederholung tatsächlicher oder angeblicher Erfolge.

Besässe der Schweizer Film einen internationalen Markt, der so gross und weltweit ist, dass sich in jedem Fall die Kosten eines Films einspielen würden, bräuchte es eine Subvention durch den Bund zweifellos nicht. Und wäre es gewährleistet, dass ein Film in jedem Fall – wie kürzlich nun «Die Schweizermacher» – im eigenen Land (und in diesem jeweils immer auch über die

Sprachgrenzen hinweg) selbsttragend zu werden vermöchte, wäre eine staatliche Förderung wohl ebenfalls nicht vonnöten. Es kommt vor, dass Filme selbsttragend werden, sei es durch den weitverzweigten Erfolg im Ausland, sei es ausschliesslich im Inland. Aber diese Fälle sind äusserst selten. In der Regel kann der Gestalter eines Films wirtschaftlich nicht bestehen, wenn ihm die Hilfe fehlt, die das Filmgesetz für ihn – sofern die Qualität entspricht – bereithält. Bestehen kann er deshalb vor allem nicht, weil es in der Schweiz für die Filmproduktion keine permanente und wirtschaftliche starke Infrastruktur gibt. Selbst die bestehenden kommerziellen Produktionsgesellschaften, die alle sehr klein sind, sind von den Sorgen der Finanzierung aus verschiedensten Quellen nicht befreit. Erst recht sind das nicht die freien Gestalter, welche ihre eigenen Produzenten sind oder sich für jede ihrer Produktionen zu wechselnden Mitarbeiterpools zusammenschliessen.

Die Förderung durch den Bund, die in der Regel streng nach Qualitätskriterien erfolgt, übt seit mehr als einem Jahrzehnt zweifellos eine Leitfunktion aus. Zwar soll die Hilfe des Bundes nicht am Anfang stehen, sie ist stets eine subsidiäre



Yves Yersin und Michel Robin bei den Dreharbeiten zu «Les petites fugues» (1979)

Massnahme, jedoch setzt sie die Hilfe der Privaten und Institutionen, der Wirtschaft und der Banken frei. Soll die privatwirtschaftliche Finanzierung – was auf Grund dieses Leitbildes unabdingbar notwendig ist – entwickelt werden, so wird der Bund durch seinen Beitrag erst recht die Initiative auszulösen haben – und das selbstverständlich immer unter der Voraussetzung der thematischen, künstlerischen und politischen Freiheit. Anders wird eine Kontinuität, wie sie sich bisher in bescheidenem Mass bereits herausgebildet hat, nicht weiterhin zu erreichen und auf unabsehbare Zeit hinaus sicherzustellen sein.

Es gibt in Europa kein Land, das seine Filmproduktion nicht unterstützen würde. Länder wie Italien, Frankreich, Bundesrepublik Deutschland und Grossbritannien sind nach Grösse und Bevölkerungszahl mit der Schweiz nicht vergleichbar. Umso mehr fällt im Vergleich ins Gewicht, was in kleineren Ländern geschieht. In Schweden schüttet der Staat bei 8,2 Mio. Einwohnern im Budgetjahr 1978/79 Beiträge in der Höhe von 15 Mio. skr aus. Eingeschlossen sind darin die Gelder für die Restaurierung von alten Filmen, für Qualitätsprämien und Subventionen an Filmklubs. Diese 15 Mio. skr wer-

tat sont nettement plus élevées que celles de la Confédération ici, dans le cadre de l'aide au cinéma. Là-bas, — pour 13,8 millions d'habitants — 9,6 millions de florins ont été réservés à l'aide au cinéma en 1979, ce qui représente environ 8 millions de francs suisses. En Norvège, les sommes se montaient en tout à 35,7 millions de couronnes en 1978, soit 12 millions de francs suisses (pour 4 millions d'habitants). Les moyens accordés par l'Etat autrichien pour l'aide au cinéma étaient de 12,1 millions de schilling en 1978. Ils sont complétés par le Wiener Filmfonds avec 9,1 millions de schilling. Cela fait en tout une somme de 20 millions de schilling, soit 2,5 millions de francs suisses; ne sont pas compris dans cette somme les crédits pour le musée et les archives du cinéma. En Finlande uniquement, le soutien financier de l'Etat est encore plus bas qu'en Suisse: il représentait 2 millions de francs suisses en 1978.

Si actuellement, en Suisse, des 2,85 millions qui sont disponibles, 1,9 million de francs vont à la production cinématographique sous forme de crédits de réalisations et de qualité, alors ce chiffre paraît vraiment modeste en comparaison des pays énumérés. Il apparaît encore plus insuffisant si l'on considère que, mis à part la Suède, la Suisse est pour l'instant le seul pays parmi les plus petits états d'Europe à avoir produit un art cinématographique important, aussi bien dans le domaine du film documentaire que dans celui du film de fiction. Le cinéma suisse actuel, qui a acquis ces dix dernières années

une conscience de soi justifiée, esquisse film après film une image différenciée de notre pays — une image qui n'est certes pas contestée, parce qu'elle n'est pas uniquement une image de l'affirmation de soi. Notre peuple se reconnaît au travers de ces films dans ses différents groupes

linguistiques, régionaux, politiques et sociaux; pour l'étranger se dessine peu à peu une représentation de soi de la Suisse qui ne se caractérise dans aucune autre forme d'expression artistique contemporaine avec autant de diversité et de façon aussi convaincante. Si le cinéma suisse

devait retomber dans un état de stagnation créative, aussi bien du point de vue de la quantité que de la qualité, cela pour la simple raison que l'Etat doit réduire son aide, la culture de notre pays perdrait une dimension décisive.

Martin Schlappner

Le public nous a suivi

Qu'est-ce qu'on peut dire encore, qu'on n'ait pas dit mille fois. Au risque de se répéter, puisqu'il paraît que la grande majorité des parlementaires connaît mal, ou pas du tout, la situation de ce secteur de la culture, on va redire: Nous sommes en train de rater complètement notre chance aujourd'hui.

Aujourd'hui, c'est quoi? C'est que la preuve est faite, largement, après une quinzaine d'années de travail, que ça existe le cinéma en Suisse, que c'est possible. C'est aussi que, avant les parlementaires, les spectateurs, les publics ont suivi, eux. Ils sont là, ils nous ont aussi motivés, ils attendent, ils nous disent: continuez.

Hier c'était la mise en place d'une petite infrastructure, d'une pratique de travail, hors des seules exigences du profit et grâce à la loi du cinéma. A la loi et aux efforts inlassables des cinéastes, des techniciens. Ce que plusieurs pays d'Europe de même taille que le nôtre n'ont pas réussi, nous l'avons fait avec des moyens pourtant dérisoires.

Mais les limites du système apparaissent maintenant d'une façon évidente. Il convenait à une situation de départ, à un programme minimum. Il est aujourd'hui complètement inadapté: les coûts ont augmenté, on n'arrive plus du tout à faire un budget de film en Suisse à moins de tout sacrifier, et son salaire en premier lieu, le soutien de la part suisse dans les co-productions est insuffisant, le franc suisse décourage les partenaires étrangers. On est là, dans une situation verrouillée, toujours la même chose, et sachant qu'il suffirait de si peu pour la débloquer.

Au lieu de prendre ce virage, de trouver le second souffle, nous trichons sur toute la ligne en voulant faire illusion, en multipliant à l'infini des semaines de Cinéma Suisse aux quatre coins du monde, en donnant une image vivante de nous à l'étranger, en demandant aux cinéastes — gratuitement bien entendu — d'aller faire les ambassadeurs d'une culture à laquelle le pouvoir politique refuse ici ses moyens d'existence, par ce qu'il

faut bien appeler une incroyable mesquinerie. Nous devons refuser de jouer ce jeu.

On voit déjà ce qui nous attend: ceux qui le pourront ironiser ailleurs ce qui se passe, les autres finiront bien par se faire absorber par la Télévision. C'est peut-être cela qu'on veut, dans le fond, pour mieux neutraliser les images.

Depuis plusieurs années le pouvoir refuse de faire vivre un secteur culturel dont l'importance est partout affirmée, refuse de le voir fonctionner normalement, refuse aux gens de travailler, de se servir d'un outil qu'ils ont fabriqué eux-mêmes. Questions: le manque d'argent? Cela n'est pas vrai. Alors? La peur de quoi? La peur de quoi? D'un bout de parole durement conquis contre la loi du silence? De bouts d'images qui pourraient nous renvoyer la nôtre, d'image? Ou bien le manque d'imagination, d'ouverture d'esprit? Ou simplement le manque d'information? Ne répondez pas tous en même temps, s'il vous plaît.

Alain Tanner



François Simon und Daniel Schmid während den Dreharbeiten zu «Violanta» (1978)

den durch eine Kinosteuer (10 Prozent der Billettpreise) beschafft und gehen zur Verteilung an das Schwedische Filminstitut. Mit 15 Mio. sFr., das sind 6 Mio. sFr., ist der staatliche Beitrag gegenwärtig doppelt so hoch wie in der Schweiz.

Wesentlich höher als der Bundesbeitrag für die Filmförderung in unserem Land sind die staatlichen Subventionen auch in den Niederlanden und in Norwegen. Dort werden — bei insgesamt 13,8 Mio. Einwohnern — für die Filmförderung im Jahr 1979 total 9,6 Mio. hfl aufgewendet, was etwa 8 Mio. sFr. gleichkommt. In Norwegen beliefen sich 1978 die Aufwendungen insgesamt auf 35,7 Mio. nkr, was rund 12 Mio. sFr. entspricht (die Einwohnerzahl beträgt 4 Mio.). Für die Produktionsförderung standen in Österreich 1978 Bundesmittel in der Höhe von 12,1 Mio. Schilling zur Verfügung. Sie werden ergänzt durch den Wiener Filmfonds mit 9,1 Mio. Schilling. Das macht zusammen einen Betrag von 20 Mio. Schillingen oder 2,5 Mio. sFr. aus; nicht eingerechnet sind darin die Beiträge an das Filmmuseum und das Filmarchiv. Niedriger als in der Schweiz ist der Staatsbeitrag ledi-

gich in Finnland, wo er umgerechnet im Jahr 1978 2 Mio. sFr. ausmachte.

Wenn in der Schweiz gegenwärtig von den 2,85 Mio. sFr., die zur Verfügung stehen, 1,9 Mio. sFr. für die Filmproduktion in Form von Herstellungsbeiträgen und Qualitätsprämien abgezweigt werden, so fällt diese Zahl im Vergleich zu den genannten Ländern auf jeden Fall bescheiden aus. Sie nimmt sich dürrtiger noch aus, wenn man in Erwägung zieht, dass ausser Schweden die Schweiz das vorläufig einzige Land unter diesen kleinen Staaten Europas ist, das eine bedeutende Filmkunst sowohl im Bereich des Dokumentarfilms wie des Spielfilms hervorgebracht hat.

Der gegenwärtige Schweizer Film, in den letzten zehn Jahren zu einem begründeten Selbstbewusstsein herangereift, entwirft Film um Film ein differenziertes Bild unseres Landes — ein Bild, das gewiss nicht unumstritten ist, weil es ein Bild eben nicht bloss der Selbstbestätigung darstellt. Unser Volk erkennt sich in seinen verschiedenen sprachlichen, regionalen, politischen und sozialen Gruppierungen in diesen



«Fluchtgefahr» von Markus Imhoof (1974)

Filmen wieder, und für das Ausland zeichnet sich nach und nach eine Selbstdarstellung der Schweiz ab, die aus keinem anderen künstlerischen Medium der Gegenwart so vielfältig und überzeugend sich ausprägt. Sollte der Schweizer Film aus dem Grund, dass der Bund seine Hilfestellung verkürzen muss, sowohl quantitativ als auch qualitativ wieder in einen schöpferi-

schen Stillstand verfallen, ginge der Kultur unseres Landes eine entscheidende Dimension verloren.

Martin Schlappner

Was bezahlt der Staat pro Kopf der Bevölkerung für den Film?

Schweden	0,73 sFr.
Finnland	0,42 sFr.
Niederlande	0,58 sFr.
Schweiz	0,43 sFr.

Das Publikum ist uns gefolgt

Was kann man noch sagen, was man nicht schon tausendmal gesagt hat? Auf die Gefahr hin, sich zu wiederholen, sagt man es eben noch einmal, denn es scheint, dass die Mehrheit der Parlamentarier die Situation auf diesem kulturellen Sektor nur schlecht oder überhaupt nicht kennt: Wir sind im Begriff, heute unsere Chance völlig zu verspielen. Heute — was heisst das überhaupt? Das heisst, dass der Beweis erbracht ist, dass nach sechzehn Jahren Arbeit ein Schweizer Film existiert, ein Schweizer Film möglich ist. Das heisst auch, dass uns die Zuschauer, das Publikum gefolgt sind — vor den Parlamentariern. Sie sind da, sie haben uns motiviert, sie erwarten mehr, sie sagen uns: macht weiter.

Gestern — das war der Aufbau einer kleinen Infrastruktur, die Anwendung praktischer Erfahrungen, ausserhalb der Gesetze des reinen Profits, und nur dank dem Gesetz des Films. Dank diesem Gesetz und den unablässigen Anstrengungen der Filmemacher, der Techniker. Das heisst: was mehrere europäische Länder von der Grösse der Schweiz nicht zustande gebracht haben — wir haben es geschafft, mit spärlichen Mitteln.

Aber die Grenzen des Systems werden jetzt deutlich sichtbar. Es eignete sich für eine Situation des Aufbruchs, für ein Minimalpro-

gramm. Heute erweist es sich als völlig ungeeignet: die Kosten sind gestiegen; es ist nicht mehr möglich, ein Filmbudget zu machen, ohne alles dafür zu opfern, an erster Stelle seinen eigenen Verdienst; die Unterstützung von Schweizer Seite in den Koproduktionen ist ungenügend, der Schweizer Franken entmutigt die ausländischen Partner. Man sitzt fest in einer verfahrenen Situation, es ist immer dasselbe — und man weiss gleichzeitig, dass es so wenig brauchen würde, um die Sache wieder in Schwung zu bringen.

Aber statt diese Hürde zu nehmen, einen zweiten Anlauf zu machen, betrügen wir uns selbst auf der ganzen Linie, indem wir Illusionen aufbauen, Schweizer Filmwochen endlos multiplizieren in allen vier Ecken der Welt, indem wir dem Ausland ein lebendiges Bild von uns vormachen, indem wir von den Filmemachern verlangen — gratis natürlich —, dass sie die Botschafter spielen für eine Kultur, der hier von den politischen Instanzen die Existenzmittel verweigert werden. Das ist schon eine unglaubliche Selbsttäuschung. Wir müssten uns weigern, dieses Spiel weiter zu spielen. Man sieht schon, was uns erwartet: Die einen werden woanders hingehen, um weitermachen zu können; die andern werden damit enden, dass sie sich vom Fernsehen absorbieren lassen. Vielleicht ist es im

Grunde das, was man will — um die Bilder besser zu neutralisieren.

Seit mehreren Jahren weigert sich die Regierung, einen kulturellen Sektor leben zu lassen, dessen Wichtigkeit überall bestätigt wird, weigert sich, ihn normal funktionieren zu lassen; weigert sich, die Leute arbeiten zu lassen, sich eines Werkzeuges zu bedienen, das sie selber hergestellt haben.

Fragen: Geldmangel? Das ist nicht wahr. Also? Die Angst vor wem? Die Angst vor was? Die Angst vor dem Wort, das das Gesetz des Schweigens durchbricht? Oder vor den Bildern, die ihre eigenen Gesetze haben? Oder das Fehlen von Phantasie, von geistiger Offenheit? Oder einfach ein Informationsmangel? Antworten Sie nicht alle zur gleichen Zeit, bitte.

Alain Tanner

Nur Importiertes für 20 Millionen Kinobesucher?

20 Millionen Besucher gehen in der Schweiz im Jahr ins Kino — überwiegend sind es junge Leute, ein aufgewecktes, fernsehmüdes Publikum. Doch was bekommen die Kinogänger landauf, landab zu sehen? Zu 98 Prozent Filme, die aus dem Ausland importiert worden sind! Gerade 2 Prozent macht in den Kinos der Anteil des Schweizer Films aus, der Filme also, die dem Publikum ein Abbild der eigenen Zustände und Hoffnungen vermit-

teln könnten. So stellt sich denn die Frage: Ist es richtig, sich mit dieser kulturellen Fremdbestimmung einfach abzufinden?

Nicht nur dies, im Gegenteil: selbst diese 2 Prozent, die Schweizer Filme in den Kinos heute ausmachen, sind keineswegs gesichert. Sollte es nicht gelingen, die Kontinuität in der einheimischen Filmproduktion sicherzustellen, so wäre selbst dieser bescheidene Anteil in Frage gestellt. Denn mittlerweile

hat die Finanzknappheit sich derart zugespitzt, dass die in einem Jahrzehnt mit Hilfe des Bundes mühsam errungene Infrastruktur mit ihren rund eintausend Arbeitsplätzen bedroht ist. So ergibt sich eine Situation, in der es dem Schweizer Film trotz seiner Erfolge schlecht geht — nicht, weil es an fähigen Autoren oder Filmtechnikern, an Filmfabriken, Tonstudios und Untertitelungs-Anstalten fehlt, sondern weil das Geld nicht aus-

Seulement des films importés pour 20 millions de spectateurs?

20 millions de spectateurs vont chaque année au cinéma en Suisse — ce sont surtout des jeunes gens, un public plein de vivacité et fatigué de la télévision. Pourtant, que peut voir d'un bout du pays à l'autre ceux qui vont au cinéma? A 98%, des films qui sont importés de l'étranger! La participation du film suisse dans les cinémas représente tout juste 2%, des films donc qui pourraient donner au public une image des situations et des espérances. Voici la question qui se pose: est-il juste que l'on s'accommode tout simplement de cette détermination culturelle de l'étranger?

Il n'y a pas que cela, au contraire: même les 2% que représentent aujourd'hui les films suisses au cinéma ne sont nullement assurés. Si

l'on ne réussissait pas à maintenir la continuité dans la production cinématographique du pays, alors, même cette participation discrète devrait être remise en question. Car en attendant, l'étroitesse des finances est devenue tellement critique que l'infrastructure péniblement acquise en une dizaine d'années avec l'aide de la Confédération et qui assure environ un millier d'emplois se trouve menacée. Il s'ensuit que, malgré ses succès, le cinéma suisse se porte mal — non pas qu'il manque d'auteurs capables ou de techniciens du film, ou de laboratoires, de studios d'enregistrement et d'établissements de sous-titrages, mais parce que l'argent ne suffit pas, même pour maintenir les buts atteints.

La prépondérance écrasante, voire colonisatrice de l'importation au service du cinéma se répète encore une fois en petit à un autre niveau. Là où un auteur de films suisse cherche des bailleurs de fonds — pour un thème suisse, et doit constater comment ce thème perd de plus en plus de caractère, est vraiment affadi sous l'influence des commanditaires étrangers.

Toujours revient le mot magique avec lequel on veut ouvrir un avenir au cinéma suisse: la co-production. Comme il est quasiment impossible en Suisse de couvrir les dépenses d'un film, une idée s'impose: il faut travailler avec les pays voisins. Soit qu'une maison de production française participe au long-métrage d'un metteur en scène

de Suisse romande, soit qu'un film prévu à Zürich doive être financé en partie par des fonds de la télévision ouest-allemande. En tout cas, c'est un calcul qui ne joue qu'apparemment.

L'auteur a-t-il réussi enfin à trouver des commanditaires étrangers pour son film, alors il peut se considérer comme le plus heureux des hommes. L'argent ne lui donne pas toute la liberté qu'il espérait, il doit faire trop de compromis. Cela vaut aussi bien pour un seul film que pour tout ce qui est produit ou co-produit en Suisse. A la longue, les co-productions signifient une perte d'indépendance qui est préjudiciable à la qualité.

Le «miracle du cinéma» et le quotidien

Personne n'est devenu millionnaire avec les «Schweizermacher»

Pendant 9 mois, de novembre 1978 à fin juillet 1979, le film «Die Schweizermacher» a rapporté 5 millions de francs dans les cinémas de la Suisse alémanique — cela fait au titre de l'impôt sur les billets, plus d'un demi-million qui fut versé à l'Etat. 700 000 personnes ont vu le film de Rolf Lyssy avec Emil Steinberger et Walö Lüönd dans les rôles principaux. Le film fut projeté pendant des semaines et des mois dans les cinémas des grandes villes; les spectateurs firent la queue devant les caisses et contribuèrent au plus grand succès d'un film suisse — non seulement le plus grand depuis longtemps, mais sans doute le plus grand du cinéma suisse. Si l'on considère les données auxquelles les réalisateurs de films sont confrontés en Suisse, «Die Schweizermacher» représente quelque chose comme un miracle, un cas particulier, un événement, imprévisible aussi bien qu'unique.

Le film avait un budget de 750 000 francs, ce qui est assez peu, comparé à d'autres. Pour «Messidor» d'Alain Tanner, une co-production franco-suisse, 1,42 million fut prévu, la Confédération accordant une subvention de 300 000 francs et la télévision suisse romande 100 000 francs. Un budget de 1,33 million fut établi pour «Tauwetter» de Markus Imhof, 975 000 francs pour «Violanta» de Daniel Schmid. Seuls «Die plötzliche Einsamkeit des Konrad Steiner» de Kurt Gloor ou «Kleine frieden auch im Sommer» de Peter von

Gunten se tinrent dans les mêmes limites que «Die Schweizermacher»: leur budget se montait respectivement à 700 000 et 642 000 francs.

Dans tous ces films, il y avait de l'argent de la télévision. Et sans la télévision, «Die Schweizermacher» n'aurait pu être produit et n'aurait pas eu un tel succès dans les cinémas. La télévision DRS participa au budget de 750 000 francs par un soutien à la production de 100 000 francs, ce qui représentait l'achat préalable du film. Alors que la demande d'un crédit à la production avait été rejetée pour la deuxième fois par la Confédération et une fois qu'il fut établi que la section Cinéma de l'EDI ne subventionnerait pas le projet, la télévision DRS participa au financement du film en versant encore 100 000 francs en tant que coproducteur: ainsi, elle était intéressée au succès du film dans les cinémas. La plus grande partie du budget vint finalement de quatre co-producteurs privés qui versèrent ensemble 285 000 francs. Les garanties venant de la branche du cinéma se montèrent à 95 000 francs; la firme de production — T&C Film et Rolf Lyssy, le metteur en scène — fournit le reste, soit 170 000 fr.

Pour Marcel Hoehn, le producteur du film, le refus de la Confédération compromettait gravement le projet et on pouvait se demander s'il se réaliserait vraiment. Dans les deux mois qui précéderent le début du tournage, il fallut trouver les co-producteurs privés, parmi eux une firme de tapis et une entreprise de travail temporaire. Les négociations avec les maisons de distribu-

tion furent extrêmement pénibles. On traita avec cinq maisons en tout et c'est seulement après la fin du tournage qu'un contrat fut signé, non pas finalement avec une grande maison de distribution, comme cela avait été prévu, mais avec Rex Film de Zurich qui, assurément, ne pouvait soupçonner son bonheur.

Des cinq millions de francs de recettes faits dans les cinémas, 40% seulement allèrent en réalité à la distribution. Les cinémas se partagèrent les 3 millions restants. Les recettes brutes de distribution se montèrent donc à deux millions. De

cela, il fallut déduire 250 000 francs de frais préalables de publicité et de copies. Ainsi il restait une recette de distribution nette de 1,75 million. Et encore 70% de cette somme allèrent à la maison de production, soit 1,225 million, une somme qui put être répartie équitablement entre les co-producteurs dont le goût du risque se trouva récompensé par un gain d'environ 80%. Pour la T&C Film et pour Rolf Lyssy, cela signifiait qu'avec le gain, un nouveau film suisse n'était financé que d'un quart. Malgré le succès, la continuité de leur travail n'était pas assurée.

Le budget du film «Die Schweizermacher» et le détail des sommes:

1. scénario, préparations, droits	5%
2. salaires, équipe technique	29%
3. gages des acteurs	15%
4. équipement technique	7%
5. matière première, travaux de laboratoire	14%
6. décoration, costumes	4%
7. dépenses, transports	8%
8. son (pour les prises de son en direct)	3%
9. assurances, prestations sociales	7%
10. frais généraux, frais commerciaux	8

Dans un cas normal, l'exploitation du cinéma ne paraît pas aussi prometteuse, même quand il devrait s'agir d'un film suisse à succès.

«Die plötzliche Einsamkeit des Konrad Steiner» rapporta 600 000 francs à Kurt Gloor dans les cinémas de la Suisse alémanique d'octobre 1976 à fin 1978. De cet apport d'argent, 360 000 francs restèrent dans les cinémas, si bien que les recettes de distribution se chiffèrent à 240 000 francs. Ces recettes de distribution se partageaient entre une participation à la distribution

de 96 000 francs et une participation des producteurs de 144 000 francs. En tous cas, on réussit à déduire de cette participation des producteurs les 80 000 francs de garantie déjà versés. En plus, il fallait amortir les frais préalables qui se montaient à 42 000 francs pour les copies, le trailer et la publicité: dans ce cas, c'était l'affaire du producteur seul. C'est ainsi qu'il resta à Kurt Gloor, le metteur en scène, qui avait été son propre producteur pour «Die plötzliche Einsamkeit des Konrad Steiner», un gain de

reicht, wenigstens das Erreichte fortzuführen.

Die erdrückende, geradezu kolonisierende Übermacht des Importierten im Angebot der Kinos wiederholt sich im Kleinen noch einmal auf anderer Ebene. Dort, wo ein schweizerischer Filmautor nach Geldgebern sucht — für einen schweizerischen Stoff und zusehen muss, wie dieser Stoff unter dem Einfluss ausländischer Geldgeber mehr und mehr verflacht, ja verwässert wird.

Immer wieder heisst das Zauberwort, mit dem man dem Schweizer Film eine Zukunft eröffnen will, Koproduktion. Da es kaum oder gar nicht möglich ist, in der Schweiz selbst die Kosten eines Films einzuspielen, drängt sich der Gedanke geradezu auf, mit Nachbarländern zusammenzuarbeiten. Sei es, dass am

Spielfilm eines Regisseurs aus der Westschweiz sich eine französische Produktionsfirma beteiligt, sei es, dass ein in Zürich geplanter Film zu einem Teil mit Geldern vom westdeutschen Fernsehen finanziert werden soll. Allemal ist es eine Rechnung, die nur scheinbar aufgeht.

Ist es dem Autor endlich gelungen, ausländische Geldgeber für seinen Film zu finden, so kann er sich bald einmal vorkommen wie Hans im Glück. Das Geld bringt ihm nicht die erhoffte Freiheit, zu viele Kompromisse hat er einzugehen. Dies gilt für den einzelnen Film wie für die Summe dessen, was in der Schweiz produziert und koproduziert wird. Auf die Dauer bedeuten Koproduktionen einen Verlust an Eigenständigkeit, der an die Substanz geht.

Das «Filmwunder» und der Alltag

Mit den «Schweizermachern» wurde niemand Millionär

In den neun Monaten zwischen November 1978 und Ende Juli 1979 haben «Die Schweizermacher» in den Kinos der deutschen Schweiz fünf Millionen Franken eingespielt — dies nach Abzug der Billettsteuer, über die eine halbe Million an den Staat abgeführt wurde. 700000 Leute haben Rolf Lyssys Film mit Emil Steinberger und Waldo Lüönd in den Hauptrollen gesehen. In den Kinos der grösseren Städte lief der Film während Wochen und Monaten, an den Kassen standen die Besucher Schlange und sorgten für den grössten Erfolg eines Schweizer Films — nicht nur seit Jahren, vermutlich überhaupt. Innerhalb der Gegebenheiten, mit denen in der Schweiz Filmemacher zu rechnen haben, stellen «Die Schweizermacher» so etwas wie ein Wunder dar, ein Sonderfall, ein Ereignis, das sich weder planen noch wiederholen lässt.

Der Film hatte ein Budget von 750000 Franken, das eher unterdoziert erscheint, vergleicht man es mit anderen. Für Alain Tanners «Messidor», eine französisch-schweizerische Koproduktion, waren 1,42 Millionen veranschlagt, wozu der Bund 300000 und das westschweizer Fernsehen 100000 beisteuerten. 7,33 Millionen waren für «Tauwetter» von Markus Imhof, 975000 für «Violanta» von Daniel Schmid budgetiert. Nur gerade «Die plötzliche Einsamkeit des Konrad Steiner» von Kurt Gloor oder «Kleine frieren auch im Sommer» von Peter von Gunten hielten sich unter den Kinofilmen im selben Rahmen wie «Die Schweizermacher»: ihr Budget belief sich auf 700000 bezie-

ungsweise 642000 Franken.

In allen diesen Filmen steckte Fernsehgeld. Und ohne Mittel des Fernsehens wären auch «Die Schweizermacher» und ihr Kinoerfolg nicht zustande gekommen. Das Fernsehen DRS beteiligte sich am Budget von 750000 Franken mit einem Herstellungsbeitrag von 100000, was gleichbedeutend war mit dem Vorabkauf des Films. Als das Gesuch um einen Herstellungsbeitrag für «Die Schweizermacher» vom Bund zum zweiten Mal abgelehnt wurde und feststand, dass die Sektion Film des EDI das Projekt nicht unterstützte, beteiligte sich das Fernsehen DRS mit weiteren 100000 Franken auch als Koproduzent, wofür es nun am Kinoerfolg beteiligt ist. Der Hauptbetrag des Budgets stammte allerdings von vier privaten Koproduzenten, die zusammen 285000 Franken beisteuerten. Auf 95000 beliefen sich die Garantien aus der Kinobranche, für den Restbetrag von 170000 kam die Produktionsfirma auf: die T&C Film und Rolf Lyssy, der Regisseur.

Für Marcel Hoehn, den Produzenten der «Schweizermacher», bedeutete die Ablehnung durch den Bund, dass das Projekt stark gefährdet war und sich die Frage stellte, ob es überhaupt zustande kommen würde. In den zwei Monaten bis zum Drehbeginn mussten die privaten Koproduzenten, darunter eine Teppichfirma und ein Unternehmen für Teilzeitarbeit, gefunden werden. Die Verhandlungen mit den Verleihfirmen gestalteten sich recht mühsam. Mit insgesamt fünf wurde verhandelt, und erst nach Schluss der Dreharbeiten kam es zu einer Vertragsunterzeichnung, allerdings nicht, wie ursprünglich geplant, mit einem Grossverleiher, sondern mit

der Rex Film in Zürich, die von ihrem Glück freilich noch nichts ahnen konnte.

Von den fünf Millionen Franken, welche «Die Schweizermacher» an Kinoeinnahmen verzeichneten, gingen allerdings nur 40 Prozent an den Verleih. In die restlichen drei Millionen teilten sich die Kinos. Die Bruttoverleiheinnahmen beliefen sich also auf zwei Millionen. Davon waren an Vorkosten für Werbung und Kopien 250000 abzuziehen. So verblieben Nettoverleiheinnahmen in der Höhe von 1,75 Mil-

lionen. Und davon wiederum gingen nun 70 Prozent an die Produktionsfirma: 1,225 Millionen Franken, die anteilmässig unter die Koproduzenten aufgeteilt werden konnten, deren Risikofreudigkeit mit einem Gewinn von rund 80 Prozent belohnt wurde. Für die T&C Film und Rolf Lyssy bedeutete dies, dass mit dem Gewinn ein neuer Schweizer Film nur zu einem Viertel zu finanzieren war. Trotz des Erfolges war die Kontinuität ihrer Arbeit also nicht gewährleistet.

Das Budget der «Schweizermacher» und seine Einzelposten:

1. Drehbuch, Vorbereitungen, Rechte	5%
2. Löhne, technische Equipe	29%
3. Gagen Schauspieler	15%
4. Technische Ausrüstung	7%
5. Rohmaterial, Laborarbeiten	14%
6. Ausstattung, Kostüme	4%
7. Spesen, Transporte	8%
8. Tonarbeiten (bei Direktton)	3%
9. Versicherungen, Sozialleistungen	7%
10. Allgemeine Kosten, Handlungskosten	8%

Im Normalfall sieht die Kinoauswertung weniger verheissungsvoll aus, selbst wenn es sich um einen erfolgreichen Schweizer Film handeln sollte. 600000 Franken waren es, die Kurt Gloors «Die plötzliche Einsamkeit des Konrad Steiner» zwischen Oktober 1976 und Ende 1978 in den Kinos der deutschen Schweiz einspielte. Von diesem Rückfluss des Geldes blieben 360000 Franken bei den Kinos selbst, sodass sich die Verleiheinnahmen auf 240000 bezifferten. Diese Verleiheinnahmen teilten sich in einen Verleihanteil von 96000 und einen Produzentenanteil von 144000. Allerdings galt es, von diesem Produzentenanteil die bereits ausgegebenen 80000 Franken Verleihgarantie abzuziehen. Überdies waren Vorkosten für Kopien, Trailer und Werbung in der Höhe von 42000 Franken abzubuchen, die in

diesem Fall der Produzent allein zu tragen hatte. So kam es, dass Kurt Gloor, dem Regisseur, der für «Die plötzliche Einsamkeit des Konrad Steiner» sein eigener Produzent gewesen war, ein Produzentengewinn von 21000 Franken verblieb.

Kurt Gloor zieht aus seiner Erfahrung den Schluss, dass selbst bei einem kommerziellen Spielfilm das kommerzielle, das zurückzuzahlende Geld nicht mehr als 150000 bis 180000 Franken betragen darf. In seinem Fall hat sich das Budget der Produktion innerhalb dieser Grenzen gehalten. Von den 700000 Franken, auf welche «Die plötzliche Einsamkeit des Konrad Steiner» veranschlagt war, stammten 540000 von Bund, Fernsehen DRS, Stiftungen oder Gönnern und brauchten nicht zurückbezahlt zu werden. So ist die Rechnung dennoch aufgegangen.



«Schweizermacher» schlagen «Superman»

Nach der vom Schweizerischen Lichtspieltheater-Verband publizierten Statistik der nach Besucherzahlen erfolgreichsten Filme des ersten Halbjahres 1979 ergibt sich folgende Rangliste:

1. Die Schweizermacher (CH)	446 216
2. Superman (USA)	442 356
3. Le Gendarme et les Extra-Terrestres (F)	331 392
4. Odds and Evens (USA)	297 097
4. La Cage aux Folles (F)	218 237

producteur de 21 000 francs.

De son expérience, Kurt Gloor conclut que, même dans un long-métrage commercial, l'argent commercial, l'argent à rembourser, ne doit pas se monter à plus de 150-180 000 francs. Dans son cas, le budget pour la production s'est tenu

dans ces limites. Des 700 000 francs prévus pour «Die plötzliche Einsamkeit des Konrad Steiner», 540 000 venaient de la Confédération, de la télévision DRS, d'institutions et de bienfaiteurs et ne devaient pas être remboursés. Ainsi, tout était bien calculé.

Action Cinéma Suisse — premiers résultats: 20 000 francs pour la relève

Le Centre du Cinéma a reçu du canton de Zurich et de la ville de Berne deux subventions de 10 000 francs chacune, avec mission de les employer, dans l'esprit de l'Action Cinéma Suisse, à des aides à la production de films suisses. Pour le Centre du Cinéma, cela représente un pas, modeste bien sûr, mais en même temps important, dans la voie difficile vers un fonds de production propre complétant l'Aide fédérale au cinéma. Le Conseil du Cinéma du Centre du cinéma va annoncer l'attribution, sous forme d'aide aux cinéastes débutants, des 20 000 francs actuellement disponibles. Cette somme pourra être,

éventuellement, répartie entre deux ou trois auteurs différents.

Les personnes intéressées et qui se considèrent comme cinéastes débutants sont priées de présenter leur projet de film dans un exposé de, au maximum, quatre pages dactylographiées. Des informations sur le budget et le financement du film ainsi qu'une notice biographique sont souhaitées.

Délai d'envoi impératif: 31 décembre 1979.

Adresser les envois sous chiffre «Attribution Action Cinéma Suisse» au Centre Suisse du Cinéma, Münstergasse 18, 8001 Zurich.

Le jury, nommé par le Conseil du Cinéma du Centre du Cinéma, annoncera sa sélection lors des Journées Cinématographiques de Soleure 1980.

Centre Suisse du Cinéma

L'Action Cinéma Suisse — une action d'auto-aide des cinéastes suisses

La création cinématographique suisse produit, depuis quelques années, des films qui ne sont pas appréciés uniquement dans le pays mais également dans des festivals internationaux et sur les écrans en Europe et en Amérique.

Le succès croissant — et international — du cinéma suisse est dû à l'Aide au cinéma de la Fédération Aide accrue en 1969 (mais encore insuffisante), mais surtout à la ténacité, au courage et à l'imagination d'une nouvelle génération de cinéastes.

La jolie expression «miracle du cinéma suisse» est bien propre à induire en erreur l'observateur étran-

ger à la profession: même un cinéaste suisse réputé doit consacrer la majeure partie de son temps et de son énergie à trouver les moyens financiers nécessaires à son travail et beaucoup de cinéastes, les jeunes surtout, essaient en vain, depuis des années, de réaliser leurs projets.

Des comparaisons avec l'étranger montrent que la Suisse fait partie des pays où l'aide publique au cinéma est la plus faible. Comme il n'est pas possible à la Fédération, dans le proche avenir, de doubler ou de tripler sa subvention au cinéma comme la sécurité et le développement d'une création cinématographique indépendante et variée le demanderait, le Centre suisse du cinéma, soutenu par dix organisations et associations cinématographiques et culturelles, a lancé l'Action Cinéma Suisse dont l'objectif est de créer un deuxième fonds de production destiné à compléter l'Aide fédérale au cinéma. Quatre groupes devraient y participer:

— Les cantons et les villes qui, par le biais de la taxe sur les billets, profitent bien du cinéma mais qui n'ont qu'exceptionnellement, à ce jour, participé à l'aide au cinéma.

— La télévision qui devrait participer chaque année au fonds de production au coefficient des films projetés, parce que ses programmes bénéficient aussi du développement régulier du cinéma suisse.

— Les spectateurs qui, en allant au cinéma, versent les «10 centimes pour le cinéma» en faveur du film suisse. Ils sont représentés par l'Association Cinématographique Suisse et par l'Association Suisse des Distributeurs de Films dont les membres sont intéressés par une création cinématographique natio-

nale forte, toutes les branches de la profession profitant du succès des films suisses.

— L'industrie privée qui, tournée vers l'exportation, n'est pas moins intéressée à une création cinématographique suisse vivante susceptible de faire connaître notre pays à l'étranger — non comme le pays du fromage et des banques — mais comme une Suisse moderne et consciente de ses problèmes.

Les moyens qui seront versés par ces quatre groupes — une somme totale de 4/5 millions de francs par an est visée — seront répartis par une instance professionnelle indépendante au sein de laquelle les quatre groupes seraient représentés de façon appropriée.

Les efforts de l'Action Cinéma Suisse pour donner un second pilier à l'Aide au cinéma ont été jusqu'à présent financés par la Société de Film Suisse, l'organisation de base du Centre du Cinéma. La Section Film de la Commission Fédérale pour la Culture ainsi que la Commission Fédérale du Cinéma ont donné leur soutien à cette idée. Entre temps, on a aussi pu réaliser les premiers progrès matériels.

C'est ainsi que le cinéma Sonor à Ostermundigen et le Kellerkino à Berne ont commencé à appliquer le «10 ct. pour le cinéma». En outre, la commune de Bolligen reverse chaque année 10% des recettes provenant de la taxe sur les billets de cinéma à l'Action Cinéma Suisse. Enfin, la ville de Berne a décidé de verser 10 000 frs au fonds de production de l'Action Cinéma Suisse tandis que, de son côté, le canton de Zurich promettait une subvention annuelle de 10 000 frs pour ce même fonds.

Ce n'est, bien sûr, qu'un petit début symbolique. Ce que nous désirons, c'est un engagement incontestable, et pas seulement de la part de toutes les branches de la profession et de la part de la télévision qui profite du travail de ces branches, nous désirons aussi la participation résolue des cantons et des villes à l'Aide au Cinéma. Car: un pays sans création cinématographique indépendante et forte renonce à une possibilité unique d'apprendre à se connaître et de participer au dialogue entre les nations.

Centre Suisse du Cinéma

Projet d'une Initiative Fédérale pour la Culture

Début juin 1979, le Conseil du Cinéma du Centre Suisse du Cinéma a fait savoir qu'il avait décidé de lancer une Initiative Fédérale pour la Culture. Il était alors question de commencer la collecte des 100 000 signatures nécessaires à l'automne 1979.

Entre temps, le Centre du Cinéma a pris contact avec d'autres associations culturelles en vue d'obtenir un large soutien de l'Initiative par tous les secteurs culturels. Il y est, en principe, arrivé: les organisa-



«Die Auslieferung» von Peter von Gunten (1974)

20000 Franken für den Nachwuchs

AKTION SCHWEIZER FILM – erstes Ergebnis:

Das Filmzentrum hat vom Kanton Zürich und von der Stadt Bern Beiträge von je 10000 Franken mit der Zweckbestimmung erhalten, sie im Sinne der Aktion Schweizer Film als Produktionsbeiträge für Schweizer Filme zu verwenden. Für das Filmzentrum bedeutet dies einen wenn auch bescheidenen, so doch gleichzeitig wesentlichen Schritt auf dem schwierigen Weg zu einem eigenen, die Filmförderung des Bundes ergänzenden Produktionsfonds. Die nun zur Verfügung stehenden 20000 Fr. werden vom Filmrat des Filmzentrums als Beitrag zur Nachwuchsförderung ausgeschrieben, wobei der Betrag auch unter zwei

oder drei verschiedenen Autoren aufgeteilt werden kann.

Interessenten, die sich als Nachwuchsautoren betrachten, sind gebeten, ihr Filmprojekt in einem Exposé von maximal 4 Schreibmaschinenseiten vorzustellen, wobei auch Angaben zu Budget und Finanzierung erwünscht sind sowie eine biographische Notiz.

Letzter Einsendetermin ist der 31. Dezember 1979.

Einsendungen mit Kennwort «Ausschreibung Aktion Schweizer Film» an das Schweizerische Filmzentrum, Münsterstrasse 18, 8001 Zürich.

Die Jury, die der Filmrat des Filmzentrums bestimmt, wird ihre Entscheidung anlässlich der Solothurner Filmtage 1980 bekanntgeben.

Schweizerisches Filmzentrum

AKTION SCHWEIZER FILM

eine Selbsthilfeaktion der Filmschaffenden

Das Schweizer Filmschaffen erbringt seit einigen Jahren Leistungen, die nicht nur im Inland Echo finden, sondern auch an internationalen Festivals und in den Kinos europäischer und amerikanischer Städte.

Der wachsende, auch internationale Erfolg des Schweizer Films basiert auf einer seit 1969 verbesserten (aber immer noch ungenügenden) Filmförderung durch den Bund – vor allem aber auf der Beharrlichkeit, dem Mut und der Phantasie einer neuen Generation vom Filmautoren.

Das schöne Wort «Filmwunder Schweiz» täuscht den Aussenstehenden gerne darüber hinweg, dass

auch ein erfolgreicher Schweizer Filmautor den Hauptanteil seiner Zeit und Energie darauf verwenden muss, die finanziellen Mittel für seine Arbeit zu finden, und dass viele, vor allem junge Autoren, sich seit Jahren vergeblich bemühen, ihre Projekte zu realisieren.

Vergleiche mit dem Ausland zeigen, dass die Schweiz zu den Ländern mit der geringsten staatlichen Filmförderung gehört. Da der Bund seinen Filmkredit in nächster Zeit aber kaum wird verdoppeln oder verdreifachen können, wie dies für die Sicherung und Weiterentwicklung eines eigenständigen und vielgestaltigen Filmschaffens notwendig wäre, hat das Schweizeri-

sche Filmzentrum, unterstützt von zehn filmkulturellen Organisationen und Verbänden, eine Aktion Schweizer Film ins Leben gerufen, deren Ziel der Aufbau eines zweifachen, die Filmförderung des Bundes ergänzenden Produktionsfonds ist, an dem sich vier Gruppen beteiligen sollen:

– die Kantone und Städte, die zwar – via Kinobilletsteuer – vom Film profitieren, sich aber bis heute nur ausnahmsweise für dessen Förderung engagieren;

– das Fernsehen, das sich im Verhältnis zur Anzahl der ausgestrahlten Spielfilme mit einem jährlichen Beitrag am Produktionsfonds beteiligen soll, weil eine kontinuierliche Entwicklung des Schweizer Films auch seinen Programmen zugute kommt;

– die Kinozuschauer, die bei ihrem Kinobesuch zusätzlich einen Kinozehner für den Schweizer Film bezahlen. Sie werden vertreten durch den Lichtspieltheater- und Filmverleihverband, deren Mitglieder an einem starken einheimischen Filmschaffen interessiert sind, da erfolgreiche Schweizer Filme für die gesamte Branche werben;

– die Privatwirtschaft, die nicht zuletzt aufgrund ihrer Exportorientierung Interesse an einem lebendigen Schweizer Filmschaffen hat, das dazu beiträgt, unser Land im Ausland bekannt zu machen – nicht als Käse- und Bankenland – sondern als eine moderne, sich ihrer Probleme bewusste Schweiz.

Die Mittel, die aus diesen vier Bereichen in den Produktionsfonds fließen – angestrebt wird ein Gesamtbetrag von jährlich 4–5 Millionen Franken –, sollen von einem un-

abhängigen Ratengremium verteilt werden, in dem die geldgebenden Gruppen angemessen vertreten sind.

Die Bemühungen der Aktion Schweizer Film um die Schaffung einer «zweiten Säule» der Filmförderung, sind bisher von der Gesellschaft Schweizer Film, der Basisorganisation des Filmzentrums, finanziert und sowohl von der Sektion Film im Eidgenössischen Amt für Kultur wie auch von der Eidgenössischen Filmkommission ideell unterstützt worden.

Inzwischen konnten bereits auch erste materielle Fortschritte erzielt werden. So haben das Kino Sonor in Ostermündigen und das Kellerkino in Bern den Kinozehner eingeführt. Zudem zweigt die Gemeinde Bolligen jährlich 10% ihrer Einnahmen aus der Kinobilletsteuer an die Aktion Schweizer Film ab. Schliesslich haben sich die Stadt Bern zu einem einmaligen und der Kanton Zürich zu einem regelmässigen, für den Produktionsfonds der Aktion Schweizer Film bestimmten Beitrag von je Fr. 10 000 entschlossen.

Selbstverständlich kann dies nur ein kleiner, symbolischer Anfang sein. Erwünscht ist ein unterschiedenes Engagement nicht nur der Kinobranche und des von dieser Branche profitierenden Fernsehens, sondern auch eine entschlossene Beteiligung der Kantone und Städte an der Förderung unseres Films. Denn: ein Land ohne ein starkes eigenes Filmschaffen verschenkt eine einzigartige Möglichkeit, sich selber kennenzulernen und sich im internationalen Gespräch mitzuteilen.

Schweizerisches Filmzentrum

Der Plan einer eidgenössischen Kulturinitiative

Anfangs Juni 1979 hat der Filmrat des Schweizerischen Filmzentrums bekanntgegeben, dass er die Lancierung einer Eidgenössischen Kulturinitiative beschlossen habe. Damals war noch die Rede davon, mit der Sammlung der 100000 notwendigen Unterschriften im Herbst 1979 zu beginnen.

Inzwischen hat das Filmzentrum mit den anderen Kulturverbänden Fühlung aufgenommen, um eine breite Abstützung der Initiative durch alle Kultursparten zu erreichen. Im Prinzip ist dies gelungen: Organisationen der bildenden Künstler, der Schriftsteller, der Musiker und weiterer interessierter Kreise haben sich bereit erklärt, mitzumachen. Bis allerdings jeder

Verband seine innerdemokratischen Beschlussverfahren hinter sich hat, vergeht eine gewisse Zeit: das führt dazu, dass mit der Unterschriftensammlung erst im Januar 1980 begonnen wird.

Dass der Anstoss zu dieser Initiative von den Filmern ausging, hat seine Gründe: der Film ist Stiefkind der öffentlichen Kulturpolitik, obwohl er andererseits das wohl grösste Publikum aller Kultursparten hat. Seit Jahren versuchen alle Organisationen, welche die Förderung des Schweizer Films zum Ziel haben, die Unterstützung des Filmschaffens durch die Öffentlichkeit – d.h. durch Gemeinden, Kantone und Bund – auf die notwendige Höhe zu bringen. Und seit Jahren

ist diese Filmförderung ungenügend.

Im übrigen haben der Filmartikel in der Bundesverfassung und die Bundesgesetzgebung über den Film die Konsequenz gehabt, dass die Kantone die Unterstützung des schweizerischen Filmschaffens als Bundessache betrachten und auf diesem Feld nicht besonders initiativ sind.

Diese zwei Tatsachen: die äusserst schwierige Lage für die Schweizer Filmschaffenden sowie die Erfolglosigkeit langjähriger Bemühungen, die öffentliche Hand zu mehr Filmunterstützung zu bewegen, haben das Filmzentrum dazu motiviert, nun etwas gewagtere und entschiedener Schritte zugunsten des Schweizer Filmschaffens zu starten. Der erste Schritt ist die Selbsthilfe: sie soll mit der «Aktion Schweizer Film» realisiert werden. Das zweite ist die eidgenössische Kulturinitiative.

Bei der Kulturinitiative geht es allerdings nicht nur um den Film. Im Gegenteil: die Initiative soll eine Angelegenheit von allen und für alle Kulturschaffenden in der Schweiz

werden. Mit ihr soll der Bund ermuntert werden, neben den Kantonen (also ohne damit den föderalistischen Aufbau der Kulturpolitik zu stören) das seine für die Unterstützung und Ermöglichung der Kultur zu leisten.

*Toni Lienhard
Präsident des Filmrates*

Filmsubvention – 1916!

Ist es wirklich wahr, man trägt sich mit dem Gedanken, jetzt auch unsere Cinéma durch polizeiliche Bevormundung und Prohibitivsteuern zu belästigen, so ziemlich die einzige ständige Kurzwahl, die unsere Stadt ihren Einwohnern zu bieten hat? Das fehlte gerade noch. Schade, dass ich nicht im Rate zu sitzen die Ehre habe, sonst würde ich mir den Gegenantrag erlauben, die Cinématheater durch Steuerfreiheit und Subventionen zu unterstützen.

Carl Spitteler, Nobelpreisträger und Autor des «Olympischen Frühlings», im «Luzerner Tagblatt» vom 22. März 1916 unter dem Titel «Meine Bekehrung zum Cinéma».

tions de peintres et de sculpteurs, d'écrivains, de musiciens, ainsi que d'autres cercles intéressés se sont déclarés prêts à apporter leur collaboration. Cependant, du temps s'écoulera avant que chaque association ait, au sein de ses assemblées, pris démocratiquement sa décision: la conséquence en est que la collecte des signatures ne pourra commencer qu'en janvier 1980.

Que l'impulsion première à cette Initiative soit venue des cinéastes n'est pas pour surprendre: le cinéma est la Cendrillon de la politique culturelle publique, bien que, de tous les secteurs culturels, il soit celui qui ait le plus grand public. Depuis des années, toutes les organisations ayant pour but l'encouragement du cinéma suisse essaient de faire porter au niveau nécessaire l'aide à la création cinématographique fournie par les autorités, c'est-à-dire les communes, les cantons et la Fédération. Et depuis des années, cet encouragement est insuffisant.

En outre, l'article sur le cinéma de la Constitution Fédérale et la législation fédérale sur le cinéma ont poussé les cantons à considérer l'aide à la création cinématogra-

phique suisse comme une affaire fédérale et à ne pas faire montre de beaucoup d'initiative dans ce domaine.

Ces deux faits: la situation extrêmement difficile faite à la création cinématographique en Suisse et l'échec de longues années d'efforts pour décider les autorités à augmenter leur aide au cinéma ont poussé le Centre du Cinéma à faire enfin quelque chose de plus audacieux et de plus décisif en faveur de la création cinématographique suisse. Le premier geste a consisté à s'aider soi-même: il prendra la forme de l'«Action Cinéma Suisse». Le second geste est l'Initiative Fédérale pour la Culture.

L'Initiative pour la Culture n'est, sans doute, pas consacrée uniquement au cinéma. Au contraire: elle doit devenir l'affaire de chacun d'entre nous en faveur de tous les travailleurs culturels en Suisse. Son but est de pousser la Fédération à assumer, à côté des cantons (donc sans perturber la structure fédérale de la politique culturelle) son rôle pour encourager la culture et lui permettre d'exister.

Toni Lienhard
Président du Conseil du Cinéma

La Suisse dans les festivals internationaux

Dans la politique culturelle étrangère de presque tous les pays, le domaine cinématographique est le plus privilégié. Ce n'est pas un hasard si la création cinématographique a un rayonnement public plus étendu que d'autres secteurs du travail artistique.

Depuis quelques années, le film, sans aucun doute, représente à l'étranger la prestation culturelle la plus demandée et la plus considérée de notre pays. La participation toujours accrue de films suisses à des Semaines du Cinéma et à des Festivals à l'étranger, et l'estime croissante qui leur est accordée a influencé favorablement l'opinion publique, en Suisse également, en faveur de la création cinématographique.

Mais une participation suisse intensive à des Semaines du Cinéma et surtout, à des Festivals internationaux, n'est pas importante uniquement du point de vue culturel, mais également du point de vue commercial. Les possibilités limitées d'exploitation offertes par la Suisse elle-même et les frais de production, en augmentation constante, rendent de plus en plus nécessaire la création de débouchés pour le film suisse.

Par délégation de la Fédération, le Centre Suisse du Cinéma est res-

ponsable de la présence suisse dans les Festivals internationaux. Dans les limites imposées par la subvention, le Centre du Cinéma participe aux manifestations les plus importantes avec son propre stand d'information ou en envoyant un ou plusieurs délégués. La présence suisse dans les festivals a été notablement renforcée par la création d'une «vidéothèque des films suisses» mobile, ouverte à tous les intéressés et comprenant, actuellement, une sélection de plus de 40 films de fiction et de documentaires, ainsi que divers programmes de films d'animation. Le «Catalogue des films suisses» remis à jour et publié chaque année en trois langues par le Centre du Cinéma et qui, sur plus de 100 pages, apporte des informations sur la production actuelle et est envoyé gratuitement à la presse, aux distributeurs et aux personnes intéressées, à l'étranger, nous sert également pour le travail d'information hors de Suisse.

Le Centre du Cinéma a reçu de la Fédération, en 1977/78, une subvention annuelle de 120 000 francs pour la promotion extérieure, somme notablement inférieure à celle que le Canada, par exemple, consacre à sa seule participation au Festival de Cannes...

En 1979, le Centre du Cinéma

était représenté aux festivals de Cannes, Huesca, Le Caire, Kapfenberg, Jocarano, Mannheim, Nyon, Oberhausen, Soleure, et Valladolid par un ou plusieurs délégués. En outre, à Berlin, Cannes et Mannheim, ainsi que dans les festivals suisses de Locarno, Nyon et Soleure, il disposait d'un stand d'information personnel et de sa propre vidéothèque. De plus, le Centre du Cinéma a envoyé à de nombreuses autres ma-

nifestations des films, et souvent aussi, du matériel d'information, entre autres aux festivals d'Alexandria, Edimbourg, Figeira da Foz, Hof, Hyères, Kamarina, Cracovie, La Coruna, Laren, Leipzig, Los Angeles, Londres, Montréal, Moscou, New Dehli, Orléans, Paris, Ponte di Legno, Rotterdam, San Sebastian, Sceaux, Sidney, Taormina, Trente et Vienne.

Centre Suisse du Cinéma

Les Eglises aussi croient au cinéma

«J'ai la ferme conviction que l'avenir de la civilisation humaine portera la marque du cinéma». Cette conviction de Francis Ford Coppola (Apocalypse Now) est partagée par les Eglises, par leur fraction progressiste tout comme par leur fraction conservatrice. C'est la raison pour laquelle, depuis longtemps et de diverses façons, elles se sont approprié ce médium et l'ont utilisé dans leur travail quotidien avec la jeunesse et avec les adultes.

L'origine du travail cinématographique des Eglises en Suisse remonte aux années 30. Quelques personnalités, telles l'Abbé Joseph Joye, à Bâle, ou, plus tard, le Pasteur Frey, à Neuchâtel, utilisèrent avec succès l'image animée, au début du siècle déjà, dans leur travail pastoral. C'est de cette époque que date la création d'une documentation cinématographique qui, au fil des années, tant à Zurich (Cinéc Commission catholique) qu'à Berne (Service du film protestant), est devenue l'une des plus riches de notre pays. Son existence s'est révélée irremplaçable, en particulier pour l'enseignement des médias et son utilisation (gratuite) par les écoles, les ciné-clubs, les paroisses et les institutions publiques est si intensive aujourd'hui qu'elle ne peut plus être assurée sans aide supplémentaire.

L'une des tâches les plus importantes a toujours été la critique cinématographique et celle des médias. Elle est confiée actuellement, entre autre, au «Zoom-Filmberater», un journal publié chaque quinzaine par une rédaction mixte, catholique et évangélique. Zoom est tiré à 4800 exemplaires et connaît une croissance lente mais constante. De nombreux articles — les courtes analyses de films régulièrement publiées et les «tuyaux» sur les programmes de télévision et de radio, les premières — sont souvent repris par d'autres journaux ou des services de presse.

Pour satisfaire aux demandes croissantes du travail d'éducation, tant religieux que laïque, les deux Eglises ont, ces dernières années, étendu leur domaine d'action et leur offre de service avec les distributeurs Zoom-Verleih à Dübendorf

(réformé) et Selecta-Verleih à Fribourg (catholique). Ce sont surtout des films ayant trait à des problèmes sociaux, qui touchent à la vie et d'éducation religieuse — et parmi eux de nombreux films suisses — qui sont distribués. Avec l'achat de films du Tiers-Monde, on essaie de faire prendre conscience et de développer dans notre pays le sentiment de responsabilité pour les problèmes du sous-développement et les problèmes culturels et politiques.

Les milieux chrétiens devenant de plus en plus sensibles à l'importance des médias, il a été nécessaire et possible de produire des films de court et de moyen métrage. Il s'agit, soit de productions propres, telles que «Lieber ledig als unweiberlich» (produit par Selecta), «Mir si ir gliche schtrass ufwachse...» (Eglises des cantons de Berne et d'Argovie), par exemple, soit du soutien accordé aux projets indépendants de jeunes cinéastes suisses de talent. Récemment, les films d'engagement d'une jeune réalisatrice africaine, Safi Faye (Sénégal) et d'une réalisatrice asiatique, Kidlat Tahimik (Philippines), ont reçu un soutien des Eglises.

Cinéc Commission Catholique, à Zurich, et Service du Film protestant, à Berne sont membres, respectivement, des deux grandes associations cinématographiques internationales OCIC (catholique) et Interfilm (réformé). Des possibilités de communication au delà des frontières de sa propre culture sont ainsi créées et, par là, est noué un dialogue auquel le film dans la société actuelle peut apporter et doit apporter une contribution importante. L'image de la Suisse dans les pays étrangers, les témoignages abondants, est aujourd'hui fortement influencée par sa création cinématographique. Les responsables pour le cinéma des Eglises Ambros Eichenberger et Dölf Rindlisbacher

Adresses des offices du cinéma des Eglises:

— Service du Film protestant, Bärenstrasse 12, 3007 Bern.

— Cinéc Commission Catholique Suisse, Bederstrasse 76, 8002 Zürich.



«Messidor» — Spielfilm von Alain Tanner (1979)

Die Schweiz an den internationalen Festivals

In der ausserpolitischen Kulturarbeit fast aller Länder gehört der Film zu den am stärksten geförderten Bereichen. Das ist kein Zufall: das Filmschaffen hat in der Öffentlichkeit eine breitere Ausstrahlung als andere Sparten künstlerischer Arbeit.

Zweifellos zählt der Film seit einigen Jahren zu den im Ausland begehrtesten und am meisten beachteten kulturellen Leistungen unseres Landes. Die wachsende Beteiligung von Schweizer Filmen an ausländischen Filmwochen und Festivals und die zunehmende Anerkennung, die diesen Filmen entgegengebracht wird, hat auch in der Schweiz die öffentliche Meinung gegenüber dem Filmschaffen positiv beeinflusst.

Eine intensive Beteiligung der Schweiz an Filmwochen und vor allem an internationalen Festivals ist aber nicht nur aus kulturellen, sondern auch aus kommerziellen Gründen wichtig. Die eng limitierten Auswertungsmöglichkeiten innerhalb der Schweiz und die stetig steigenden Produktionskosten machen es immer notwendiger, dem Schweizer Film die Grenzen zu öffnen.

Zuständig für die Schweizer Präsenz an den internationalen Festivals ist — im Auftrag des Bundes — das Schweizerische Filmzentrum. Soweit die finanziellen Mittel reichen, ist das Filmzentrum an den wichtigsten Veranstaltungen mit einem eigenen Informationsstand bzw. mit einem oder mehreren Delegierten vertreten. Wesentlich

verstärkt wurde die Schweizer Festivalpräsenz durch die Schaffung einer mobilen «Videothek des Schweizer Films», die allen Interessenten zur Verfügung steht und zur Zeit eine Auswahl von über 40 Spiel- und Dokumentarfilmen sowie verschiedene Trickfilmprogramme umfasst. Der Informationsarbeit im Ausland dient auch der dreisprachige, vom Filmzentrum jährlich neu herausgegebene «Schweizer Filmkatalog», der auf über 100 Seiten über die aktuelle Produktion informiert und an Presse, Verleiher und andere ausländische Interessenten kostenlos abgegeben wird.

Das Filmzentrum hat für die Jahre 1977/78 vom Bund für die Auslandpromotion Subventionen von je 120 000 Franken erhalten —

ein Betrag, der wesentlich kleiner ist als jener, den etwa Kanada alleine in seine Präsenz am Festival von Cannes investiert...

Im laufenden Jahr war das Filmzentrum an den Festivals von Berlin, Cannes, Huesca, Kairo, Kapfenberg, Locarno, Mannheim, Nyon, Oberhausen, Solothurn und Valladolid durch einen oder mehrere Delegierte vertreten — in Berlin, Cannes und Mannheim sowie an den inländischen Festivals von Locarno, Nyon und Solothurn mit einem eigenen Informationsstand und seiner Videothek. Daneben konnte das Filmzentrum eine grosse Zahl weiterer Veranstaltungen mit Filmen und teilweise auch mit Informationsmaterial beschicken, so unter anderem die Festivals von Alexanderbad, Edinburgh, Figueira da Foz, Hof, Hyères, Kamarina, Krakau, La Coruna, Laren, Leipzig, Los Angeles, London, Montreal, Moskau, New Dehli, Orleans, Paris, Ponte di Legno, Rotterdam, San Sebastian, Sceaux, Sidney, Taormina, Trento und Wien.

Schweizerisches Filmzentrum

La Suisse - un pays sous-développé?

Comparée aux pays voisins, en ce qui concerne les statistiques, la Suisse passe pour être sous-développée. Du moins cela se sent nettement dans le domaine de la culture: la dernière enquête de grande envergure — le rapport Clottu — date de 1975; les renseignements portés dans ce rapport sont dépassés, de nouveaux renseignements n'existent pas.

Le secteur du cinéma ne fait pas exception. Les données statistiques présentées chaque année par la Section Film de l'Office Fédéral de la Culture se limitent purement et simplement à l'aide au cinéma accordée par l'Etat et à l'importation de films. Il n'y a pas de chiffres officiels sur l'exportation, sur la portée et le commerce de la production cinématographique en particulier, sur sa structure, sur le nombre de gens qu'elle emploie et leur revenu; ne parlons pas d'indications détaillées sur l'autre domaine que constituent les métiers du cinéma en Suisse: les cinémas et les maisons de distribution.

Celui qui veut parler concrètement du cinéma ici, dans ce pays, doit se contenter d'estimations et des quelques données rassemblées par la branche actuelle elle-même. Malheureusement, les salles de cinéma et les distributeurs surtout — les secteurs les plus commerçants donc — se distinguent par une réserve manifeste en ce qui concerne la publication de chiffres.

Toutes les données que l'on peut éventuellement obtenir sont publiées au compte-gouttes et diffi-

cilement compréhensibles.

Pour remédier à cette situation, la Section Film du DFI a décidé, en automne 1976, la mise sur pied d'un groupe de travail «Le film en chiffres» auquel devait participer le Bureau Fédéral de Statistique (BFS) ainsi qu'une grande partie des organisations professionnelles du cinéma. Ainsi commença ce que l'on peut appeler au choix et suivant son tempérament, un drame ou une farce.

Après un peu plus d'une année, les bases pour l'établissement d'une statistique du film étaient posées, et cela, malgré la réserve initiale des cinémas et des distributeurs. Les associations professionnelles, par leur collaboration active gratuite et par l'intérêt qu'elles portaient à la statistique, ne furent pas étrangères à ce rapide développement.

Lorsque l'on s'attaqua véritablement au travail que représentait la réalisation de la statistique, on s'aperçut que celle-ci ne pouvait pas être effectuée par le personnel alors employé par le BFS. Une demande d'obtention du renfort nécessaire fut refusée par le secrétariat central du DFI qui proposa — comme solution provisoire — que l'Office Fédéral des Affaires Culturelles mette le personnel manquant à la disposition du BFS.

Après que la situation eut été analysée sous toutes ses coutures, il s'avéra que la statistique, — du moins dans l'ampleur qu'on aurait voulu lui donner — était irréalisable sans personnel supplémentaire. Les associations professionnelles qui y participaient s'étant prononcées

contre la diminution de l'importance de la statistique — qui aurait eu des conséquences désastreuses sur sa qualité et sa portée — on décida d'arrêter les travaux préliminaires à fin 1977.

Aujourd'hui, l'affaire est encore en suspens, bien que la Commission Fédérale du Cinéma — dans sa séance plénière de septembre 1978 — soit unanimement parvenue à la conclusion que la statistique du cinéma répondait à un besoin urgent et que les travaux de concrétisation devaient immédiatement être remis en chantier.

Un premier pas

Bientôt un contrat collectif de travail pour le cinéma suisse?

Il n'existe que peu de maisons de production qui produisent leurs films avec une équipe d'employés au fixe. En raison de la fluctuation constante du volume de production, la plupart d'entre elles préfèrent engager les techniciens du cinéma de manière temporaire. Cette forme d'engagement n'étant prévue ni par la loi sur le travail ni par le code des obligations, il devenait indispensable de réglementer des conditions de travail souvent chaotiques. Il y a trois ans, malgré la situation précaire de l'encouragement au cinéma et les moyens modestes dont dispose le cinéma suisse indépendant, les trois associations professionnelles ont mis sur pied une commission paritaire dont le but était de négocier les «conditions générales d'engagement pour collaborateurs techniques et artistiques indépendants». Pour le moment, cette nouvelle réglementation imprimée sur des formulaires ad hoc est valable pour deux ans. Elle est obligatoire pour les 60 producteurs de films, les 80 réalisateurs et les 140 techniciens organisés dans leur association pro-

Le secrétariat général du DFI, s'appuyant sur l'arrêt des nouveaux engagements, refusa provisoirement la demande — une fois de plus formulée — d'engager un fonctionnaire scientifique pour la Section Formation, Recherche et Culture du BFS et renvoya les cercles intéressés à d'autres échéances.

Notre attente continue donc... et malgré sa signification dans l'économie publique et la politique culturelle, le cinéma suisse demeure, à bien des égards, une inconvenue de taille.

Georg Janett

fessionnelle respective. Après une période d'essai de deux ans, cet accord devrait déboucher sur un contrat collectif qui tiendra compte des expériences faites jusqu'alors.

Les «conditions générales d'engagement» ne prescrivent que les points indispensables à définir lors d'un engagement à court ou à long terme. Ainsi personne ne pourra plus être engagé sans que soient précisées les prestations sociales, les indemnités de vacances et les défraitements.

Sont traités également des problèmes plus spécifiques à la pratique de la production cinématographique qui nécessite une certaine flexibilité:

- temps de travail et temps de repos
- paiements ou compensation d'heures supplémentaires, du temps de travail de nuit et des dimanches
- paiement du salaire lors de l'interruption ou de l'arrêt d'une production (de même qu'en cas de maladie ou d'accident).

Par ailleurs, on institutionnalise dans certains domaines une participation de l'équipe qui peut élire parmi ses membres un délégué que le producteur est tenu de reconnaître comme partenaire de négociation.

Pour ce point, ainsi que pour les autres prescriptions, ce contrat ne va pas très loin, notamment si on le compare aux réglementations du même type en vigueur à la télévision et dans les productions cinématographiques des pays limitrophes. Ainsi par exemple, la durée de travail normale hebdomadaire est de 50 heures; d'autre part, on a renoncé à fixer des salaires minima pour le moment.

Les trois parties sont cependant convaincues que la réglementation présente correspond à la situation actuelle de la branche, où tout ne baigne pas encore dans l'huile. Celle-ci accorde enfin des droits contractuels aux collaborateurs indépendants et constitue ainsi un pas décisif en vue de conditions de travail plus humaines.

Jim Sailer



«Rondo» — Dokumentarfilm von Markus Imhoof (1968)



«Ein Streik ist keine Sonntagschule» — Dokumentarfilm von Hans Stürm, Matthias Knauer und Nina Stürm (1975)

verbände nicht zustimmen. So wurden die Vorarbeiten Ende 1977 eingestellt.

Obwohl die Eid. Filmkommission an ihrer Plenarsitzung im September 1978 einmütig zur Auffassung gelangte, die Filmstatistik entspreche einer dringlichen Notwendigkeit, weshalb ihre Realisierung ohne weiteren Verzögerung einzuleiten sei, ist die Angelegenheit immer noch hängig.

Ein erneutes Gesuch des ESTA für die Stelle eines wissenschaftlichen Beamten bei der Sektion Bildungs-, Forschungs- und Kulturstatistik wurde vom Generalsekretariat des EDI im Spätherbst 1978 mit Hinweis auf den Personalstopp vorläufig abgelehnt und die interessierten Kreise auf später vertröstet.

Wir warten also weiter... und trotz seiner volkswirtschaftlichen wie kulturpolitischen Bedeutung bleibt das Filmwesen der Schweiz eine weitgehend unbekannte Grösse.

Georg Janett

Die Schweiz - ein Entwicklungsland?

Im Vergleich zu umliegenden Ländern gilt die Schweiz, was das Statistikwesen anbelangt, als unterentwickelt. Zumindest im Kulturbereich ist das drastisch sprübar: die letzte breit angelegte Untersuchung — der Clottu-Bericht — datiert von 1975; die darin aufgeführten Daten sind überholt, neue gibt es nicht.

Der Filmsektor macht keine Ausnahme. Die von der Sektion Film des Eid. Amtes für Kultur jährlich vorgelegten statistischen Angaben beziehen sich einzig und allein auf die staatliche Filmförderung und auf die Filmeinfuhr. Es gibt keine offiziellen Zahlen über die Ausfuhr, über Umfang und Umsatz der eigenen Filmproduktion, über deren Struktur, die Zahl und das Einkommen der in ihr Beschäftigten; ganz zu schweigen von detaillierten Angaben über den weiteren Bereich des einheimischen Filmgeschäftes: die Kinos und die Verleihfirmen.

Wer hierzulande konkret vom Filmwesen sprechen will, ist auf Schätzungen angewiesen und auf die wenigen Daten, die von der jeweiligen Branche selbst gesammelt werden. Leider zeichnen sich aber vorab Kinos und Verleiher — also der umsatzstärkste Sektor — durch eine ausgesprochene Zurückhaltung in der Veröffentlichung von Zahlen aus.

Sämtliche allenfalls erhältliche Daten sind zudem sehr verstreut publiziert und nur schwer greifbar.

Dem abzuwehren hat die Sektion Film des EDI im Herbst 1976 eine Arbeitsgruppe «Der Film in Zahlen» ins Leben gerufen, an der sich das Eid. Statistische Amt (ESTA) und ein Grossteil der verschiedenen Branchenorganisationen beteiligten. Damit begann, was je nach Temperament als Trauerspiel oder als Farce zu bezeichnen wäre.

Nicht zuletzt dank der gratis geleisteten aktiven Mitarbeit der interessierten Verbände lagen nach etwas mehr als einem Jahr die Grundlagen für eine Filmstatistik vor — trotz des reservierten Abseitsstehens von Kinos und Verleihern.

Als dann der praktische Aufwand für die Realisierung des Statistik-Konzepts errechnet wurde, hiess es plötzlich, die Aufgabe könne mit dem gegenwärtigen Personalbestand des ESTA nicht durchgeführt werden. Das Generalsekretariat des EDI lehnte ein Gesuch um Bewilligung des erforderlichen Personals ab und sah lediglich die Möglichkeit, dass das Amt für Kultur seinerseits — zumindest vorübergehend — dieses Personal ans ESTA abtrete.

Nach Abklärung der Sachlage erwies sich, dass die Statistik im geplanten Umfang ohne zusätzliches Personal nicht zu realisieren sei. Einer Redimensionierung — und damit einer Qualitätsverminderung mit gravierenden Auswirkungen auf den Aussagewert der Statistik — mochten die beteiligten Fach-

Ein erster Schritt

Bald Gesamtarbeitsvertrag im Schweizer Film?

Nur noch wenige Produktionsfirmen stellen ihre Filme mit einem Stab von festangestellten Mitarbeitern her; die meisten ziehen es angesichts der konstanten Schwankungen des Produktionsvolumens vor, Filmschaffende von Fall zu Fall temporär zu engagieren.

Diese Arbeitssituation, die weder im Arbeitsgesetz noch im Obligationenrecht vorgesehen ist, rief nach einer Regelung der oft chaotischen Arbeitsbedingungen. Trotz der prekären Situation der Filmförderung und den bescheidenen Mitteln, die dem unabhängigen Schweizer Filmschaffenden zur Verfügung stehen, bildeten vor drei Jahren die drei Fachverbände eine Paritätische Kommission, die «Allgemeine Anstellungsbedingungen für freie technische und künstlerische Mitarbeiter» aushandelte. Diese neuen Regelungen, zu denen es ein vorgedrucktes Formular gibt, sind am 1. Februar 1979 in Kraft getreten und gelten vorläufig für 2 Jahre. Sie sind verbindlich für die in den Fachverbänden organisierten 60 Filmproduzenten, 80 Filmgestalter und 140 Filmtechniker. Nach Ablauf der zweijährigen Versuchsperiode soll aus der Vereinbarung ein Gesamtarbeitsvertrag werden, wobei die bis dann gemachten Erfahrungen zu berücksichtigen sind.

Die «Allgemeinen Anstellungsbedingungen» schreiben nur die unerlässlichen Punkte vor, die bei jeder längeren oder kürzeren Anstellung zu definieren sind. So

kann niemand mehr engagiert werden, ohne dass etwa Sozialleistungen, Ferienvergütung, Spesen geklärt sind.

Umschrieben werden auch Fragen, wie sie sich aus der Praxis der Filmproduktion ergeben, die ja in einem besonderen Mass auf eine gewisse Flexibilität angewiesen ist: Arbeits- und Ruhezeiten, Entschädigung oder Kompensation bei Nacht-, Sonntags- oder Überzeitarbeit, Lohnzahlungen bei unvorhergesehenem Unter- oder Abbruch einer Produktion (wie auch bei Krankheit und Unfall) usw. Fest eingerichtet wird im weiteren eine gewisse «Mitbestimmung» der Mitarbeiterrequisiten in einzelnen Bereichen, insofern diese aus ihrer Mitte einen Vertreter wählen kann, den der Produzent als Verhandlungspartner anzuerkennen gehalten ist.

Der Vertrag geht weder darin noch in den anderen Vorschriften besonders weit, jedenfalls verglichen mit entsprechenden Regelungen beim Fernsehen oder bei der Filmproduktion unserer Nachbarländer. So beträgt die wöchentliche Normalarbeitszeit 50 Stunden und auf die Festsetzung von Mindestlöhnen wurde vorderhand noch verzichtet.

Alle drei Parteien sind indes überzeugt, dass die vorliegende Regelung einerseits der gegenwärtigen Situation in dem nicht eben auf Rosen gebetteten Gewerbe angepasst sei, andererseits den freien Mitarbeitern endlich vertragliche Rechte einräume und damit einen entscheidenden Schritt in Richtung humaner Arbeitsbedingungen bedeute.

Jim Sailer

Filmzentrum

Das Schweizerische Filmzentrum, das seit 1975 als Stiftung besteht, fördert das Schweizer Filmschaffen und dessen Verbreitung im In- und Ausland.

Präsident des aus 19 Mitgliedern bestehenden Stiftungsrates ist der Staatsrechtler Prof. Dr. Thomas Fleiner, Fribourg. Vizepräsidenten sind Dr. Peter Frey, Mitglied der Chefredaktion des Zürcher Tages-Anzeiger und Alain Tanner, Filmschaffender, Genf.

Der sieben oder neun Mitglieder umfassende Filmrat, das leitende Organ des Filmzentrums, wird von Redaktor Toni Lienhard, Wettlingen, präsiert.

Festangestellte Mitarbeiter der Geschäftsstelle sind Beat Müller (Geschäftsführer), Monika van Garrel (Inlandpromotion) und Ursula Rindlisbacher (Auslandpromotion).

Freie Mitarbeiter des Filmzentrums sind u.a. Dr. Jean-Pierre Hoby (Aktion Schweizer Film) und Dr. David Streiff (Festivals).

Adresse Geschäftsstelle:
Münstergasse 18, 8001 Zürich,
Telefon 01 / 47 28 60, Telex 56 289 sfzz ch.

Entwurf und Wirklichkeit

Das 1967 von einigen engagierten Filmautoren als Selbsthilfeorganisation gegründete Filmzentrum ist zugleich Entwurf und Wirklichkeit:

«Mit dem Nationalen Filmzentrum der Schweiz soll ein Instrument geschaffen werden, das – in organischer Ergänzung zu den Bestrebungen des Bundes – geeignet ist, innerhalb der föderalistischen Struktur der Schweiz die notwendigen Produktionsgrundlagen für ein kontinuierliches und zugleich vielfältiges schweizerisches Filmschaffen von nationaler Bedeutung und internationaler Ausstrahlung zu errichten.» So stand es vor zehn Jahren im erläuternden Bericht zum Statutenentwurf des Filmzentrums. Geplant war damals die Gründung einer «Nationalen Stiftung» mit einem Stiftungskapital von 2 Millionen Franken und einem jährlichen Budget von «zunächst» 1,5 Millionen, wobei eine Million der Förderung von Spielfilmen dienen sollte, während die restlichen 500 000

Franken für «allgemeine Aufgaben des Filmzentrums» vorgesehen waren.

Das bisher Erreichte sieht viel bescheidener aus. Als Stiftungskapital konnten schliesslich mit Mühe und Not 100 000 Franken zusammengebracht werden, und die Betriebsmittel des Filmzentrums betragen heute statt anderthalb Millionen 370 000 Franken pro Jahr – 285 000 vom Bund, der Rest von Kantonen, Gemeinden und Privaten.

Es versteht sich von selbst, dass die geplante Produktionsförderung unter diesen Umständen Entwurf bleiben musste. Stattdessen begnügte man sich zunächst mit weniger spektakulären Zielen, eröffnete 1969 eine Geschäftsstelle in Zürich, gründete 1970 den Film-Pool, eine nicht-kommerzielle Verleihorganisation für Schweizer Filme und konzentrierte sich in der Folge auf allgemeine Promotions-, Koordinations- und Öffentlichkeitsarbeit. Dazu gehörte auch die Schaffung des «Ciné-Bulletins», das sich bald zu einem im In- und Ausland angesehenen Fachorgan entwickelt hat, an dem heute zehn Verbände und Institutionen des Filmwesens beteiligt sind. Neben anderen Publikationen gibt das Filmzentrum seit kurzer Zeit auch die Schriftenreihe «Texte zum Schweizer Film» heraus und betreut einen allen Autoren zur Verfügung stehenden Pressedienst. Im Ausland organisiert das Filmzentrum im Auftrag des Bundes die Schweizer Festival-Präsenz (siehe dazu den Beitrag «Die Schweiz an den internationalen Festivals»).

In jüngster Zeit ist das Projekt eines eigenen, die Filmförderung des Bundes ergänzenden Produktionsfonds wieder vermehrt ins Gespräch gekommen. Dank intensiver Anstrengungen der vom Filmzentrum begründeten und von der «Gesellschaft Schweizer Film», der Basisorganisation des Filmzentrums, wesentlich unterstützten «Aktion Schweizer Film» ist es sogar möglich geworden, im vorliegenden Heft erstmals einen bescheidenen Produktionsbeitrag auszusprechen, ein zwar kleiner, vielleicht aber doch entscheidender Schritt vom Entwurf zur Wirklichkeit...

Beat Müller

Centre du Cinéma

Le Centre Suisse du Cinéma, depuis 1975 une Fondation, promeut la création cinématographique suisse et sa diffusion dans le pays et à l'étranger.

Le Président du Conseil de la Fondation, qui compte 19 membres, est Thomas Fleiner, professeur de droit civil à Fribourg. Dr. Peter Frey, membre de la rédaction en chef du quotidien zurichois

Tages-Anzeiger et Alain Tanner, cinéaste, Genève, sont vice-présidents.

Le Conseil du Cinéma (7 à 9 membres), organe de direction du Centre du Cinéma, est présidé par Toni Lienhard, Wettlingen.

Les collaborateurs permanents du bureau sont: Beat Müller (Directeur), Monika van Garrel (Promotion intérieure) et Ursula Rindlis-

bacher (Promotion étrangère).

Dr. Jean-Pierre Hoby (Action Cinéma Suisse) et Dr. David Streiff (Festivals), entre autres, sont collaborateurs indépendants du Centre du Cinéma.

Adresse du bureau:
Münstergasse 18
8001 Zurich
Téléphone 01 / 47 28 60
Télex 56 289 sfzz ch

Projet et Réalité

Le Centre du Cinéma, fondé en 1967 par quelques cinéastes engagés, comme organisation personnelle d'entraide, est, en même temps, un projet et sa réalité:

«Nous voulons créer, avec le Centre national du cinéma suisse, un instrument qui, en tant qu'organe complémentaire aux efforts de la Fédération, soit en mesure, au sein de la structure fédérale de la Suisse, de poser les bases nécessaires à la continuité et en même temps à la diversité d'une création cinématographique suisse d'importance nationale et de rayonnement international.» C'est ce qu'on pouvait lire, il y a 10 ans, dans le rapport sur le projet de statuts du Centre du Cinéma. A l'époque, il était projeté de créer une «Fondation nationale» avec un capital de deux millions de francs, «pour commencer», et un budget annuel de 1,5 million dont un million serait consacré à l'encouragement de films de fiction et les 500 000 francs restants aux «tâches courantes du Centre du Cinéma».

Les résultats atteints à ce jour sont beaucoup plus modestes. Le capital de fondation, rassemblé à grand peine, n'a atteint, finalement, que 100 000 francs et le fonds de fonctionnement du Centre du Cinéma, au lieu des 1 500 000 francs prévus, n'est aujourd'hui que de 370 000 francs par an – 285 000

provenant de la Fédération et le reste, des cantons, des communes et de personnes privées.

Il n'est pas difficile, dans ces conditions, de comprendre que l'aide à la production prévue soit restée à l'état d'esquisse. A sa place on s'est, pour l'instant, fixé des objectifs moins spectaculaires, on a ouvert en 1969 un bureau à Zurich, on a fondé en 1970 le Film-Pool, un organisme de distribution non commercial pour les films suisses et on s'est concentré, par conséquent, sur le travail courant de promotion, de coordination et d'information. Le Ciné-Bulletin fait partie de ce travail. Il est rapidement devenu un organe spécialisé apprécié en Suisse et à l'étranger, et auquel participent aujourd'hui dix associations et institutions du domaine cinématographique. A côté d'autres publications, le Centre du Cinéma publie également, depuis peu, la collection «Textes du film suisse» et anime un service de presse qui est à la disposition de tous les cinéastes. A l'étranger, le Centre du Cinéma est responsable, sur délégation de la Fédération, de la présence suisse dans les Festivals (voir à ce sujet l'article «La Suisse dans les Festivals internationaux».)

Ces derniers temps, le projet d'un fonds de production propre complétant l'Aide fédérale au cinéma est revenu plus vivement à l'ordre du jour. Grâce aux efforts intenses de l'«Action cinéma suisse», créée par le Centre du Cinéma et appuyée de façon importante par la «Société de film suisse», l'organisation de base du Centre du Cinéma, il est même devenu possible d'annoncer dans ce bulletin l'attribution, pour la première fois, d'une modeste aide à la production (voir à ce sujet page 33) – un pas petit et pourtant décisif pour passer du projet à sa réalité...

Beat Müller

Cinélibre

Nachfolgeorganisation der Vereinigung Schweizer Filmklubs, 1975 aus dem Zusammenschluss mit den Spielstellen in Genf, Bern und Zürich hervorgegangen. 74 Mitglieder.

Geschäftsleitung: Annelies Ruoss, Sekretärin, Basel; Bernard Studer, Kassier, Aubonne; Martin E. Girod, Basel; Rui Nogueira, Genf; Bernhard Uhlmann, Zürich.

Film als Kunst und nicht als Ware

Der Verband fördert die nicht-kommerzielle Verbreitung von Filmen, denen ein kultureller Wert zukommt aufgrund ihrer künstlerischen Gestaltung, ihres historischen Interesses, ihres Zeugnischarakters oder ihrer formalen Neuartigkeit. Der Verband unterstützt im Rahmen seiner Möglichkeiten alle Aktivitäten, die zu einem vertieften Verständnis der Filmkultur beitragen.

Der Mitgliederkreis von CINE-LIBRE umfasst einerseits eine relativ grosse Zahl traditioneller Filmklubs (Vereine), die vorwiegend geschlossene Vorführungen für ihre Mitglieder in gemieteten Kinosälen veranstalten, andererseits eine breite Palette verschiedenartiger Organisationen, die zum Teil Filme auch öffentlich zeigen. Zu der zweiten Gruppe zählen städtische Institutionen wie der «Film am Montag» in Bern und das Filmpodium in Zürich, das Centre d'animation cinématographique in Genf – ein von Stadt und Kanton subventionierter Verein, ferner Schulfilmklubs, Jugendhäuser usw., aber auch das aus privater Initiative entstandene Kellerkino in Bern. Nach einer Schätzung aus dem Jahre 1976 erreichen die Mitglieder mit ihren Filmprogrammen jährlich rund 250 000 Zuschauer.

Zur Erfüllung des Verbandszwecks importiert CINE-LIBRE

kulturell wertvolle Filme, die – vor allem aus ökonomischen Gründen – in der Schweiz keinen Verleiher finden. Dank der Zusammenarbeit mit den grössten Spielstellen (Zürich, Genf, Bern) kann das Sekretariat jährlich rund 30 bis 40 Filme vermitteln, die üblicherweise nur wenige Wochen in der Schweiz bleiben. Das Filmangebot enthält Werke, die an Festivals internationale Beachtung gefunden haben, es ermöglicht die Entdeckung neuer Regisseure und die Kenntnis von Filmen aus Ländern und Kontinenten, die über die wirtschaftlichen Kanäle keinen Zugang zu den schweizerischen Kinos haben. Es scheint uns selbstverständlich, dass es im Ausland Stellen gibt, die für unsere Schweizer Filme eine ähnliche Arbeit leisten (z.B. die kommunalen

Kinos in der Bundesrepublik).

Die Spielstellen und Filmklubs gehören natürlich zu den regelmässigen Vorführern von Schweizer Filmen, insbesondere der jährlichen Auswahlshows der neuen Produktion nach den Solothurner Filmtagen. In ungezählten, grossenteils ehrenamtlichen Arbeitsstunden tragen sie, unterstützt vom Schweizerischen Filmzentrum, entscheidend dazu bei, dass die Filme gesehen werden.

Der Dachverband betrachtet seine derzeit ohne Subvention erbrachte Arbeit als ein absolutes Minimum. Es wäre viel mehr zu tun: erwähnt sei nur die Ausbildung von Spielstellenleitern, der Ankauf und die Untertitelung von Kopien der wichtigsten Filmklassiker.

Cinélibre

Succédant à la Fédération suisse des ciné-clubs, union de celle-ci avec les organisateurs de projections cinématographiques non commerciales de Zurich, Berne et Genève, CINELIBRE voit le jour en 1975. En 1979 l'association compte 74 membres.

La direction administrative est confiée à Annelies Ruoss, secrétaire, Bâle, Bernard Studer, trésorier, Aubonne, Martin E. Girod, Bâle, Rui Nogueira, Genève, Bernhard Uhlmann, Zurich.

...par ailleurs, le cinéma est aussi un art

Dépourvu de tout but lucratif, CINELIBRE vise à promouvoir et diffuser des films dont la conception artistique, l'intérêt historique, la nouveauté formelle ou le témoignage inédit constituent une valeur culturelle. L'association soutient aussi, dans la mesure de ses moyens, toute activité susceptible de contribuer à la connaissance approfondie de la culture cinématographique.

Le cercle des membres de CINELIBRE comprend, d'une part, un certain nombre de ciné-clubs traditionnels, associations qui louent un salle pour y organiser des projections privées et, d'autre part, un large éventail d'organisations diverses, dont certaines ouvrent leur salle au public. C'est au nombre de ces dernières qu'appartiennent des institutions municipales comme le «Film am Montag» à Berne et le «Filmpodium» à Zurich, le Centre d'animation cinématographique à Genève (association subventionnée par la Ville et le Canton); d'autre part les ciné-clubs scolaires ou les Maisons de Jeunes etc., ou encore le Kellerkino de Berne qui dépend d'initiative privée. Selon une estimation remontant à 1976, près de 250 000 spectateurs avaient répondu à l'appel de l'un ou l'autre des programmes de projection qu'avaient proposés ces organisations durant l'année.

Conformément à ses objectifs, CINELIBRE fait donc venir de l'étranger les films de valeur culturelle, qui, pour des raisons essentiellement économique, n'ont point trouvé de distributeur en Suisse. Et c'est grâce à la collaboration entre les plus grandes organisations (Zurich, Berne et Genève) que le secrétariat est en mesure de procurer 30 à 40 films par année (films qui pour la plupart, ne restent d'ailleurs que peu de semaines en Suisse).

Le choix des films comporte des oeuvres qui ont trouvé audience dans les festivals internationaux: on y découvre de nouveaux réalisateurs et la production de pays et de continents qui n'ont pas pu pénétrer en Suisse par la voie commerciale de la distribution. Il y a aussi à l'étranger des institutions qui offrent de semblables occasions de projeter nos films suisses (comme le font par exemple les cinémas communaux d'Allemagne fédérale); et cela nous semble tout naturel.

Mais les institutions de projection de film non commerciales et les ciné-clubs ne se bornent pas à faire connaître des films étrangers. C'est eux aussi qui projettent régulièrement des films suisses, et en particulier, la sélection annuelle des nouvelles productions présentées aux Journées cinématographiques de Soleure. Au prix de nombreuses heures de travail bénévole, soutenues par le Centre suisse du cinéma, ces organisations contribuent de manière décisive à la promotion des films suisses.

CINELIBRE, en tant qu'organisation faitière, considère que le travail accompli sans subventions pendant ces dernières années est un minimum. Il y aurait bien davantage à faire, et entre autres choses: offrir un complément de formation aux animateurs de ciné-clubs, acheter et faire sous-titrer des copies des plus importants classiques du cinéma – projets dont la réalisation prochaine serait souhaitable...

Cinémathèque

Eine «Lunge» für die 7. Kunst

Die Cinémathèque Suisse wurde 1948 in Lausanne offiziell gegründet. Sie übernahm die Idee des «Schweizerischen Filmarchivs», das 1943 in Basel entstanden war. Es gab damals keine eidgenössische Gesetzgebung den Film betreffend. Die Anfänge waren deshalb sehr schwierig: die einzige Hilfe bestand in der moralischen Unterstützung der Stadt Lausanne (und einer kommunalen Subvention von Fr. 6000.— pro Jahr). Das bedeutete freiwillige Arbeit. 1955 verfügte der Kanton Waadt, der ein offenes Ohr für die Aktivitäten der jungen Institution hatte, eine jährliche Subvention von Fr. 10000.— ab 1955. Aber bis 1963, dem Jahr des Inkrafttretens der staatlichen Unterstützung, das heisst, während fünfzehn Jahren, hatte die Cinémathèque Suisse die grössten Schwierigkeiten anerkannt zu werden – in ihrer Doppelrolle als Museum und kulturelles Bindemittel.

Sogar heute noch, mit einer Sammlung, die sie immerhin unter die Cinematheken von Bedeutung einreicht, verfügt sie über sehr unbefriedigende Ressourcen: 6 oder 7 Mitarbeiter (während die belgische Cinemathek über 25, die dänische über 35 hat). Betrug die Anzahl der Langspiel- und Kurzfilme am 1. Oktober 1979 11000, so umfassten die Bestände aus der Schweizer Filmwochenschau ungefähr 200000 Filmrollen. Dazu kamen 8500 Bücher (plus zahlreiche Filmzeitschriften und Pressedossiers), über 12000 Plakate und 273800 klassifizierte Fotos. Dank der zusätzlichen Unterstützung nach

der Ausstrahlung einer Jubiläumssendung im Fernsehen konnte die Cinémathèque Suisse mit der systematischen Rettung von alten nationalen Produktionen beginnen. Zudem erhält sie regelmässig neue Kopien von allen Schweizer Filmen zur Archivierung, die sich für eine Qualitätsprämie qualifiziert haben.

Aber die Bemühung, Archivdokumente zu konservieren und zu klassifizieren, ist nur ein Aspekt der Aktivitäten der Cinémathèque. Neben ihrer Aufgabe als Informations- und Forschungszentrum versucht sie, eine Art Lunge für die siebente Kunst in der Schweiz zu sein, ein Organismus, der imstande ist, Wertvolles zu lagern und jenen frischen Wind zuzurückzugeben, der notwendig ist für eine ständige Erneuerung des kreativen Lebens.

Dies ist übrigens genau das Ziel, auf das hin sie 1948, in der grossen Zeit der Filmklubs, gegründet wurde: besonders die Jugend hatte das Bedürfnis, Klassiker kennenzulernen – und sie wünschte sich einen neuen Schweizer Film ohne die eingefahrene Routine. Trotz ihrer bescheidenen Mittel hat die Cinémathèque die Entwicklung, die sich 15 oder 20 Jahre nach ihrer Gründung abzeichnete, nachvollzogen. Dies sollte genügen, um ihre Existenz und ihre künftige Entwicklung im neuen Domizil, das von der Stadt Lausanne vorbereitet wird (im Casino von Montbenon), zu rechtfertigen. Und auch eine deutlich verbesserte finanzielle Unterstützung des Staates sollte deshalb gerechtfertigt sein.

Freddy Buache

«Le poumon» du septième art

La Cinémathèque suisse (prolongeant l'initiative sans lendemain des «Archives suisses du film» créées à Bâle en 1943) fut officiellement fondée à Lausanne en 1948. Il n'y avait à cette époque aucune législation fédérale en matière de cinéma. C'est dire que les débuts furent très difficiles, uniquement soutenus par un appui moral (et une subvention communale de Fr. 6000.— par an) de la Ville de Lausanne, ce qui dictait un travail bénévole. En 1955, le Canton de Vaud, sensible à l'activité de cette jeune Institution lui alloua une subvention annuelle de Fr. 10 000.— dès 1955. Mais jusqu'en 1963, année de l'entrée en vigueur de l'aide fédérale, c'est-à-dire pendant quinze ans, la Cinémathèque suisse connut de très graves difficultés pour que soit reconnue sa nécessité, son double rôle de musée et de ferment culturel. Actuellement encore, avec des collections qui la classent parmi les cinémathèques de moyenne importance, elle dis-

pose de ressources très insuffisantes: 6 ou 7 collaborateurs tandis que la Cinémathèque de Belgique en compte plus de 25, la danoise plus de 35. Ses collections, au 1er octobre 1979, se composent notamment de plus de 11 000 titres de films (longs et courts métrages), d'actualités anciennes, de la collection du Ciné-journal suisse, soit env. 200 000 bobines, 8500 livres (plus de nombreuses collections de revues et dossiers de presse), de plus de 12 000 affiches, 273 800 photos classées. Grâce à l'appui spécial qui lui fut accordé à la suite de l'émission d'un écu commémoratif, elle a pu commencer le sauvetage systématique de la production nationale ancienne et, en outre, elle reçoit dans ses archives, régulièrement, une copie neuve de tout film suisse bénéficiant de la prime à la qualité.

Mais ces documents d'archives que la Cinémathèque s'efforce de conserver et de classer ne sont que l'un des aspects de son activité qui

en comporte plusieurs autres, (centre d'information, de recherche, p.ex.) notamment celui de constituer « le poumon » du septième art suisse actuel, un organisme capable de stocker les valeurs et de redistribuer un oxygène frais nécessaire à la revitalisation constante de la création.

C'est d'ailleurs à cette fin précise qu'elle fut fondée en 1948, dans le grand mouvement populaire des ciné-clubs: la jeunesse, en particulier, avait besoin d'apprendre à connaître les classiques et souhaitait la naissance d'un cinéma suisse

libéré des anciennes routines. En dépit de ses faibles moyens, la Cinémathèque suisse ne fut pas étrangère aux prises de conscience qui s'effectuèrent dans ce domaine quinze ou vingt ans après sa fondation à Lausanne et ce rappel devrait suffire à justifier son existence, son développement futur dans les nouveaux locaux (au Casino de Montbenon) que prépare la Ville de Lausanne, c'est-à-dire un soutien financier nettement amélioré de la part de la Confédération.

Freddy Buache

Sektion Film

Kontinuität nicht gewährleistet

Kürzlich hat uns ein schweizerischer Botschafter geschrieben: «Es hat sich einmal mehr erwiesen, dass der moderne schweizerische Spielfilm das wirksamste Mittel ist, um gewissen Stereotypen der 'fantasiosen' Schweiz zu begegnen und damit das Image in einem uns günstigen Sinne zu steuern.» Dies ist eine Bestätigung für den kulturellen und künstlerischen Erfolg des schweizerischen Filmschaffens und seiner Unterstützung durch die Eidgenossenschaft.

Für die Förderung stellt der Bund seit 1963 die rechtlichen, finanziellen und personellen Mittel zur Verfügung. Die rechtlichen bestehen im Bundesgesetz über das Filmwesen, zwei Verordnungen und — in einem weiteren Sinne — aus den beiden Leitbildern F und I für die materielle und ideelle Bundeshilfe. Die finanziellen Mittel belaufen sich auf jährlich 2,85 Millionen Franken. Personell-organisatorisch ist mit der Förderung die Sektion Film des Bundesamtes für Kultur be-

fasst, die zu jedem Gesuch unabhängige Experten — den Begutachtungsausschuss bzw. die Jury für Filmprämien — konsultiert. Gestützt auf diese Anträge trifft der Vorsteher des EDI die Entscheide, die mit Beschwerde an den Gesamtbundesrat weitergezogen werden können.

Die Förderung geschieht in der Form von Beiträgen an die Ausarbeitung von Drehbüchern und an die Filmproduktion, von Qualitäts- und Studienprämien für fertiggestellte Filme und von Zuwendungen an filmkulturelle Organisationen.

Ohne die Eidgenossenschaft gäbe es den neuen Schweizer Film nicht. Und ohne verbesserte Förderung gibt es ihn bald nicht mehr. Dies ist objektiv und ohne jeden Zweckpessimismus das Kernproblem: mit einem Betrag von 2,85 Millionen Franken pro Jahr — soviel kostet ein einziger internationaler Spielfilm — kann die Kontinuität der einheimischen Filmproduktion nicht mehr gewährleistet werden. Darunter leidet ganz besonders der Nachwuchs; ohne Nachwuchs gibt es keine Zukunft.

Section du Cinéma

Selon une lettre récente d'un ambassadeur de Suisse, le film de fiction suisse moderne est le moyen le plus efficace pour démentir certains clichés concernant notre manque de fantaisie. C'est là une confirmation du succès culturel et artistique de la production cinématographique suisse et du soutien que lui apporte la Confédération.

Les bases légales de cette aide existent depuis 1963. Il s'agit de la loi fédérale sur le cinéma et de deux ordonnances, auxquelles il faut ajouter les schémas directeurs F et I concernant les mesures d'encouragement matérielles et non matérielles. Les moyens financiers s'élèvent à 2,85 millions de francs par an. Sur le plan administratif, c'est la section du cinéma de l'Office fédéral des affaires culturelles qui est chargée d'organiser l'aide à la production cinématographique. Elle soumet chaque demande à des experts indépendants (comité consultatif et jury

pour les primes), sur les propositions desquels le chef du DFI fonde ses décisions, que les intéressés peuvent déférer au Conseil fédéral.

L'aide au cinéma peut revêtir les formes ci-après: contributions à l'élaboration de scénarios et à la production de films, primes de qualité et d'étude pour des films terminés et subventions à des organismes encourageant la culture cinématographique.

Le nouveau cinéma suisse n'existerait pas sans l'aide de la Confédération. Et il disparaîtra à brève échéance si cette aide n'est pas accrue. Le noeud du problème, le voici (en toute objectivité et sans aucun pessimisme de commande): un crédit annuel de 2,85 millions de francs, qui correspond au coût d'un seul film de fiction international ne permet plus d'assurer la continuité de notre production cinématographique. La relève en est la première victime; il n'y a pas d'avenir sans relève.

Trickfilm

Die Schweizerische Trickfilmgruppe wurde 1968 gegründet und besteht heute aus 75 Aktiv- und einem Dutzend Passivmitglieder. Es gibt etwa 20 Trickfilmstudios, davon einige mit modernster Ausrüstung.

Die Produktion dieser Studios besteht vor allem aus Aufträgen der Industrie, Werbung, des Unterrichts und Fernsehens, Ausserdem werden jedes Jahr etwa 10 persönliche Trickfilme von verschiedenen Autoren geschaffen.

Der noch junge Schweizer

Trickfilm ist in voller Entwicklung, obwohl auch er die Schwierigkeiten, mit denen die Filmindustrie im allgemeinen konfrontiert ist, zu spüren bekommt.

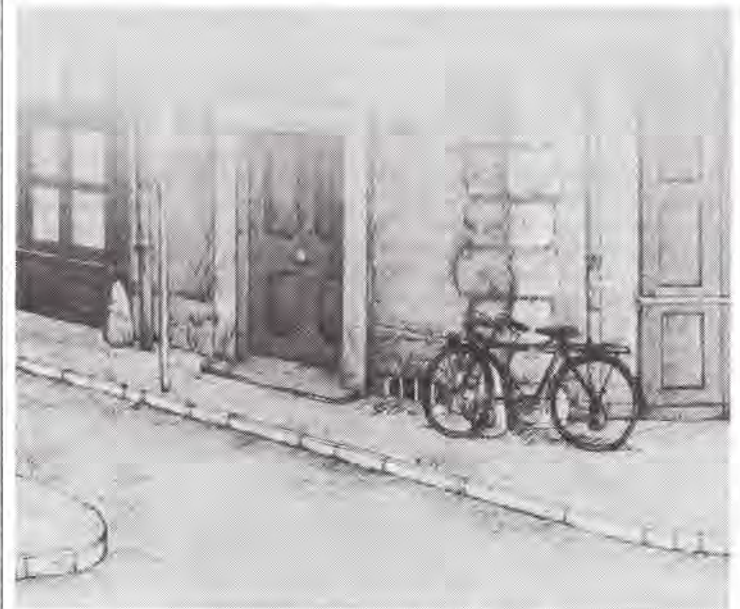
Von 1965 bis 1978

Produktion: 204 Filme (Publikationsfilme und didaktische Filme ausgeschlossen).

Selektion in Wettbewerben an Internationalen Festivals: 83 Filme an 79 Festivals. Erhaltene Auszeichnungen: 9.

Beiträge und Prämien von der Eidgenossenschaft:

Beiträge für die Realisation von Filmen: 4 Filme	49 000.—
Studien und Qualitätsprämien: 13 Filme	95 000.—
Unterstützung Festivalbeteiligung: 9 Festivals	43 740.—
Unterstützung Ausbildungskurse (1972 in Zürich)	35 000.—
	<hr/>
	222 740.—
Unterstützung durch die Labors:	15 000.—



«Marché noir» von Claude Luyet

Film d'Animation

Le Groupement suisse du film d'animation fondé en 1968 réunit actuellement 75 membres actifs et une douzaine de membres passifs. Il existe une vingtaine de studios dont certains viennent de s'équiper du matériel le plus moderne.

Leurs productions sont commanditées par l'industrie, l'enseignement, la publicité et la télévision. Chaque année, une dizaine de films d'inspiration libre sont réalisés par leurs auteurs.

Encore très jeune, l'animation suisse est en plein développement bien qu'aux prises avec les difficultés que rencontre actuellement le cinéma.

De 1965 à 1978

Production: 204 films (films publics et didactiques exclus).

Selektion dans des Festivals internationaux avec compétition: 83 films dans 79 Festivals. Distinctions reçues: 9.

Aide de la Confédération

Contributions pour la réalisation de films: 4 films	49 000.—
Primes d'études et de qualité: 13 films	95 000.—
Subsides pour participation aux Festivals: 9 Festivals	43 740.—
Subsides pour formation (cours de Zurich 1972)	35 000.—
	<hr/>
	222 740.—
Aide des laboratoires:	15 000.—

Der 1974 gegründete Schweizerische Filmtechniker-Verband (SFTV-ASTF) vertritt die in den verschiedenen Berufen der Filmproduktion tätigen künstlerischen und technischen Mitarbeiter. Er ist der FISTAV (Fédération Internationale des Syndicats des Travailleurs de l'Audio-Visuel) angeschlossen.

Der SFTV zählt gegenwärtig 139 Mitglieder; zur Förderung ihrer sozialen wie kulturellen Interessen befasst er sich vor allem mit Problemen der Infrastruktur — Arbeitsbedingungen, Arbeitsmarkt, Aus- und Weiterbildung, Berufsqualifikation — und unterhält ein Stellenbüro, das Filmtechniker an in- und ausländische Regisseure und Produzenten vermittelt.

Präsidentin: Madeleine Fonjalaz, 8, rue Curtat, 1005 Lausanne, Tel. 021/23 51 88.

Sekretariat und Arbeitsbörse: Jim Sailer, SFTV-ASTF, Josefstrasse 106, 8031 Zürich, Tel. 01/42 60 65 (14.00 bis 17.00 Uhr).

Die Probleme mit den Arbeitslosenkassen

1983 soll — so Bundesrat Honegger — das neue Gesetz zur Arbeitslosenversicherung die bisherige Übergangsregelung ablösen. Eine 34köpfige Expertenkommission hat unter dem Vorsitz von BIGA Direktor Bonny getagt; der überarbeitete Entwurf soll Ende Oktober in die Vernehmlassung gehen.

Wir Filmtechniker haben seit je Probleme in Hülle und Fülle mit der bestehenden Regelung. Als wir aber im Frühjahr dieses Jahres um eine diesbezügliche Unterredung bei der Abteilung Arbeitslosenversicherung des BIGA nachsuchten, wurde diese bescheidene Bitte abschlägig beantwortet.

Um nun wenigstens die Vernehmlassung zum neuen Gesetzesentwurf nutzen zu können, haben wir auf den 7. Oktober eine ausserordentliche Generalversammlung nach Bern einberufen und in gemeinsamer Diskussion über das weitere Vorgehen beraten.

In den allzu oft ablehnenden Bescheiden der kantonalen Arbeitslosenkassen werden Filmtechniker häufig dem temporär arbeitenden Büropersonal gleichgesetzt — Leuten also, die freiwillig temporär arbeiten, weil sie das Verdienen dem persönlichen Lebensrhythmus anpassen wollen und nicht den Lebensrhythmus dem Verdienen anpassen müssen, wie unsere Berufsgruppe.

Ganz allgemein scheinen Gesetzgeber und Sozialversicherungen nicht verstehen zu können, dass es eine Branche gibt, die grössten Teils ohne fest angestelltes Personal produziert, sondern jeweils projektbezogen (z.B. für einen Spielfilm) freie

Mitarbeiter für eine bestimmte Zeit anheuert. Wir werden also buchstäblich alle paar Wochen «entlassen». Unsere Bereitschaft, unter solchen Bedingungen zu arbeiten, ermöglicht aber erst die Eigenständigkeit der Schweizer Filmbranche; in gewissem Sinne werden wir laufend durch das Unverständnis der Ämter für diese nicht von uns geschaffene Situation bestraft.

Ein Beispiel: Lässt sich zur Erlangung des Anspruchs auf Arbeitslosenentschädigung ein ursprünglich als Elektriker ausgebildeter Beleuchter von einer Kasse in seinen ursprünglichen Beruf vermitteln, so kann er keine kurzfristigen Engagements mehr annehmen und fällt damit aus der Filmbranche. Handkehrum findet dann aber die Produktion bei Drehbeginn keinen freien Beleuchter in der Schweiz und muss jenseits der Grenzen suchen. Ein Teufelskreis schliesst sich: verfügbare einheimische Techniker und eine autonome Filmproduktion bedingen einander gegenseitig.

Der neue Entwurf hält sich dem Vernehmen nach im wesentlichen an die Grundzüge der bestehenden Übergangsordnung. Es stellt sich also für uns Filmtechniker erneut das Problem, wie wir den Ämtern und Versicherungskassen klar machen können, dass die Filmbranche in ihrer heutigen Struktur uns dazu zwingt, von kurzfristigem zu kurzfristigem Engagement zu eilen.

Die an der Generalversammlung anwesenden Mitglieder sind der Meinung, dass eine Verbesserung der bisherigen Situation durchgesetzt werden muss, uns und der Infrastruktur des Schweizer Films zuliebe, ohne die dieser nicht überleben könnte.

Zum Abschluss der Generalversammlung gründeten wir eine französisch- und eine deutschsprachige Arbeitsgruppe, die sich in den nächsten Monaten intensiv mit dem Problemkreis auseinandersetzen und neue Lösungsvorschläge erarbeiten sollen. Wäre z.B. eine von der Beschäftigungsdauer abhängige Karenzfrist, während der ein Anspruch auf Arbeitslosenentschädigung ruht, für freiberuflich tätige Arbeitnehmer eine Lösung? Mit welchen Widerständen muss von Seiten des Gesetzgebers gerechnet werden? Mit welchen Mitteln sollen wir unsere Anliegen weiter verfolgen?

Vor allem: Wir stehen ja nicht allein. Weitere Berufsgruppen sind in derselben Lage. Wir denken an nicht festangestellte Musiker, Schauspieler, Journalisten, zu deren Berufsorganisationen in der «Arbeitsgemeinschaft Medien- und Kulturschaffender» auch schon Kontakte bestehen, die eine gemeinsame Aktion als möglich erscheinen lassen.

Jim Seiler

L'Association Suisse des Techniciens du Film (ASTF / SFTV), fondée en mars 1974, représente les collaborateurs techniques et artistiques, travaillant dans les différents métiers de la production cinématographique. Elle fait partie de la FISTAV (Fédération Internationale des Syndicats des Travailleurs de l'Audio-Visuel).

L'ASTF compte actuellement 139 membres. Pour promouvoir leurs intérêts sociaux et culturels, l'association s'occupe surtout des problèmes d'infrastructure, tels que les conditions de travail, la situation du marché du travail, la formation, le perfectionnement et la qualification professionnelle. Elle entretient en outre un bureau de placement au service des techniciens et à la disposition des réalisateurs et des producteurs suisses et étrangers.

Présidente: Madeleine Fonjalaz, 8, rue Curtat, 1005 Lausanne, Tel. 021 / 23 51 88.

Secrétariat et bourse de travail: Jim Sailer, ASTF / SFTV, Josefstr. 106, 8031 Zurich, Tel. 01 / 42 60 65 (14—17 h).

Les problèmes avec les caisses de chômage

Les problèmes avec les caisses de chômage

La nouvelle loi de l'assurance-chômage doit en 1983 — selon le conseiller fédéral Honegger, remplacer la réglementation transitoire. Une commission d'experts formée de 34 personnes s'est réunie sous la présidence du directeur de l'Ofiama Bonny. Le projet remanié doit être mis en consultation à la fin octobre.

Nous, techniciens du film, avons depuis toujours une foison de problèmes avec la réglementation existante. Lorsqu'au printemps de cette année, nous avons demandé à ce sujet une entrevue avec le département assurance-chômage, cette requête nous a été refusée.

Maintenant, afin de bénéficier au moins de la consultation sur le projet de loi, nous avons organisé une assemblée générale extraordinaire à Berne le 7 octobre, afin de délibérer en commun sur la manière d'agir à l'avenir.

Dans les réponses par trop souvent négatives des caisses de chômage cantonales, les techniciens du film sont comparés à du personnel du bureau temporaire, — à des gens donc qui travaillent volontairement comme temporaires, car ils veulent adapter leur gain à leur style de vie personnel et non comme notre groupe professionnel qui doit adapter son style de vie au gain existant.

En général, les législateurs et les assurances chômage ne paraissent pas comprendre qu'il existe une branche qui produit en grande partie sans personnel employé au fixe, mais engage une équipe de collabo-

rateurs libres pour un projet précis (par ex. un film de fiction) et pour un temps délimité. Nous sommes donc littéralement «congédiés» toutes les quelques semaines. Toutefois, notre disponibilité de travailler dans de telles conditions garantit l'autonomie du cinéma suisse.

D'une certaine manière, nous sommes toujours «punis» par l'incompréhension de l'administration pour une situation que nous n'avons pas créée nous-mêmes.

Un exemple: un éclairagiste, de formation professionnelle préalable d'électricien, se fait employer dans sa profession première afin de pouvoir bénéficier de l'indemnité de chômage ultérieurement. Il ne peut donc plus accepter des engagements à court terme et disparaît ainsi de la branche film. Par contre, la production ne trouvant pas d'éclairagiste en Suisse pour le début du tournage, doit en chercher au delà de nos frontières. Un cercle infernal se referme. Des techniciens du pays disponibles et une production indépendante dépendent l'un de l'autre.

Le nouveau projet se tient aux caractéristiques de la réglementation transitoire existante. La question se pose à nouveau, comment pouvons-nous faire comprendre à l'administration et aux caisses de chômage que la branche film, dans sa structure actuelle, nous oblige, nous techniciens du film, à naviguer d'un engagement à court terme à un autre.

Les membres présents lors de l'assemblée générale estiment que l'on doit obtenir une amélioration de la situation actuelle pour notre bien et celui du cinéma suisse, sans laquelle celui-ci ne peut survivre.

A la fin de l'assemblée générale, nous avons formé deux groupes de travail, l'un de langue française, l'autre de langue allemande, qui s'occuperont intensivement de ces problèmes dans les prochains mois et élaboreront de nouvelles propositions de solution. Est-ce qu'un délai dépendant de la durée de l'engagement, pendant lequel un droit à l'indemnité d'assurance chômage existerait, serait une solution pour les collaborateurs libres? Avec quelle opposition devons-nous compter du côté des législateurs? De quelle manière devons-nous présenter nos requêtes?

Avant tout, nous ne sommes pas seuls. D'autres groupes professionnels sont dans la même situation. Nous pensons aux musiciens, acteurs, journalistes qui ne sont pas employés au fixe. Des contacts existent avec les associations professionnelles dans le cadre de «Arbeitsgemeinschaft Medien- und Kulturschaffender», contacts qui nous paraissent permettre une action commune.

Jim Sailer

Solothurner Filmtage

Präs. Geschäftsleitung: Dr. Stephan Portmann; Sekretariat: Anna-Lies Gressly, Kreuzacher 4, PF 1030, 4500 Solothurn; Präs. Schweiz. Ges. Soloth. Filmtage: Helmut Hubacher, Basel.

Die Solothurner Filmtage sind so alt wie das neue Schweizer Filmschaffen. Beide haben sich wechselseitig gezeugt. Seit 1966 stellen die Filmtage (stets in der letzten Januarwoche) alle im vergangenen Jahr in der Schweiz entstandenen Filme unjuriert, in der Form einer Werkschau, den Medien, den im Film Tätigen und einem grossen Publikum vor.

Die Existenznöte des freien, kreativen Filmschaffens haben sich im kulturpolitischen Forum Solothurn frei artikuliert, früher oft verzweifelt und entsprechend polemisch, heute selbstbewusst.

Die Verschönerung der Filmtage

Nachdenkliche Organisatoren und Freunde aus der Filmszene, die das Pioniererlebnis der frühen Jahre in Solothurn prägend mit sich tragen, haben in den letzten Jahren zunehmend unter dem gehetzten Klima unseres Anlasses gelitten.

An einer Arbeitstagung Mitte September, in der viel und laut gedacht wurde über Vergangenheit und Zukunft der jährlichen Selbstdarstellung des Schweizer Films, haben sie dann ein mehr als kosmetisches Reformpaket geschmürt und zur Vernehmlassung versendet. Diese hat bis Mitte November gedauert, und wenn die Stellungnahmen der Instanzen und Verbände nicht allzu ablehnend sind, soll zumindest ein Teil der vorgeschlagenen Strukturverbesserungen bereits an den nächsten Filmtagen im Januar 80 realisiert und ausprobiert werden.

Die Solothurner Filmtage sollen ruhiger im Ablauf und damit «lesbarer» werden.

Das Hauptprogramm wird zeitlich von 60 auf 40 Stunden ge-

straft, die sich über 6 Tage hin verteilen. Es soll die Vielfalt im Schweizer Filmschaffen vor Augen führen, ohne Anspruch auf Vollständigkeit, besonders auch neue Tendenzen (so auch Super-8-mm, Videoarbeiten) und neue Talente herausstellen. Das Hauptprogramm ist vorzüglich den Erstaufführungen zugedacht.

Allgemein bekannte und weitgehend ausgewertete Filme erhalten ein eigenes Programmgefäss.

Das Informationsprogramm mit Werkstattcharakter präsentiert die akzeptierten, jedoch nicht fürs Hauptprogramm selektionierten Arbeiten. Abgelehnt werden wie bisher PR- und Werbefilme, rein didaktische Filme und TV-interne Arbeiten.

Eine fünfköpfige Jury wählt kreativ, kulturpolitisch und sozial bedeutsame Filme aus und weist sie den beschriebenen drei Programmen zu.

Es soll an den Filmtagen wieder mehr und grundsätzlich über Film und Filme(r) diskutiert werden: in regelmässigen Arbeitsgesprächen, die nicht offziöses Gewicht haben, in Werkstattgesprächen des Informationsprogramms, neben der bisherigen offiziellen Vorstellung der Autoren in den sog. «Pressekonferenzen».

Besondere Sorgen hat uns in den letzten Jahren die räumliche Infrastruktur gemacht. Das Kino Scala genügt immer weniger den Minimalansprüchen einer jährlichen Landesausstellung des Schweizer Films. Nachdem die vielversprochene Renovation des Konzertsaaes in die fünfte Priorität der Stadt Solothurn abgerutscht ist, drängen wir mit Entschlossenheit ins Landhaus an der Aare, wo alle Anlässe der Filmtage unter einem Dach stattfinden könnten, und wo, gleich über die Strasse hinweg, die Schilder des «Kreuz» und «Leuen» dem spät einkehrenden Wanderer winken.

L'amélioration des Journées cinématographiques

Les organisateurs soucieux et les amis du cinéma, toujours imprégnés de l'esprit pionnier des premières années de Soleure, ont souffert du climat, d'année en année plus tendu, de notre manifestation.

Au cours d'une rencontre de travail à la mi-septembre, durant laquelle on a beaucoup pensé à voix haute au passé et à l'avenir de la représentation du film suisse, un paquet de réformes autre que cosmétiques a été ficelé et envoyé pour consultation. Celle-ci a duré jusqu'à la mi-novembre et, si les positions des instances et associations ne sont pas trop négatives, une partie des réformes de structures seront réalisées et essayées dès les prochains

JCS, en janvier 80.

Le déroulement des JC devrait être plus calme et donc plus « lisible ». Le programme principal sera réduit de 60 à 40 heures, qui se répartiront sur six jours. Il doit présenter la diversité de la création cinématographique suisse — sans vouloir tout montrer; surtout souligner de nouvelles tendances (dont le super 8 et la vidéo) et de nouveaux talents. Le programme principal sera surtout réservé aux premières.

Les films déjà connus et exploités seront réunis dans un programme spécial.

Le programme d'information, avec un caractère d'atelier, présentera les films acceptés, mais non retenus, pour le programme principal. Les films publicitaires, éducatifs et les films de télévision seront refusés comme maintenant.

Un jury composé de cinq personnes choisira et organisera dans les différents programmes les films créatifs, de politique culturelle ou

sociale valables. Pendant ces JC, on devrait à nouveau parler plus et fondamentalement des films et du cinéma: pendant les discussions du programme d'information qui n'ont pas de caractère officiel et les discussions de travail tenues à côté des présentations officielles des auteurs et des conférences de presse.

L'infrastructure des locaux nous a posé des problèmes ces dernières années. Le cinéma Scala répond de moins en moins de façon satisfaisante aux besoins d'une exposition annuelle du film suisse. La rénovation de la Salle de concert ne sera pas entreprise prochainement puisqu'elle ne représente plus que la cinquième priorité de la ville de Soleure. C'est pourquoi nous nous tournons de plus en plus vers la salle du Landhaus où toutes les manifestations pourraient avoir lieu sous le même toit et d'où les enseignes du Kreuz et du Leuen, situées juste de l'autre côté de la rue, attireraient les promeneurs attardés.



Interverband

Der Schweizerische Interverband für Film und Audiovision ist ein Zusammenschluss dreier Fachverbände, nämlich des Schweizerischen Verbandes für Auftragsfilm und Audiovision, des Schweizerischen Verbandes für Spiel- und Dokumentarfilm und des Schweizerischen Verbandes Filmtechnischer Betriebe. Es wurde 1979 gegründet und steht weiteren Verbänden der Filmbranche als Dachverband offen und zur Verfügung. Er zählt zur Zeit knapp 50 Mitglieder.

Der Schweizerische Interverband für Film und Audiovision widmet sich insbesondere der Förderung des Nachwuchses und der fachlichen Ausbildung im Bereich

der Produktion von audiovisuellen Medien, der Koordination der Tätigkeit der ihm angeschlossenen Fachverbände und der informellen Kontaktförderung unter ihren Mitgliedern und der Koordination und Vertretung filmpolitischer Anliegen der Filmbranche.

Der Schweizerische Interverband wird von einem Vorstandsausschuss geleitet. Ihm gehören als Präsident Peter-Christian Fueter, Zürich, Marcel Höhn, Zürich vom Verband für Spiel- und Dokumentarfilm, Jean-Jacques Speierer, Genf vom Verband Filmtechnischer Betriebe und John W. Winistoerfer, Zürich vom Verband für Auftragsfilm und Audiovision an.

Interassociation

L'Interassociation Suisse du Film et de l'Audiovisuel est un regroupement de trois associations professionnelles: l'Association Suisse du Film de Commande et Audiovision / l'Association Suisse du Film de Fiction et de Documentation / l'Association Suisse des Industries Techniques Cinématographiques.

Elle a été créée en 1979; elle est ouverte aux autres associations dans la branche du cinéma et se tient à leur disposition.

A l'heure actuelle, elle compte juste 50 membres.

L'Interassociation Suisse du Film et de l'Audiovisuel s'occupe en particulier de: l'encouragement de la jeune génération et la formation professionnelle dans le do-

main de la production de media audio-visuels; la coordination de l'activité des associations qui lui sont adjointes; elle favorise des contacts directs entre ses membres; la coordination et la défense des intérêts politiques du cinéma.

L'Interassociation Suisse est dirigée par un comité de direction. En font partie: en tant que président, Peter-Christian Fueter, Zurich, Marcel Höhn, Zurich, de l'Association Suisse du Film de Fiction et de Documentation, Jean-Jacques Speierer, Genève, de l'Association Suisse des Industries Techniques Cinématographiques et John W. Winistoerfer, Zurich, de l'Association Suisse du Film de Commande et Audiovision.

Président: Dr. Stephan Portmann; Secrétariat: Annelies Gressly, Kreuzacher 4, BP 1030, 4500 Soleure; Präs. suisse des J.C. de Soleure: Helmut Hubacher, Bâle.

Les Journées Cinématographiques de Soleure sont aussi vieilles que le jeune cinéma suisse. Ils se sont mutuellement engendrés. Depuis 1966, les J.C. présentent toujours pendant la dernière semaine de janvier, sous la forme d'une revue, les films créés durant l'année précédente, aux médias, aux cinéastes et à un large public.

Les crises existentielles du cinéma créateur et libre se sont librement articulées au forum politique culturel de Soleure, autrefois de façon désespérée et d'autant plus polémique, aujourd'hui plus sûres d'elles.

Spiel- und Dokumentarfilm

Mitgliederzahl 16; Präsident: Marcel Höhn, T&C Film, Seestr. 41a, 8002 Zürich, Tel. 01/202 36 22; Mitglied des Schweiz. Interverbandes für Film und Audiovision

Das Fernsehen DRS als Partner

Entwicklung einer Zusammenarbeit.

Im nächsten Jahr werden es fünf Jahre sein, seit welchen sich mit dem Fernsehen DRS eine kontinuierliche Zusammenarbeit anbahnte. Diese Tatsache wurde je länger desto bedeutungsvoller, konnte doch kaum mit einer Verbesserungssituation seitens des Eid. Dep. des Innern zugunsten des Schweizer Filmschaffens gerechnet werden. Gesamthaft stehen für die Programme des Fernsehens DRS zur Abdeckung der direkten Programmkosten 30 Millionen Franken zur Verfügung. Die dem Schweizer Filmschaffen zugehaltenen Finanzmittel betragen im Durchschnitt jährlich 3–3,5 Millionen Franken, also 10–12% der zur Verfügung stehenden Summe. Dieser Betrag bedeutet keine eigentliche Fördermassnahme im Sinne der Bundesfilmförderung. Das Fernsehen erteilt einerseits vollfinanzierte Aufträge von Fernsehfilmen oder sichert sich durch Vorabkauf die Fernsehrechte in der

Schweiz durch eine Beteiligung. Insbesondere bei einer vollen Auftragsvergabe kann das Fernsehen davon ausgehen, dass externe Produktionen kostenmässig einer Eigenproduktion mindestens gleichzusetzen sind und die eigene Infrastruktur zusätzlich entlasten. Der derzeitige Budgetrahmen trägt nur einen Teil dazu bei, den Aufbau und die Kontinuität des schweizerischen Filmschaffens zu gewährleisten. Auch in näherer Zukunft kann nicht mit einem vermehrten Engagement gerechnet werden, es sei denn, die Einnahmen des Fernsehens würden steigen.

Die Entwicklung in der Zusammenarbeit brachte anfänglich Anpassungsschwierigkeiten, Missverständnisse und auch divergierende Zielvorstellungen, die heute einer vernünftigen Partnerschaft Platz gemacht haben. Ein solcher Dialog kann aber nur durch auch von aussen an das Fernsehen herangetragene Impulse intensiviert und aufrechterhalten werden. Ist es doch die Chance des freien Filmschaffens, nicht durch tägliche Routinearbeit geprägt, kreative Programmansätze zu unterbreiten. Weil die Partnerschaft mit dem Fernsehen ein wichtiger Bestandteil für die unabhängige Filmproduktion geworden ist, bemüht sich unser Verband, diese Zusammenarbeit weiter auszubauen und zu fördern.

Film de Fiction et de Documentation

Nombre de membres: 16; Président: Marcel Höhn, T&C Film, Seestrasse 41a, 8002 Zürich, tél. 01 / 202 36 22. Membre de l'Interassociation Suisse pour Film et Audiovision (IFA)

Un partenaire: la télévision suisse allemande

Il y aura cinq ans l'année prochaine qu'ont été jetées les bases d'une collaboration continue avec la télévision suisse allemande. Ce fait a pris d'autant plus d'importance qu'on ne semble guère pouvoir compter sur le Département Fédéral de l'Intérieur pour améliorer la situation de l'industrie cinématographique suisse. Au total la télévision suisse allemande dispose, pour couvrir les frais directs de ses programmes, de 30 millions de francs en tout. Les moyens financiers alloués à l'industrie du film suisse s'élèvent en moyenne à 3–3,5 millions de francs par an, soit 10 à 12% de la somme à disposition. Cette contribution n'est pas véritablement une mesure d'encouragement au sens où on l'entend en Allemagne Fédérale. D'une part la télévision attribue des contrats

entièrement financés pour des films de télévision ou s'assure à l'avance, par une participation, les droits pour la télévision en Suisse. Dans le cas d'une attribution de contrat tout spécialement, la télévision peut estimer que les frais des productions externes seront pour le moins similaires à ceux d'une propre production et son infrastructure s'en trouve en outre déchargée. Le budget actuel ne peut assurer qu'en partie le développement et la continuité de l'industrie cinématographique suisse. On ne peut pas non plus compter sur un engagement accru dans un avenir proche, sauf si les revenus de la télévision devaient augmenter.

La coopération a dû faire face, au début, à certaines difficultés d'adaptation ainsi qu'à des malentendus et à des divergences de vue concernant les buts à atteindre; tout cela a fait place aujourd'hui à une association raisonnable. Un dialogue de ce genre ne peut toutefois être intensifié et soutenu que par l'impulsion donnée à la télévision, notamment de l'extérieur. L'industrie indépendante du film, qui n'est pas marquée par la routine quotidienne, a en effet la chance de pou-

voir proposer des programmes stimulants. Et c'est parce que l'association avec la télévision est devenue un élément important pour la production cinématographique in-

dépendante que notre association FFD s'efforce d'encourager cette coopération et de la pousser plus avant.

Filmtechnische Betriebe

Die Schweizerischen Filmtechnischen Betriebe (FTB/ITC) bilden einen Fachverband unter der Dachorganisation des Schweizerischen Interverbandes für Film und Audiovision.

Mitglieder sind:

a) die 4 Filmkopieranstalten: Cinégram SA, Genève und Zürich, Egli Filmtechnik AG, Dübendorf, Eoscop AG Basel, Schwarz-Filmtechnik GmbH, Ostermundigen;

b) Die Ton-Studios: Basilisk (Eoscop AG), Basel, Pro Ton AG, Zürich, Sonofilm AG, Bern;

c) die Untertitelungsanstalten: Cinétyp, Luzern, Titra-Film SA, Genève;

d) Optische Trickbearbeitungen: Probst-Film Tricktechnik, Ostermundigen.

Diese 10 Firmen beschäftigen rund 200 festangestellte Spezialisten wie: Filmlaboranten, Chemiker, Toningenieur, Elektroniker,

Mechaniker, Tricktechniker und Grafiker, Übersetzer; und weitere Mitarbeiter wie: Chemikanten, Laboristen, Operateure, dazu die administrativ Tätigen und freien Mitarbeiter.

Die Lohnsumme für die Festangestellten allein beträgt jährlich rund Fr. 8000000.— (acht Millionen).

Die Spezialisten wurden grösstenteils in genannten Firmen ausgebildet und der Qualitätsstandard kann sich mit den besten Laboratorien der Welt messen, werden doch durchschnittlich 40% der Aufträge für das Ausland bearbeitet. Ohne die Filmtechnischen Betriebe ist eine anspruchsvolle Filmproduktion nicht möglich, aber genau wie die Produktion ist auch die Verarbeitung auf Kontinuität angewiesen, um den heutigen hohen technischen Standard halten zu können. Beide sind restlos aufeinander angewiesen.

Industries Techniques Cinémathographiques

L'Association suisse des Industries techniques cinématographiques (FTB/ITC) est une association professionnelle faisant partie de l'Interassociation Suisse pour Film et Audiovision (IFA)

Les membres sont:

a) Les quatre laboratoires de tirage: Cinégram SA, Genève et Zurich; Egli Filmtechnik AG, Dübendorf; Eoscop AG, Bâle; Schwarz-Filmtechnik GmbH, Ostermundigen.

b) Les studios d'enregistrement sonore: Basilisk (Eoscop AG), Bâle; Pro Ton AG, Zurich; Sonofilm SA, Berne.

c) Les entreprises de sous-tirage: Cinétyp, Lucerne; Titra-Film SA, Genève.

d) L'entreprise d'effets optiques spéciaux: Probst-Film, Tricktechnik, Ostermundigen.

Ces dix entreprises garantissent un emploi stable à 200 spécialistes:

techniciens de laboratoire, chimistes, ingénieurs du son, électroniciens, mécaniciens, techniciens de truquage, graphistes, traducteurs, laborantins, opérateurs et employés administratifs.

La masse salariale de ces employés est de Fr. 8 000 000.—.

Les entreprises ont formé ces spécialistes elles-mêmes et le standard de qualité peut concourir avec les meilleurs laboratoires du monde: preuve en est que le 40% en moyenne des commandes exécutées par les laboratoires suisses sont destinées à l'étranger.

Une production soignée n'est pas possible sans le concours de ces industries.

Aussi bien la production que les travaux de laboratoire dépendent de la continuité du travail pour pouvoir assurer le haut standard technique actuel. Ils sont totalement complémentaires.



«Alunissons» von Gisèle und Ernest Anserge

Pro Helvetia

Filmdienst

Der Filmdienst von Pro Helvetia besteht seit 1944. Er stellt Institutionen im Ausland Schweizer Filme für nicht-kommerzielle Vorführungen zur Verfügung.

Pro Helvetia hat rund 1,5 Millionen Franken in Eigen- oder Coproduktionen, Kopienankauf, Übersetzungen und Untertitel, Sprachversionen investiert.

Heute stehen für die filmkulturelle Arbeit von Pro Helvetia insgesamt 230 Filmtitel (460 Kopien), nämlich: 50 Spielfilme, 83 Dokumentarfilme mit kultureller Thematik, 42 Dokumentarfilme mit allgemeiner Thematik, 47 Trickfilme und 8 Experimentierfilme zur Verfügung.

Zusätzlich unterhält die Pro Helvetia bei 16 diplomatischen Vertretungen der Schweiz im Ausland

Filmdepots mit insgesamt 260 Filmkopien.

Seit Beginn der Organisation von Schweizer Filmwochen im Ausland im Jahre 1967 wurden insgesamt 44 Schweizer Filmwochen in folgenden Ländern (zum Teil in mehreren Städten) durchgeführt:

Europa: Belgien, BRD (3), Dänemark, DDR, England (3), Finnland, Frankreich (3), Irland, Italien (2), Niederlande, Norwegen, Polen (2), Rumänien, Schweden (2), Spanien, Tschechoslowakei, Ungarn, UdSSR (2).

Amerika: Argentinien, Brasilien (2), Ecuador, El Salvador, Kanada (2), Kolumbien, Mexiko (2), Peru, USA, Venezuela.

Afrika: Algerien.

Australien: Australien.

Asien: Afghanistan.

Cinéma en marge

Einladung an Filmschaffende

Art der Veranstaltung:

Begegnung Filmschaffender, freie Beteiligung

Formate:

16 mm, Film-Aktionen, Video

Eingeladene Länder:

Schweiz, Frankreich, Italien, (Österreich)

Datum:

8. bis 20. Februar 1980

Ort:

Porte de la Suisse, 11 bis rue Scribe, Paris 9e

Rahmen:

espaces 80

Anmeldungen:

Anmeldeformulare sind erhältlich bei: Pro Helvetia — espaces 80, Hirschengraben 22, 8001 Zürich, Tel. 01 / 34 84 54

Service du Film

Le Service du film de Pro Helvetia existe depuis 1944. Il met des films suisses à la disposition d'institutions à l'étranger.

Pro Helvetia a investi la somme de 1,5 millions de francs pour ses productions et dans des coproductions / l'achat de copies / des traductions et des sous-titrages / de nouvelles versions.

Pro Helvetia dispose actuellement de 230 titres (460 copies), soit: 50 films de fiction / 83 documentaires culturels / 42 documentaires généraux / 47 films d'animation / 8 films expérimentaux.

Pro Helvetia entretient également des dépôts de films auprès des sièges diplomatiques suisses de 16

villes (au total 260 copies).

Depuis 1967, Pro Helvetia a organisé à l'étranger 42 Semaines du Cinéma Suisse dans les pays suivants:

Europe: Angleterre (3), Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France (3), Hongrie, Irlande, Italie (2), Norvège, Pays-Bas, Pologne (2), RDA (3), RFA, Roumanie, Suède (2), Tchécoslovaquie, URSS (2).

Amérique: Argentine, Brésil, Canada (2), Colombie, El Salvador, Equateur, Mexique, Pérou, USA, Venezuela.

Afrique: Algérie.

Australie: Australie.

Asie: Afghanistan.

Cinéma en marge

Invitation aux réalisateurs

Type de manifestation:

rencontre cinématographique en libre participation

Formats:

16 mm, Super-8, films-action, vidéo

Pays invités:

Suisse, France, Italie, (Autriche)

Dates:

8-20 février 1980

Lieu:

Porte de la Suisse, 11 bis rue Scribe, Paris 9e

Cadre:

Espaces 80

Inscription:

fiches à obtenir auprès de Pro Helvetia — Espaces 80, Hirschengraben 22, 8001 Zurich, Tél. 01 / 34 84 54.

Filmgestalter

Gemeinsame Politik

Präsident: Hans-Ulrich Schlumpf; Vizepräsident: Rolf Lyssy, Alain Tanner; Vertreter in der Eidg. Filmkommission: Peter Ammann, Hans-Ulrich Schlumpf; Geschäftsstelle: Sonja Crespo

Der Verband wurde 1962 in Lausanne von Henry Brandt, Claude Goretta, Jean-Jacques Lagrange, Walter Marti, Herbert E. Meyer, Jean-Louis Roy und Alain Tanner gegründet. Die Namen verweisen auf die Zielsetzung: die Interessensvertretung der Schweizer Filmautoren und des «freien», «unabhängigen» Filmes. Unterdessen zählt der VSFG 74 Voll- und 15 Teilmittglieder.

Was man «den Erfolg» des Schweizer Films im In- und Ausland nennt, haben vor allem Mitglieder des VSFG geschaffen; aus der französischen Schweiz etwa Ernest Ansorge («Smile 1-3»), Henry Brandt («Le dernier printemps»), Claude Champion («Le pays de mon corps»), Claude Goretta («La dentellière»), Michel Soutter («Répérages»), Alain Tanner («Messidor»), Jacques Thévoz («Rose de Pinsec»), Jacqueline Veuve («La mort du grand-père») u.a.; aus der deutschen Schweiz unter anderem Richard Dindo («Die Erschiessung des Landesverrätters Ernst S.»), Kurt Gloor («Der Chinese»), Marlies Graf («Behinderte Liebe»), Urs Graf («Kollegen»), Peter von Gunten («Kleine frieren auch im Sommer»), Jürg Hassler («Josephson — Stein des Anstosses»), Erwin Keusch («Das Brot des Bäckers»), Thomas Koerfer («Alzire»), Beat Kuert («Schilten»), Remo Legnazzi («Cronica di Prugiasco»), Rolf Lyssy («Die Schweizermacher»), Fredi M. Murer («Grauzone»), Georg Radanowicz («Das Unglück»), Hans-Ulrich Schlumpf («Kleine Freiheit»), Sebastian C. Schroeder («Südseereise»), Alexander J. Seiler («Früchte der Arbeit»), Hans Stürm («Streik ist keine Sonntagschule»); und aus der italienischen Schweiz Villi Herman («San Gotardo»).

Diese unvollständige Aufzählung zeigt die Vielfalt der im Verband vertretenen Stilrichtungen und Autorentemperature: vom er-

folgreichen Kinofilm über den sozialkritischen Dokumentarfilm bis zum experimentellen Kurzfilm. Durch eine liberale Aufnahmepraxis versucht der Verband zudem den jungen Filmschaffenden den Eintritt in die harte Realität des «freien» Filmemachens zu erleichtern.

«Film ist Film» — diese Maxime Godards ist wohl allen Autoren des Verbandes bewusst und hat bis heute — bei allen Unterschieden der Auffassungen — dazu geführt, dass eine gemeinsame Politik gegenüber der Öffentlichkeit, insbesondere gegenüber der Filmförderung des Bundes und dem Schweizer Fernsehen möglich war. Der VSFG ist deshalb mit zwei Delegierten in der Eidg. Filmkommission vertreten.

Von den vielen Aktivitäten des Verbandes seien zwei Beispiele herausgegriffen. Jährlich treffen sich die Filmgestalter zusammen mit den Filmtechnikern zu einer zweitägigen Klausurtagung in Leysin, wo für einmal nicht die Filmpolitik, sondern die künstlerische Arbeit im Mittelpunkt der Gespräche steht. Filme werden angeschaut, analysiert, diskutiert — ein Beispiel des Dialoges zwischen den Sprachregionen unseres Landes auch.

Politisch grundsätzlichen Charakter hat der kartellrechtliche Prozess, den der VSFG gegen den Filmverleiher-Verband führt. Es geht dabei um die Frage, ob schweizerische Filmproduzenten ihre Filme direkt, d.h. ohne einen organisierten Verleiher, den schweizerischen Kinos anbieten dürfen. Dies wird im Augenblick durch die privatwirtschaftliche «Filmmarktordnung» verhindert.

Die viel zu knapp bemessenen Finanzen der eidgenössischen Filmförderung treffen in erster Linie uns, welche den Film nicht als Mittel zum schnellen Geldverdienen, sondern als künstlerisches Ausdrucksmittel einsetzen. Davon leben möchten wir immerhin können. Die Zeiten sind hoffentlich vorbei, wo man den hungernden Künstler besonders chic fand. Wir bitten deshalb unsere Parlamentarier, dem Schweizer Film und dessen Machern die für die Weiterexistenz unerlässliche Erhöhung des Filmkredits zu bewilligen.

Réalisateurs de Films

Association suisse des réalisateurs de films

Président: Hans-Ulrich Schlumpf; Vices-présidents: Rolf Lyssy, Alain Tanner; Délégués à la Commission Fédérale du Cinéma: Peter Ammann, Hans-Ulrich Schlumpf; Bureau: Sonja Crespo.

L'Association a été fondée en 1962, à Lausanne, par Henry Brandt, Claude Goretta, Jean-Jacques La-

grange, Walter Marti, Herbert E. Meyer, Jean-Louis Roy et Alain Tanner. Ces noms sont une indication sur les buts de l'Association: défendre les intérêts des auteurs suisses de films et du film «libre», «indépendant». Entre temps, l'ASRF s'est développée et compte à présent 74 membres de plein droit et 15 membres partiels.

Ce qu'on nomme «succès» du film suisse, dans le pays et à l'étranger, est surtout dû aux membres de

l'ASRF. Nommons, pour la Suisse Romande, Ernest Anserot («Smile 1-3»), Henry Brandt («Le dernier printemps»), Claude Champion («Le pays de mon corps»), Claude Goretta («La dentellière»), Michel Soutter («Repérages»), Alain Tanner («Messidor»), Jacques Thévoz («Rose de Pinsec»), Jacqueline Veuve («La mort du grand-père»), pour ne citer que quelques noms. Pour la Suisse Alémanique, citons, entre autres, Richard Dindo («Die Erschiessung des Landesverrätters Ernst S.»), Kurt Gloor («Der Chinese»), Marlies Graf («Behinderte Liebe»), Urs Graf («Kollegen»), Peter von Gunten («Kleine frieren auch im Sommer»), Jürg Hassler («Josephson — Stein des Anstosses»), Erwin Keusch («Das Brot des Bäckers»), Thomas Koerfer («Alzire»), Beat Kuerli («Schilten»), Remo Legnazzi («Cronica di Prugiasco»), Rolf Lyssy («Die Schweizermacher»), Fredi M. Murer («Grauzone»), Georg Radanowicz («Das Unglück»), Hans-Ulrich Schlumpf («Kleine Freiheit»), Sebastian C. Schroeder («Südeereise»), Alexander J. Seiler («Früchte der Arbeit»), Hans Stürm («Ein Streik ist keine Sonntagschule») et, pour la Suisse Italienne, Villi Herman («San Gottardo»).

Cette liste, incomplète, témoigne de la diversité des styles et des tempéraments représentés dans l'Association: du film à succès pour les cinémas au court métrage expérimental en passant par le documentaire de critique sociale. L'Association essaie, grâce à une pratique libérale d'admission, de faciliter aux jeunes réalisateurs l'entrée dans la dure réalité de la création cinématographique «indépendante».

«Le cinéma, c'est le cinéma.» Cette maxime de Godard est certainement connue de tous les membres

de l'Association et a rendu possible — en dépit des divergences de conception — une politique commune envers le public, en particulier envers la télévision suisse. C'est pourquoi l'Association est représentée au sein de la Commission Fédérale du Cinéma par deux délégués.

Relevons parmi les nombreuses activités de l'Association deux exemples. Chaque année, les réalisateurs se réunissent à Leysin pour un séminaire de deux jours avec les techniciens du cinéma au cours duquel, pour une fois, il n'est pas question de politique cinématographique mais où le travail artistique est au centre des discussions. Des films sont projetés, analysés, discutés. Exemple aussi du dialogue entre les régions linguistiques de notre pays. Le procès, fondé sur la loi sur les cartels, que l'Association Suisse des Réalisateurs de Films a engagé contre l'Association des Distributeurs de Films a un caractère fondamentalement politique. Il s'agit ici de savoir si des producteurs de films suisses peuvent proposer leurs films directement — c'est-à-dire sans passer par un distributeur syndiqué — à des cinémas suisses. Actuellement, le «règlement», sur la base d'intérêts privés, du «marché du film» l'interdit.

La mesquinerie avec laquelle l'Aide Fédérale au Cinéma est calculée nous touche en premier car, pour nous, le film n'est pas un moyen pour gagner rapidement de l'argent mais une forme d'expression artistique. Cependant, nous aimerions pouvoir en vivre. Les temps sont passés, espérons-le, où il était particulièrement bien porté, pour un artiste, de manger de la vache enragée. Nous demandons donc à nos élus d'accorder l'augmentation des crédits au cinéma qui est absolument nécessaire à la survie du cinéma suisse et de ceux qui le font.

Filmkritiker

Die Vereinigung Schweizerischer Filmkritiker bezweckt, ihren rund 90 aktiven Mitgliedern (des weiteren zählt sie 40 Passiv- und vier Ehrenmitglieder) einen Rückhalt bei ihrer Arbeit zu bieten. Dies geschieht durch Information (Tagungen und Veranstaltungen), durch Intervention (zum Beispiel bei Arbeitskonflikten), aber auch durch die Vermittlung internationaler Kontakte und Vergleichsmöglichkeiten über den Internationalen Filmkritikerverband (Fipresci), dessen Sektionen regelmässig Mitglieder in die Fipresci-Juries an Filmfestivals delegieren und Kolloquien veranstalten. Die VSF beispielsweise organisiert in Zusammenarbeit mit verschiedenen nationalen Sektionen anderer Länder seit sieben Jahren die Fipresci-Woche anlässlich des Filmfestivals von Locarno,

an welcher Filmkritiker ungewöhnliche Filme vorstellen.

Berufsprobleme

Die soziale Situation der meisten Filmkritiker ist mit jener der Filmemacher vergleichbar: Einerseits wird von ihnen Professionalität verlangt, andererseits reichen die Verdienstmöglichkeiten vor allem der freien Filmkritiker kaum zur Existenzsicherung aus. Nur wenige grosse Zeitungen verfügen über eine Filmredaktion, welche die feste Anstellung eines oder mehrerer Filmkritiker erlaubt. Wo dies geschieht, haben die festangestellten Mitarbeiter zumeist noch andere Ressorts zu betreuen.

Erschwerend für die seriöse Filmkritik — und negativ auf die Sache des Films schlechthin — wirkt sich das fehlende Forum für den Film in vielen Zeitungen aus. Im

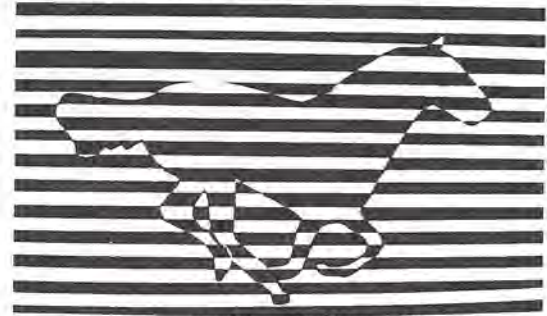
Zeichen der Rationalisierungen sind vielerorts die Filmseiten verschwunden, und das «Kästchen-denken» gerade auch auf den Feuilletonseiten und in den Kulturteilen erlaubt kaum mehr ein etwas grundsätzlicheres Eintreten auf einen Film oder ein medien spezifisches Problem. Darunter leiden viele Filmpublizisten erheblich, dies umso mehr, als auch der Filmzeit-schriftenmarkt sich hierzulande recht dürftig ausnimmt.

Wandlung des Berufsbildes

Die zuvor sehr allgemein und knapp beschriebenen Gegebenheiten haben zu einem Wandel im Berufsbild des Filmkritikers geführt. Den Journalisten, der sich ausschliesslich mit

dem Film befasst, gibt es immer seltener. Das ungebrochene öffentliche Interesse am Fernsehen (das nun ja auch wiederum ein Bildmedium ist und einen Teil seiner Programme mit Kinofilmen bestreitet) und am Radio bieten indessen Möglichkeiten zur Diversifikation. Die Zukunftsperspektiven der Vereinigung Schweizerischer Filmkritiker liegt denn auch darin, dass sie sich zu einer Vereinigung schweizerischer Medienjournalisten wandelt, deren Mitglieder sich kompetent, kritisch und professionell mit Film, Fernsehen, Radio und mit den neuen auf uns zukommenden Medien der Kommunikation befassen.

Urs Jaeggi



«Animals in Motion» von Otmar Gutman

Critiques de Cinéma

L'Association Suisse des Critiques de Cinéma a pour but d'offrir à ses 90 membres actifs (elle compte en outre 40 membres passifs et 4 membres honoraires) un soutien dans leur travail, au moyen d'informations (réunions et manifestations diverses), d'interventions (par exemple en cas de conflits professionnels), mais aussi en établissant des contacts à un niveau international et en offrant des possibilités de comparaison grâce à l'Association Internationale des Critiques de Cinéma (Fipresci). Les sections de cette organisation délèguent régulièrement des membres dans les Juries-Fipresci lors des festivals de cinéma et organisent des colloques. L'ASC, par exemple, en collaboration avec plusieurs sections nationales d'autres pays, organise depuis 7 ans la Semaine-Fipresci à l'occasion du Festival de Locarno qui permet aux critiques de présenter des films inhabituels.

Problèmes professionnels

La situation sociale de la plupart des critiques de cinéma est comparable à celle des réalisateurs: d'une part, on leur demande d'être des professionnels, d'autre part, les possibilités de gain, surtout pour les critiques de cinéma libres, suffisent à peine à assurer leur subsistance. Seuls quelques grands journaux disposent d'une rédaction consacrée au cinéma qui permet l'emploi fixe d'un ou de plusieurs critiques. Quand c'est le cas, les collaborateurs engagés doivent le plus souvent s'occuper encore d'autres domaines. L'absence d'un forum sur le cinéma dans de nombreux journaux

ne favorise pas une critique de films sérieuse — cela a tout simplement une influence négative sur le cinéma. Dans de nombreux cas, les pages sur le cinéma ont disparu sous prétexte de rationalisation et justement, cet «esprit de système» appliqué aussi aux pages de chronique littéraire et aux articles culturels permet à peine d'analyser à fond un film ou un problème spécifique concernant les médias. De nombreux publicistes de cinéma en souffrent énormément, cela d'autant plus que le marché des magazines d'information cinématographique est vraiment insuffisant dans ce pays.

Le métier change

Les données que nous venons de vous présenter de façon très générale et succincte ont conduit à une évolution de l'image que l'on se fait du métier de critique de cinéma. Il y a de moins en moins de journalistes qui s'occupent uniquement de cinéma. L'intérêt constant du public pour la télévision (elle aussi est un médium de l'image et une partie du programme est composée de films) et la radio offre en attendant des possibilités de diversification. Les perspectives d'avenir de l'Association Suisse des Critiques de Cinéma reposent également sur le fait qu'elle se transforme en une association des journalistes de médias suisses dont les membres s'occupent avec compétence, esprit critique et de façon professionnelle de cinéma, de télévision et de radio, ainsi que des nouveaux médias de la communication qui apparaissent.

In Produktion En production

Sauve qui peut (la vie)

Fiction, 35 mm, couleur, français, env. 90 min.

Un homme, deux femmes. On se rencontre, on se sépare. L'amour, le travail, la passion impossible.

Production: Saga Productions, 23 pré du marché, 1004 Lausanne, Tél. 021 / 38 43 43.

Co-Production: Sonimage, Rolle / Sara-Films, Paris et SSR, ZDF, ORF.

Producteur délégués: Robert Boner, Caroline Arrighi (F).

Budget: Fr. 1 160 000.—

Financement: CNC 250 000.—; SSR 100 000.—, ZDF 220 000.—, ORF 100 000.—, TV's de langue italienne 100 000.—; garantie distributeur (F) 200 000.—; autofinancement producteurs.

Lieux de tournage: Suisse romande.
Dates: septembre — décembre 1979.

Durée du tournage: 10 semaines.

Directeur de production: Miguel Stucky.

Secrétaire: Josianne Morand.

Acteurs: 15.

Interprètes principaux: Jacques Dufron (F), Isabelle Huppert (F), Nathalie Baye (F).

Scénario: Jean-Luc Godard, Anne-Marie Miéville, Jean-Claude Carrière (F).

Réalisation: Jean-Luc Godard.

Assistant: Romain Charpentier (F).
Chef-opérateurs: Renato Berta, William Lubtchansky (F).

Assistant: Jean-Bernard Menoud.

Electricien: Benjamin Lehmann.

Ingénieur du son (son direct): Luc Yersin.

Montage: Jean-Luc Godard.

Musique: Philippe Sarde (F).

Photographe de plateau: Anne-Marie Miéville.

Attachée de presse: Eva Simonet (F) c/o MK2 Diffusion, 750013 Paris, Tél. 265 62 76.

Studio son: Sonimage, Rolle.
Laboratoire: Cinégram, Genève.

Finissage: avril 1980.

Distribution: F: MK2 Diffusion.

Passage TV: priorité antenne en CH, RFA, A, I.

Stolz oder Die Entzauberung der Hoffnung

(Arbeitstitel)

Spielfilm, 16 mm, Farbe, Dialekt, 60 Min.

Der vierte Film der Fernseh-Folge «Die sieben Todsünden»: Ein junger Mann kehrt aus dem Ausland in die Kleinstadt zurück. Er findet das Altvertraute verän-

dert — oder ist es die eigene Veränderung, die er im Spiegel seiner Familie, der Freunde, der Häuser, Gassen und Kneipen erkennt? Auch sein Vater, der Fotograf, stellt Veränderungen fest. Er beklagt sie, stemmt sich gegen sie, aber er stellt sich ihnen so wenig wie dem Sohn.

An einem Herbstmorgen gerät der Vater beim Schwimmen gegen den Strom in Schwierigkeiten. Der Sohn rettet ihm, mit dem er nichts mehr gemein hat, das Leben. Er verlässt die Kleinstadt — vielleicht zum erstenmal.

Auftrag: Fernsehen DRS.

Produktion: Nemo Film AG, Forchstr. 280, 8008 Zürich, Tel. 01 / 55 49 88 / 89.

Ausführend: Alexander J. Seiler

Budget: Fr. 590 000.—

Finanzierung: Auftraggeber.

Drehorte: Frauenfeld und Diessenhofen (TG).

Termin: 15. Oktober — 11. November 1979.

Drehzeit: 4 Wochen.

Produktionsleitung: Rudolf Sant-schi.

Sekretariat: Rose-Marie Schneider.

Schauspieler: 25.

Hauptdarsteller: Yves Jansen, Walter Wefel, Elsbeth Gmür, Gardi Hutter.

Buch: Friedrich Kappeler.

Regie: Friedrich Kappeler.

Assistenz: Iwan Schumacher.

Script: Madeleine Fonjallaz.

Stagiaire: June Kovach.

Aufnahmeleitung: Elisabeth Brunner, Elke Lüthi.

Kamera: Thomas Mauch (BRD).

Assistenz: Rainer Klausmann.

Beleuchtung: André Simmen, Hans Meier.

Bühne: Eugen Riedel.

Ausstattung: Edith Peier.

Requisiten und Kostüme: Greta Roderer.

Garderobe: Elisabeth Meister.

Maske: Giacomo Peier.

Ton (Direktion): Hans Künzi.

Assistenz: Pavol Jasovsky.

Montage: Georg Janett.

Assistenz: Hannelore Künzi.

Musik: noch offen.

Standphotos: Hans-Ulrich Schlumpf.

Presse: Alexander J. Seiler c/o Nemo Film AG oder Produktionsbüro.

Produktionsbüro: (15.—22. Oktober): Hotel Blumenstein, Bahnhofplatz, 8500 Frauenfeld, Tel. 054 / 7 47 29.

(23. Oktober — 11. November): Restaurant Falken, Am Ober-tor 29, 8253 Diessenhofen, Tel. 053 / 7 75 81 / 82.

Tonstudio: Sonor, Ostermundigen.

Labor: Schwarz, Ostermundigen.

Fertigstellung: Februar 1980.

Verleih: Nemo Film AG.

Ausstrahlung: Fernsehen DRS: 1980.

Reisender Krieger

(Arbeitstitel)

Spielfilm, 16 mm, Schwarz / weiss, Dialekt, ca. 90 Min.

Das Portrait eines Landes und das Portrait eines Mannes, der dieses Land bereist. Eine Irrfahrt durch die Schweiz, eine Odyssee.

Produktion: Christian Schocher, 7504 Pontresina, Tel. 082 / 6 74 84.

Budget: Fr. 200 000.—

Finanzierung: EDI 60 000.— / ZDF 100 000.—, SRG 40 000.—

Drehorte: Aarau, Basel, Einsiedeln, Olten, Zürich, Innerschweiz, Graubünden.

Termin: 20. Oktober — 7. Dezember 1979.

Drehzeit: 7 Wochen.

Produktionsleitung: Marlies Graf.

Sekretariat: Filmkollektiv Zürich.

Schauspieler: 7.

Hauptdarsteller: Willy Ziegler.

Buch: Christian Schocher.

Regie: Christian Schocher.

Kamera: Clemens Klopfenstein.

Assistenz und Aufnahmeleitung: Heinz Lüdi.

Ton (Direktion): Hugo Sigrist.

Montage: Christian Schocher.

Musik: noch offen.

Standphotos: Heinz Lüdi.

Produktionsbüro: Filmkollektiv Zürich AG, Josefstr. 106, 8005 Zürich, Tel. 01 / 42 15 45.

Tonstudio: Sonor, Ostermundigen.

Labor: Schwarz, Ostermundigen.

Fertigstellung: Mai 1980.

Verleih: noch offen.

Ausstrahlung: ZDF und Fernsehen DRS: Termin noch offen.

Sono emigrata

Dokumentarspielfilm, 16 mm, Farbe und s/w, italienisch und deutsch, ca. 90 Min.

Maria M., eine Immigrantin aus dem Süden Italiens, erzählt aus ihrem Leben. Der authentische Ton führt durch den Film, dargestellt wird ihre Geschichte von Fremdarbeitern.

Aufgewachsen in einer Gemeinschaft mit völlig verschiedenen Verhaltensformen und in einer anderen Emotionalität, trifft Maria hier auf eine Welt, die für sie kaum anderes als Kälte und Ablehnung übrig hat.

Produktion: Co-Produktion Filmkollektiv Zürich AG, Josefstr. 106, 8031 Zürich, Tel. 01 / 42 15 45 und Gertrud Pinkus, Steinbockgasse 1, 8001 Zürich.
Ausführend: Rolf Schmid, Filmkollektiv.

Budget: Fr. 287 000.—

Finanzierung: SRG 80 000.—, ZDF 90 000.— / Kanton Zürich 7000.—, Kanton Solothurn 24 000.— / Migros 10 000.—, Dr. Adolf Streuli-Stiftung

6000.— / Partizipation
18 000.— / Eigenfinanzierung
52 000.—

Drehorte: Frankfurt/M (BRD) und Basilicata (I).

Termin: August und November 1979.

Drehzeit: 6 Wochen.

Produktionsleitung: Jürgen Karg (BRD).

Sekretariat: Filmkollektiv Zürich.

Buch: Gertrud Pinkus, Anna Monferdin (I).

Regie: Gertrud Pinkus.

Script: Antonella Cerni (I).

Aufnahmeleitung: Gerhard Wahl (BRD).

Kamera: Elio Bisignani (I).

Beleuchtung: André Pinkus.

Ton (Direktion): Margit Eschenbach (BRD).

Montage: Gertrud Pinkus.

Musik: süditalienische Volkslieder.

Standphotos: Rosmarie Hausherr.

Presse: Rolf Schmid, c/o Filmkollektiv Zürich

Tonstudio: Filmkollektiv Zürich / Sonor, Ostermundigen.

Labor: Ifage, Wiesbaden (BRD).

Fertigstellung: März 1980.

Verleih: noch offen.

Ausstrahlung: ZDF und Fernsehen DRS: Herbst 1980.

Los Angeles

(Arbeitstitel)

Dokumentarspielfilm, 16 mm, Farbe, englisch und deutsch, 45 Min.

Ein Dokumentardrama über Los Angeles, die Stadt am Ende des Westens, und ein paar der Menschen, die in ihr leben — Leute, die es nur hier geben kann: das Marilyn Monroe-Lookalike und andere Charaktere am Rande Hollywoods zum Beispiel.

Produktion: Urs Egger, Halen 67, 3037 Stuckishaus, Tel. 031 / 23 61 56

Budget: Fr. 92 000.—

Finanzierung: Fernsehen DRS 45 000.— / Kanton Bern 10 000.—, Stadt Bern 10 000.— / Migros 6000.—, div. Stiftungen 10 000.— / Eigenfinanzierung 11 000.—

Drehorte: Los Angeles (USA).

Termin: 29. Oktober — 17. November 1979.

Drehzeit: 3 Wochen.

Produktionsleitung: Kate Quillan (USA).

Schauspieler: 11.

Hauptdarsteller: Carel Struycken, Stanley Brock, Linda Kerridge, Alan Chang (USA).

Buch: Urs Egger.

Regie: Urs Egger.

Assistenz und Aufnahmeleitung: Bob Graham (USA).

Kamera: David Sanderson (AUS).

Assistenz: Marcel Just.

Beleuchtung: Scott Shaeffer (USA).
Bühne: Jürg Walther.

Ton: Luc Yersin.
Montage: Daniela Roderer.
Musik: aus dem Autoradio.

Produktionsbüro: 1021 Larrabee,
W. Los Angeles, California
90069, Tel. (213) 659 20 68.

Tonstudio: Film & Vidéo Collectif,
Ecublens.
Labor: MGM, Los Angeles.

Fertigstellung: Februar 1980.
Verleih: noch offen.
Ausstrahlung: Fernsehen DRS:
1980.

Onore e riposo

Dokumentarfilm, 16 mm, Farbe,
italienisch, 50 Min.

Ein Film über Kriegsveteranen,
ihren Alltag, ihre Gedanken, ihre
Erinnerungen im einzigen Vetera-
nenheim Italiens.

Produktion: Filmverein Alba,
Streulistrasse 9, 8032 Zürich,
Tel. 01 / 34 84 14.

Budget: Fr. 71 000.—.
Finanzierung: Stiftungen und Pri-
vate, Partizipationen Mitarbei-
ter, Filmverein Alba.

Drehorte: Turate (I).
Termin: September — Oktober
1979.
Drehzeit: 2 Wochen.

Produktionsleitung: Rolando Colla.
Sekretariat: Filmverein Alba.

Buch: Fernando Colla, Peter Inder-
gand, Rolando Colla.
Regie: Fernando Raffaelli Colla.

Interviews: Ottaviana Grossi (I).
Script: Sabine Berg.

Kamera: Peter Indergand.
Assistenz: Jannis Zachariedis
(GR).

Beleuchtung: verschiedene.

Ton (Direktion): Roger Bonnot.
Montage: noch offen.
Musik: Robert Mark.

Tonstudio: Sondor, Zollikon.
Labor: Cinégram, Zürich.

Fertigstellung: Dezember 1979.
Verleih: noch offen.

Schweizer, Suisses, Sviz- zeri

Dokumentarfilm, 16 mm, Farbe,
Versionen: deutsch, franz., ital.,
engl., spanisch, arabisch; 25 Min.

Ein Public Relation-Film zur
Förderung der schweizerischen Ex-
portindustrie.

Beispiele von Grossprojekten in
aller Welt, an denen Schweizer
massgeblich beteiligt sind, werden
veranschaulicht und zeigen die Viel-
falt der in der Schweiz hergestellten
Industrieerzeugnisse.

Auftrag: Schweiz. Zentrale für
Handelsförderung, Zürich und
Lausanne.

Produktion: Condor-Film AG,
Restelbergstr. 107, 8044 Zü-
rich, Tel. 01 / 26 96 12.

Ausführend: P.C. Fueter.

Finanzierung: Auftraggeber.

Drehorte: CH, BRD, NL, GB,
USA, Kanada, Ägypten, Sene-
gal, Argentinien, Philippinen.
Termin: März—Juni 1979.

Drehzeit: 12 Wochen.

Produktionsleitung: Ursula Zeller.

Buch: Andreas Fischer.
Regie: Andreas Fischer

Kamera: Jürg Zehnder.
Assistenz: Eugen Riedel.
Beleuchtung: Fortunat Gartmann,
Felix Meyer.

Trick: Georges von Weissenfluh.
Ton: Olivier Monney, Hans Ger-
stengarbe (BRD).

Montage: Ruedi Gyhr.
Musik: Willy B. Kresin (BRD).

Tonstudio: Bellerive, Zürich.
Labor: Cinégram, Zürich.

Fertigstellung: November 1979.
Verleih: Schweiz. Zentrale für
Handelsförderung.

CINE-BULLETIN

Herausgegeben vom Schweizeri-
schen Filmzentrum, Münster-
gasse 18, 8001 Zürich.

Redaktion: Bernhard Giger, Irene
Prerost.

**Redaktionelle Mitarbeiter dieser
Nummer:** Fritz Hirzel, Beat Müller,
Georg Janett, Marcel Höhn.

Folgende Verbände und Institutionen sind an
der Herausgabe von Ciné-Bulletin beteiligt:

Cinélibre — Association suisse de promotion
et d'animation cinématographique / Verband
Schweizer Filmklubs und nichtkommerzi-
eller Spielstellen / Sekretariat: Postfach, 4005
Basel, Tel. (061) 32 03 29 /
Siège social: Genève, tél. (022) 44 94 44

La Cinémathèque suisse / 12 place de la Ca-
thédrale, 1002 Lausanne, Case Ville 2512,
tél. (021) 23 74 06

*Eidgenössisches Amt für kulturelle Ange-
legenheiten* / Office fédéral des affaires cultu-
relles / Thunstrasse 20, 3000 Bern 6, Post-
fach, Tel. (031) 61 92 71

Festival Internationale del Film Locarno /
Ufficio Festival: c.p. 186, 6601 Muralt-
Locarno, Telex: 79493,
Tel. (093) 31 86 33

Groupement Suisse du Film d'Animation /
Schweizer Trickfilmgruppe / Sekretariat:
Ernest Ansoerge, 1037 Etagnières,
tél. (021) 91 14 50

Schweizerischer Filmtechniker-Verband /
Association Suisse des Techniciens du Film /
Postfach 3274, 8031 Zürich /
Sekretariat: Jim Sailer, Josefstrasse 106,
8031 Zürich, Tel. (01) 42 60 65
(14.00 bis 17.00 Uhr)

*Schweizerische Gesellschaft Solothurner
Filmtage* / Société des Journées ciné-
matographiques de Soleure /
Postfach 1030, 4502 Solothurn 2

*Schweizerischer Interverband für Film und
Audiovision (IFA) / Interassociation Suisse
du Film et de l'Audiovisuel (IFA)*
Sekretariat: Condor Film AG
Fräulein U. Zeller, Restelbergstr. 107,
8044 Zürich, Tel. 01 / 26 96 12

Das Ciné-Bulletin kann auch im
Jahresabonnement bezogen
werden. Bitte untenstehenden
Talon benützen.

Abonnementsbestellung

Ich bestelle ein Jahresabonnement
des Ciné-Bulletin zum Preis von
36 Franken / DM (Ausland zuzü-
glich Porto), beginnend mit der
Nummer:

Name: _____

Adresse: _____

Talon bitte einsenden an:
Schweizerisches Filmzentrum
Münstergasse 18
CH-8001 Zürich

*Schweizerischer Verband für Auftragsfilm
und Audiovision (AAV) / Association Suisse
du Film de Commande et Audiovision (FCA)*
Sekretariat / Secrétariat:
c/o Blackbox AG, Frau Jamey, Seestr. 160,
8002 Zürich, Tel. 01 / 201 62 70.

*Schweizerischer Verband für Spiel- und
Dokumentarfilm (SDF) / Association Suisse
du Film de Fiction et de Documentation
(AFD)*
Sekretariat / Secrétariat:
c/o T & C Film, Fr. Brunner, Seestr. 41a,
8002 Zürich, Tel. 01 / 202 36 22

*Schweizerischer Verband Filmtechnischer
Retriebe (FTB) / Association Suisse des Indu-
stries Techniques Cinématographiques
(AITC)*
Sekretariat / Secrétariat:
c/o Cinégram AG, Zürich, Herr J. Huwiler,
Regensbergstr. 243, 8050 Zürich,
Tel. 01 / 46 64 16.

*Schweizerische Vereinigung für Filmkultur
Sekretariat: c/o Herr Xaver Zach, Gerechtig-
keitsgasse 22, 3011 Bern,
Tel. 031 / 22 43 33.*

*Stiftung Pro Helvetia / Hirschengraben 22,
8001 Zürich, Tel. (01) 34 84 54*

*Stiftung Schweizerisches Filmzentrum /
Fondation Centre Suisse du Cinéma /
Münstergasse 18, 8001 Zürich
Tel. (01) 47 28 60, Telex 56 289 sfzsch*

*Verband Schweizerischer Filmgestalter / As-
sociation Suisse des Réalisateur de Films /
Sekretariat: Asylstrasse 92, 8032 Zürich,
Tel. (01) 69 35 80,
Dienstag 10.00 — 18.00 Uhr,
Mittwoch 14.00 — 18.00 Uhr.*

*Vereinigung Schweizerischer Filmkritiker
VSF / Association suisse des critiques de
cinéma ASC /
Sekretariat: Felix Bucher, Töpferstrasse 10,
6004 Luzern, Tel. (041) 22 21 95 /
Präsident: Urs Jaeggi, Waldhöweg 9,
3013 Bern, Tel. (031) 42 17 25 /
45 32 91*



*Vous pouvez souscrire un abonne-
ment annuel en remplissant le bulle-
tin ci-dessous.*

Abonnement

*Je désire souscrire un abonnement
d'un an au Ciné-Bulletin, au prix de
F. / DM 36 (port en sus pour
l'étranger), à dater du numéro:*

Nom: _____

Adresse: _____

*Prière de retourner le bulletin au:
Centre Suisse du Cinéma,
Münstergasse 18, CH-8001 Zurich.*

cinémemo

filmadressbuch der schweiz / cinéannuaire de la suisse

78-79

Bestellung
cinémemo, Balgriststrasse 20,
8008 Zürich, 01/55 25 11

cinerent

filmequipment service ag

Vermietung — Verkauf — Herstellung — Service filmtechnischer Geräte

Balgriststrasse 20
CH-8008 Zürich
Switzerland
Tel. 01/55 27 55

IFA

**Schweizerischer Interverband für Film und Audiovision
Interassociation suisse de Film et d'Audiovision**

SDF/AFD

**Schweizerischer Verband für
Spiel- und Dokumentarfilm**

**Association suisse du Film
de Fiction et de Documentation**

AAV/FCA

**Schweizerischer Verband für
Auftragsfilm und Audiovision**

**Association suisse du Film
de Commande et d'Audiovision**

FILM - VON DER KAMERA ZUR PROJEKTION LE CINÉMA - DE LA PRISE DE VUES À LA

FTB/ITC

**Schweizerischer Verband Filmtechnischer Betriebe
Association suisse des Industries techniques cinématographiques**

Labors:

Cinégram S.A.
3, rue Beau-Site
1211 - **Genève**

Cinégram AG
Regensbergstrasse 243
8050 - **Zürich**

Egli-Filmtechnik AG
Gärtnerstrasse 5
8600 - **Dübendorf**

Eoscop AG
Burgunderstrasse 1
4051 - **Basel**

Schwarz-Filmtechnik GmbH
Breiteweg 36
3072 - **Ostermundigen**

Trickbearbeitung:

Probst-Film
Gerbestrasse 2
3072 - **Ostermundigen**

Ton Studios

Basilisk Tonstudio AG
Burgunderstrasse 1
4051 - **Basel**

Pro Ton AG
Riedtlistrasse 74
8006 - **Zürich**

Sonorfilm AG
Auditorium und Technik
Schermenweg 194
3072 - **Ostermundigen**

Untertitelung

Cinétyp
Obergrundstrasse 101
6005 - **Luzern**

Titra-Film S.A.
29, rue Lancy
1200 - **Genève**

FILM - VON DER KAMERA ZUR PROJEKTION LE CINÉMA - DE LA PRISE DE VUES

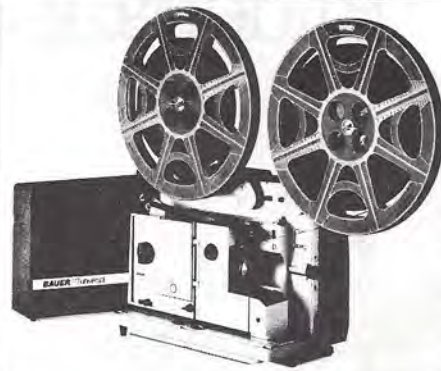
FILM - VON DER KAMERA ZUR PROJEKTION LE CINÉMA - DE LA PRISE DE VUES À LA PROJECTION

LE CINÉMA - DE LA PRISE DE VUES À LA PROJECTION FILM - VON DER KAMERA ZUR

AATON CAMERAS

technisch ausgereift für anspruchsvolle Profis. Mit einem breiten Programm an Ausbaustufen. Auch für Video.

Vertretung für die Schweiz:
Georges Hofer, 55, rue Moillebeau,
1209 Genève, Telefon: 022/33 06 38
Technisches Atelier und Service:
6, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Telefon: 022/21 19 11



BAUER P7 universal

16-mm-Film-
Projektor
Projecteur 16 mm

BAUER
von BOSCH

MONOPOLE PATHE FILMS SA, GENEVE



Ein Film von Maximilian Schell nach dem gleichnamigen Roman von Friedrich Dürrenmatt

mit
John Voight, Jacqueline Bisset, Martin Ritt, Helmut Qualtinger, Friedrich Dürrenmatt

Berndeutsch gesprochen

Ab 26. Dezember 1979 in den Schweizer Kinos.

Viermal im Jahr

CINEMA

Die Schweizer Filmzeitschrift

Zurück- und vorausblickend will CINEMA die Diskussion über Aufgaben und Möglichkeiten des Kinos beleben. CINEMA sagt offen, was in den alltäglichen Filmkritiken überhaupt nicht oder nur zwischen den Zeilen zu lesen ist.

Arbeitsgemeinschaft CINEMA,
Postfach 1049, 8022 Zürich
(Jahresabonnement Fr. 18.-)

eBo

Achtung: eBo macht weiter. Als absolute Neuerung habe ich im Verleih eine Aaton mit Videoab-tastung, Bildschirm und Aufzeich-nungsgerät.

eBo Filmmaterialverleih
Heinrichstrasse 221
8005 Zürich
Tel. 01 / 44 46 26

Plus de 1000 films suisses

sont actuellement en distribution chez nous; entre autres

Jonas – La dentellière – Les arpenteurs – Le dernier printemps – Le milieu du monde – La salamandre – L'invitation – L'escapade – Le grand soir – La Chinoise – Masculin-Féminin – La Suisse et la guerre

FI FILM INSTITUT, Erlachstrasse 21
3012 Berne; Tél. 031 230831

Über 1000 Schweizer Filme

sind gegenwärtig bei uns im Verleih; darunter

Der Gehülfe – Der Stumme – Der Salamander – La Paloma – Schatten der Engel – Riedland – Fluchtgefahr – Romeo und Julia auf dem Dorfe – Die Früchte der Arbeit – Die Schweiz im Krieg – Die Auslieferung

FI FILM INSTITUT, Erlachstrasse 21
3012 Bern; Tel. 031 230831

VIVE LE FILM SUISSE!

PARKFILM **P**



drei Sparten – eine Firma

CONDOR-FILM AG ZÜRICH

Condor-Haus, Restelbergstrasse 107, 8044 Zürich, 01/26 96 12
Studio Bellerive, Kreuzstrasse 2, 8034 Zürich, 01/32 80 80

Più di 1000 film svizzeri

sono attualmente in distribuzione da noi; fra quali

Lo stagionale – Yesterday when I was young – Claudia – La trombetta di Mario – Clay Regazzoni – Un'estate a tredici anni – Son tornata per tè (Heidi) – La Svizzera in guerra – Aria vitale

FI FILM INSTITUT, Erlachstrasse 21
3012 Berna; Tel. 031 230831

Bilder aus der Schweiz



«Gösgen» – Dokumentarfilm von D. und F. Dubini und Jürg Hassler (1979)



«Lieber Herr Doktor» – Dokumentarfilm von der Filmgruppe Schwangerschaftsabbruch (1977/78)



«Le milieu du monde» – Spielfilm von Alain Tanner (1974)



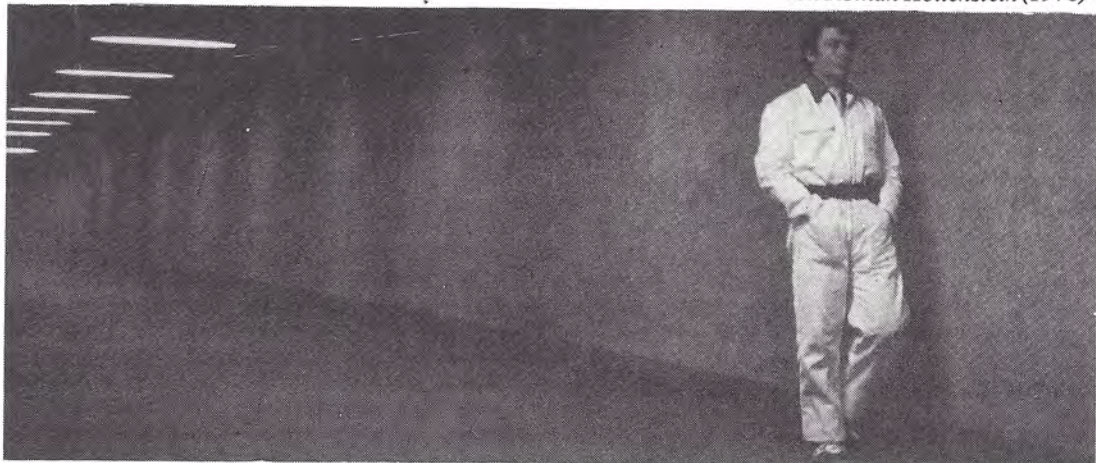
«Beton-Fluss» – Dokumentarfilm von Hans-Ulrich Schlumpf (1974)



«Kleine frieren auch im Sommer» – Spielfilm von Peter von Gunten (1978)



«Je ka mi oder Dein Glück ist ganz von dieser Welt» – Dokumentarfilm von Roman Hollenstein (1978)



«regist» von Markus Sieber – eine Super-8-Produktion (1979)